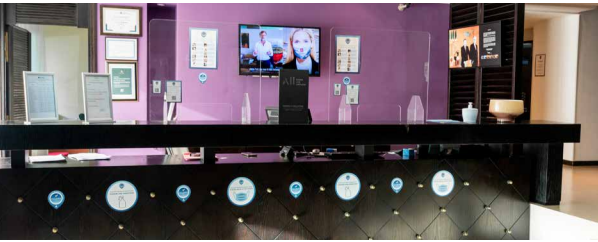
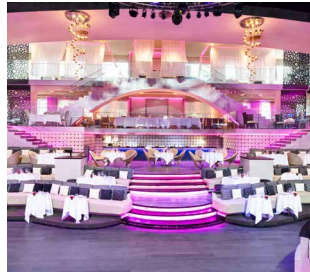
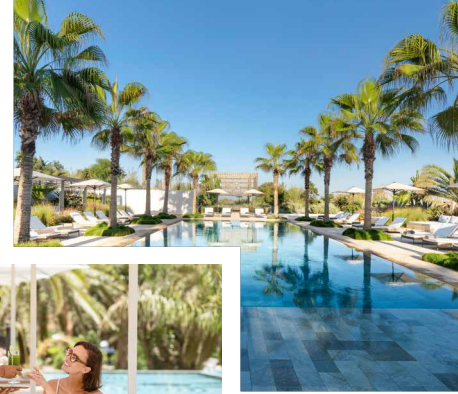


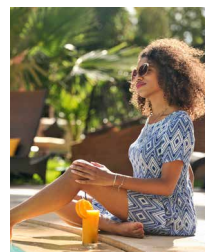


R I S M X

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT & PROPRIÉTAIRE HÔTELIER

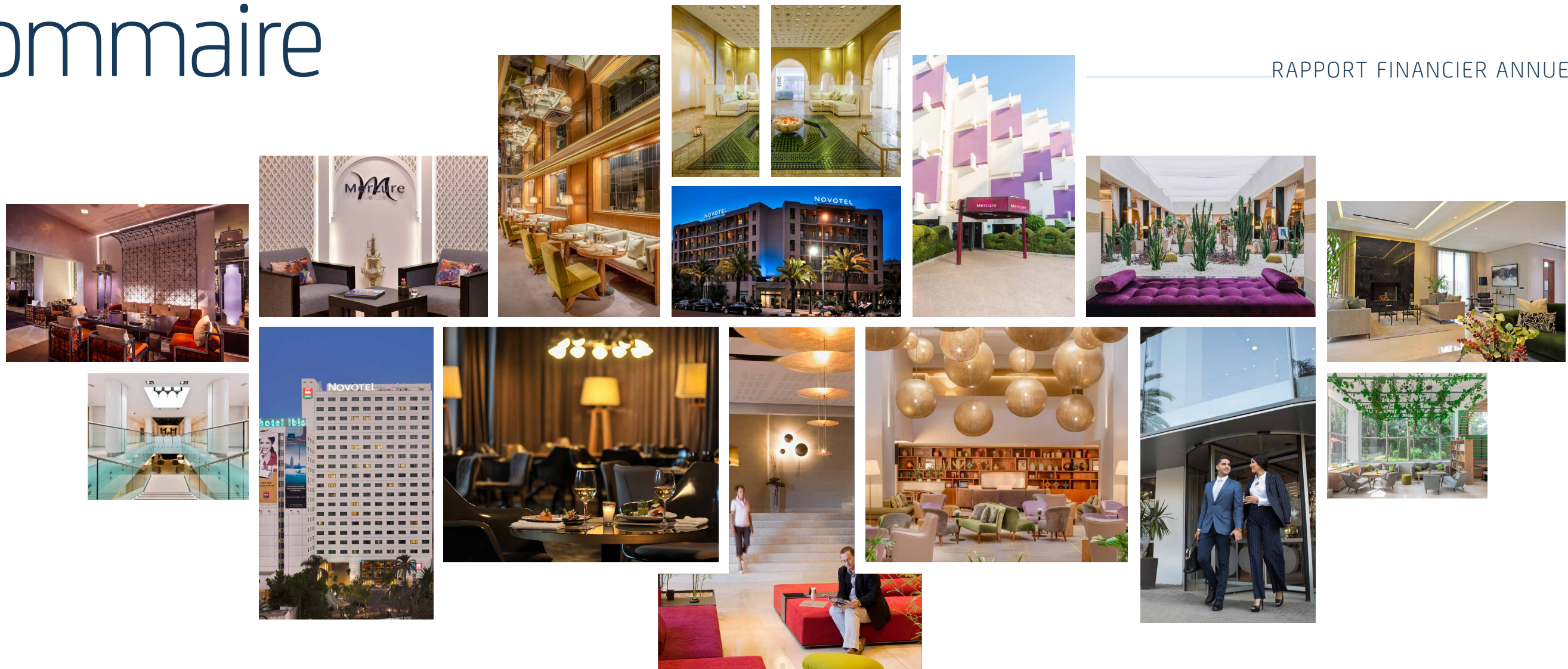


Rapport Financier Annuel 2023



Sommaire

RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2023



Présentation de **RISMA**

- Chiffres clés
- Présentation des activités
- Dates clés
- Actionnariat

Rapport **D'ACTIVITÉ**

- Faits marquants de l'année 2023
- Performances financières
- Perspectives

Rapport **ESG**

- Les parties prenantes du Groupe
- Politique de RISMA en matière sociale et environnementale
- Informations environnementales
- Informations sociales
- Empreinte socio-économique de RISMA
- Gouvernance

Comptes annuels et **RAPPORTS**

- Comptes consolidés
- Comptes sociaux
- Rapport de gestion
- État des honoraires versés aux contrôleurs de comptes
- Rapport des commissaires aux comptes

ENTRETIEN AVEC M. AMINE ECHCHERKI,

Président du Directoire de RISMA



Nous poursuivons activement l'exploration de nouvelles opportunités de croissance pour enrichir notre offre hôtelière et renforcer notre présence sur le marché. ”

Dans le sillage de la reprise de l'activité touristique au Maroc, RISMA a poursuivi son élan de croissance au cours de l'exercice 2023, renforçant sa position de leader sur le marché hôtelier. Les performances de nos établissements en témoignent clairement, avec un taux d'occupation qui atteint 57% et un chiffre d'affaires qui a franchi le seuil du milliard de dirhams, affichant une croissance de 13% par rapport à l'année précédente. Le résultat net part du groupe, a pour sa part progressé de 60% pour atteindre 244 MDH.

2023 a également été le théâtre de transformations significatives, avec notamment le recentrage stratégique des activités de RISMA. En effet, avec la cession de la participation d'Accor dans RISMA en date du 02 août 2023 et la cession de la participation de RISMA dans Accor Gestion Maroc en date du 03 août 2023, RISMA a l'opportunité aujourd'hui de faire appel au gestionnaire et à la marque de son choix pour tous ses nouveaux actifs. Les contrats de gestion de ses 23 hôtels initialement conclus avec Accor continuent de courir. Ces mouvements capitalistiques majeurs ouvrent la voie à de vastes possibilités pour diversifier notre portefeuille et accueillir de nouvelles marques, tout en maintenant notre collaboration historique avec Accor Gestion Maroc pour le pilotage de nos unités existantes.

De plus, les événements sportifs internationaux que le Maroc prévoit d'accueillir dans les six prochaines années offriront des occasions supplémentaires pour augmenter la visibilité du royaume et attirer un public encore plus large.

Dans le cadre de notre engagement en faveur de la durabilité et de la responsabilité sociale et environnementale, et toujours soucieux d'offrir à nos clients des produits aux meilleurs standards de l'industrie, nous avons débuté un programme de rénovation ambitieux de tous nos actifs les plus emblématiques. Dans ce contexte, nous avons choisi d'investir dans des équipements de dernière génération, ce qui a été un véritable catalyseur dans l'amélioration de nos performances avec l'intégration des énergies renouvelables dans notre mix énergétique et la réduction substantielle de notre consommation d'énergie d'origine fossile.

En parallèle, nous avons lancé des initiatives de sensibilisation de nos managers aux enjeux cruciaux

Les événements sportifs internationaux que le Maroc prévoit d'accueillir dans les six prochaines années offriront des occasions supplémentaires pour augmenter la visibilité du royaume et attirer un public encore plus large ”

du développement durable. Ces actions visent à ancrer les principes de durabilité au cœur de notre culture d'entreprise et à répondre aux attentes de nos parties prenantes, et particulièrement celles de notre clientèle, de plus en plus sensible aux aspects de tourisme responsable. Nous avons d'ailleurs entrepris une démarche proactive en lançant un diagnostic environnemental approfondi au sein de plusieurs de nos unités hôtelières. Cette initiative vise à obtenir la certification « Green Key », un label mondialement reconnu qui témoigne de notre engagement envers un tourisme plus responsable et respectueux de l'environnement.

Dans le même temps, nous poursuivons activement l'exploration de nouvelles opportunités de croissance pour enrichir notre offre hôtelière et renforcer notre présence sur le marché. Avec une vision claire et une stratégie bien définie, je suis convaincu que l'année 2024 marquera une nouvelle étape dans le développement de RISMA, réaffirmant notre leadership et notre capacité à innover dans un secteur en constante évolution. Nous tenons à remercier nos actionnaires pour leur soutien continu, et leur accompagnement tout au long de notre parcours. Compte tenu des résultats en croissance et des efforts continus, le Directoire de RISMA a décidé de proposer à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende ordinaire de 6 dirhams par action au titre de 2023.

Présentation de **RISMA**



Adresse du raffinement au Maroc

Fondée en 1993 en partenariat avec le Groupe Accor, RISMA est devenu un acteur incontournable de l'industrie hôtelière marocaine, grâce à un portefeuille qui comprend aujourd'hui 23 établissements. Depuis sa création, RISMA a veillé à accompagner la stratégie nationale de développement touristique. Avec une présence dans les 11 principales villes du Royaume, RISMA

déploie un réseau hôtelier varié, de trois à cinq étoiles, pour répondre aux attentes de tous les voyageurs. La société promeut également l'excellence à travers cinq enseignes de renommée mondiale : Sofitel, M'Gallery, Mercure, Novotel, et Ibis.



Une forte présence géographique

RABAT

- SOFITEL** SOFITEL RABAT JARDIN DES ROSES
- M'GALLERY** M'GALLERY DIWAN
- MERCURE** MERCURE RABAT SHÉHÉRAZADE
- IBIS** IBIS RABAT AGDAL

CASABLANCA

- SOFITEL** SOFITEL CASA TOUR BLANCHE
- NOVOTEL** NOVOTEL CASABLANCA CITY CENTER
- IBIS** IBIS CASABLANCA SIDI MAAROUF
- IBIS** IBIS ABDELMOUMEN
- IBIS** IBIS CASABLANCA CASA VOYAGEURS
- IBIS** IBIS CASABLANCA CITY CENTER
- IBIS** IBIS NEARSHORE

EL JADIDA

- IBIS** IBIS EL JADIDA

ESSAOUIRA

- M'GALLERY** M'GALLERY LE MEDINA ESSAOUIRA

TANGER

- IBIS** IBIS TANGER CENTRE

OUJDA

- IBIS** IBIS OUJDA

FÈS

- IBIS** IBIS FÈS

MEKNÈS

- IBIS** IBIS MEKNÈS

OUARZAZATE

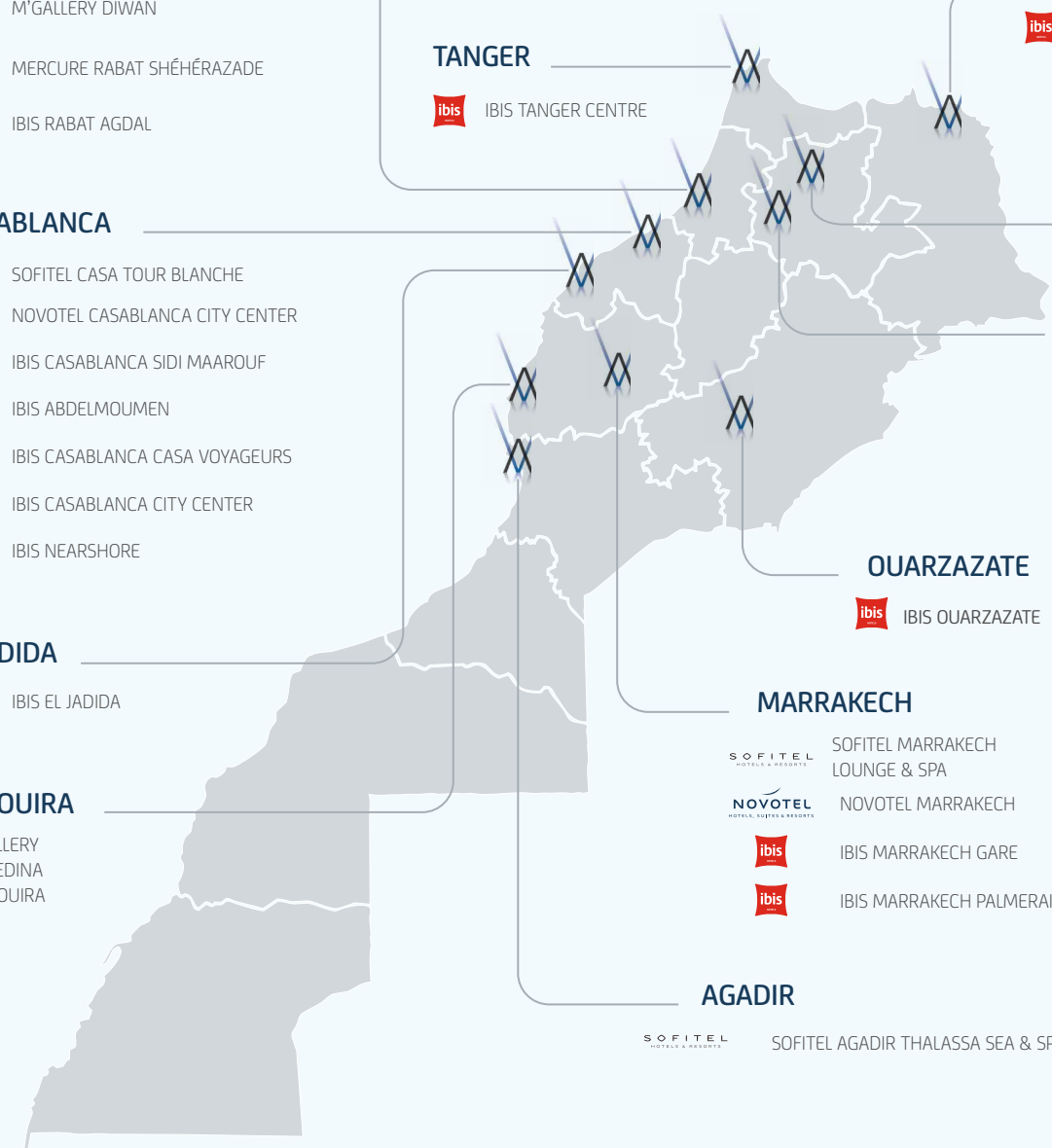
- IBIS** IBIS OUARZAZATE

MARRAKECH

- SOFITEL** SOFITEL MARRAKECH LOUNGE & SPA
- NOVOTEL** NOVOTEL MARRAKECH
- IBIS** IBIS MARRAKECH GARE
- IBIS** IBIS MARRAKECH PALMERAIE

AGADIR

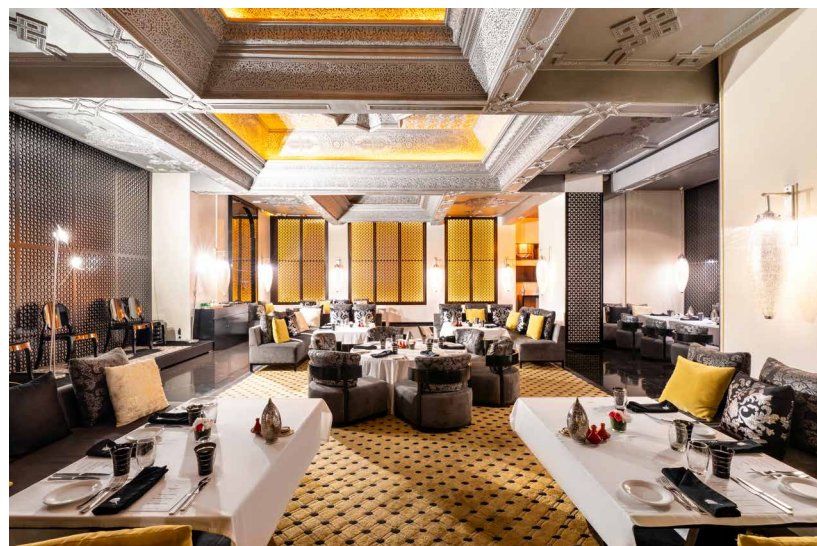
- SOFITEL** SOFITEL AGADIR THALASSA SEA & SPA



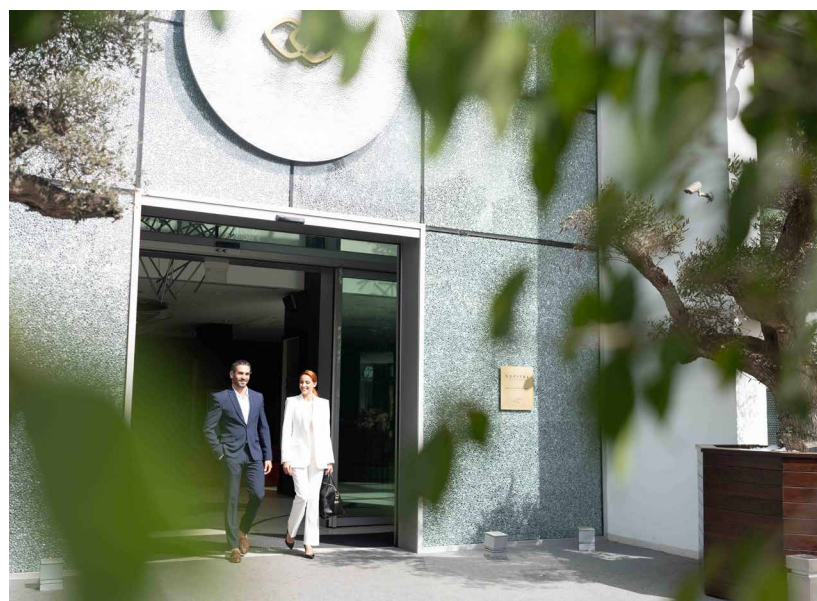
Nos adresses **luxe** **et haut de gamme**

S O F I T E L
HOTELS & RESORTS

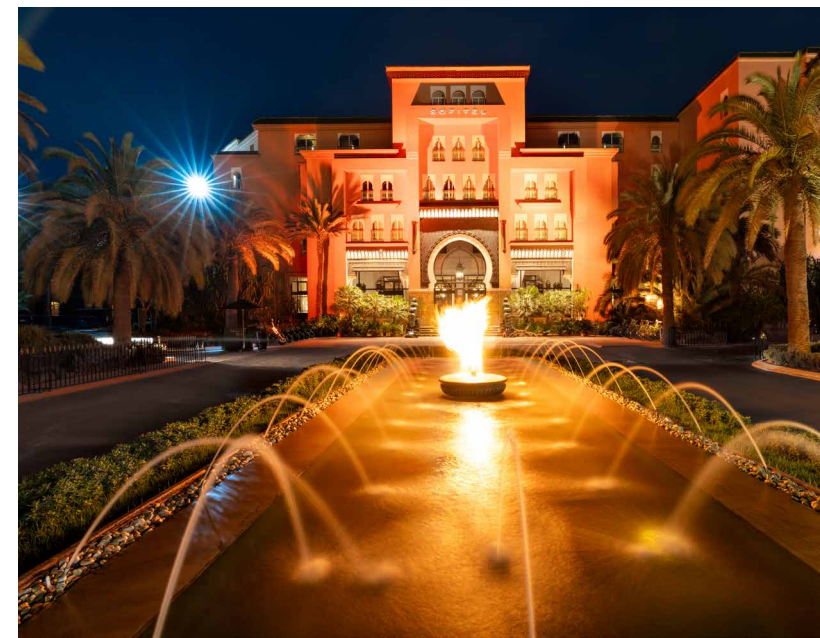
Emblème du luxe français, les hôtels Sofitel offrent une fusion parfaite entre élégance française et culture marocaine. Attendez-vous à des suites spacieuses avec des vues impressionnantes, que ce soit sur la ville ou l'océan, et un confort inégalable.



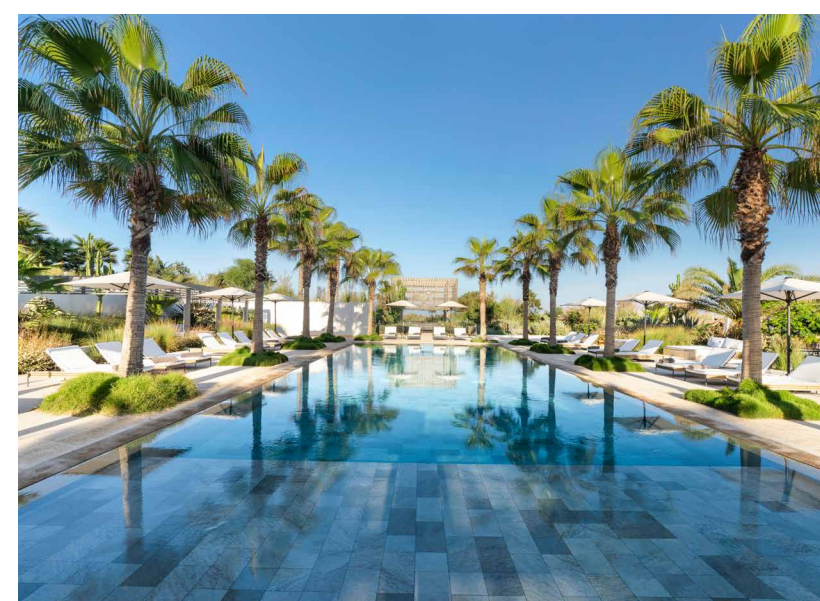
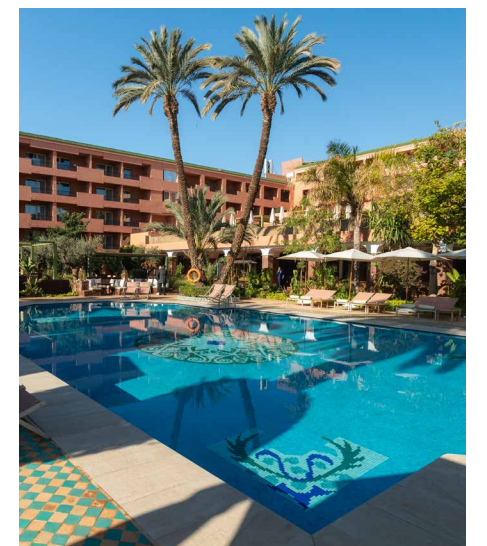
Succombez au charme de notre oasis urbaine où l'Art de recevoir à la française s'associe à l'art de vivre marocain. Que vous séjourniez dans un cadre de plaisance ou business, nous vous ferons vivre un voyage exceptionnel à la découverte de la capitale !



Bienvenue au Sofitel Casablanca Tour Blanche où l'art inspire les arts de vivre ! Si Casablanca est une ville cosmopolite et artistique, notre hôtel l'est aussi avec ses expositions, ses rencontres littéraires ou ses fashion shows à vivre toute l'année.



Embarquez pour un magnifique voyage au Sofitel Marrakech Lounge & Spa, Combinant design contemporain et élégance française. Profitez d'un séjour reposant et vivez le bien-être dans ce havre de paix au cœur de la ville ocre.

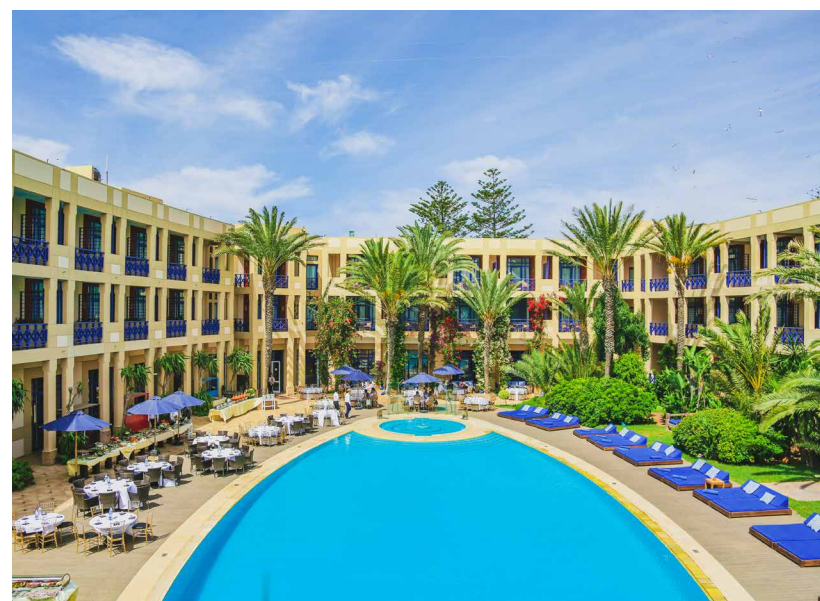
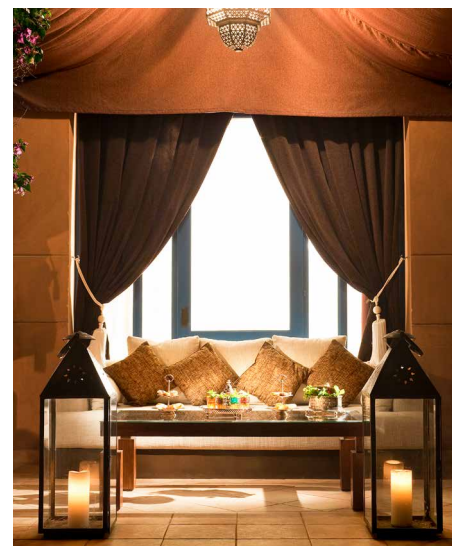


Situé entre les plages dorées et la marina d'Agadir, le Sofitel Agadir Thalassa Sea & Spa se dresse comme une oasis de luxe et de tranquillité, offrant une thalassothérapie exceptionnelle qui s'inspire de la richesse des traditions marocaines pour offrir une expérience de relaxation incomparable.

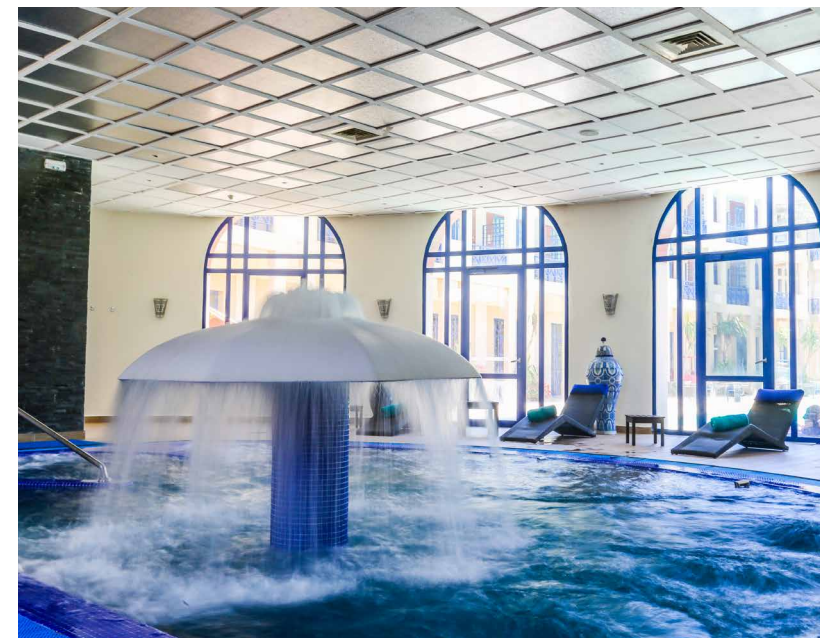
Nos adresses **luxe** **et haut de gamme**



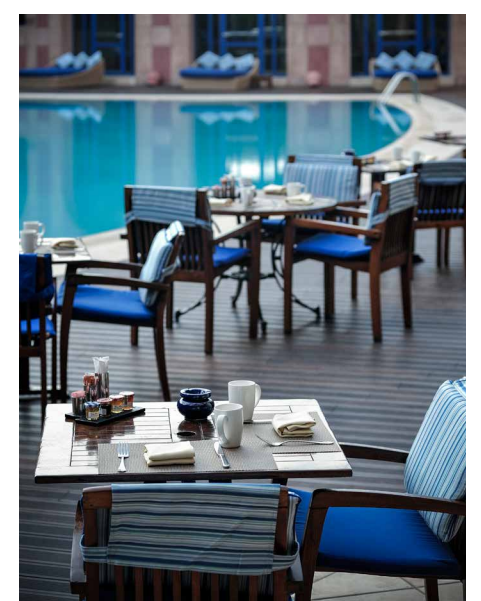
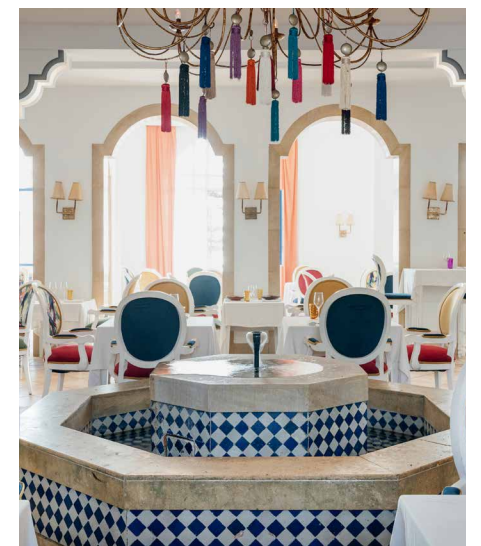
Chaque hôtel de la collection MGallery raconte une histoire unique, intégrant un design exceptionnel qui reflète la culture et l'histoire marocaines. Ces hôtels offrent des moments mémorables, grâce à leur cadre singulier et à leurs services exclusifs.



Pour vous ressourcer, vous tonifier ou vous évader, embarquez pour un voyage au cœur d'une des destinations les plus vibrantes et spirituelles de l'Atlantique, entre authenticité et sérénité.



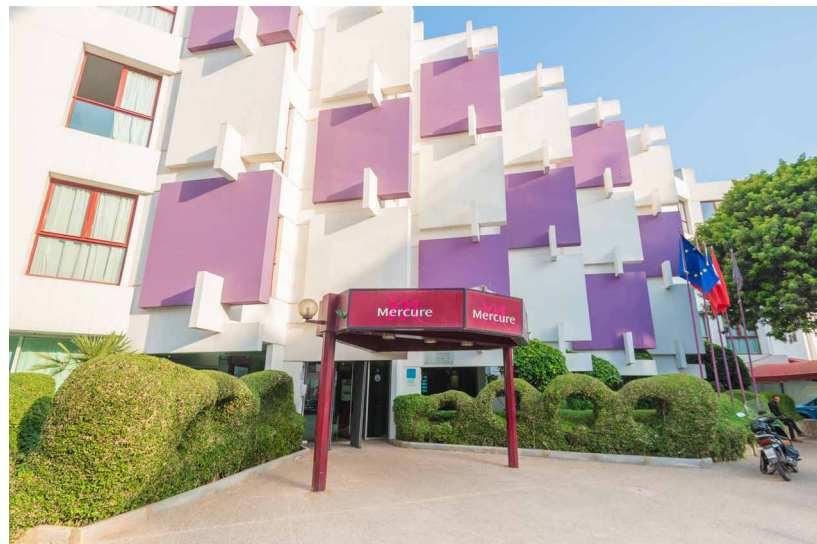
Le Diwan, écrin d'élégance à Rabat, vous ouvre les portes d'un monde où chaque détail raconte une histoire et vous invite à composer la vôtre. Bienvenue au Diwan, où chaque séjour devient une légende.



Nos adresses **milieu** **de gamme**



Ces hôtels reflètent l'authenticité de chaque destination avec un accent mis sur le confort et la qualité de service. Les établissements Mercure offrent une expérience chaleureuse et personnalisée.



Niché au cœur de la capitale, le Mercure Rabat Shéhérazade allie élégance moderne et charme traditionnel, offrant un havre de paix et de confort. Idéal pour les voyageurs en quête d'authenticité et de sérénité.



Son emplacement stratégique permet une immersion facile dans le riche patrimoine culturel et historique de la ville, rendant chaque séjour aussi enrichissant que mémorable.

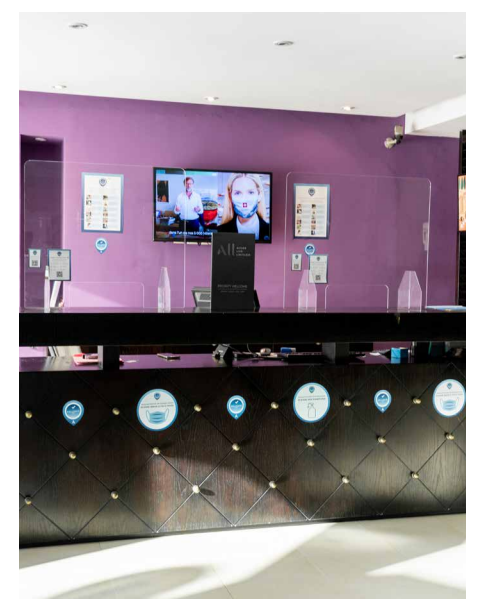
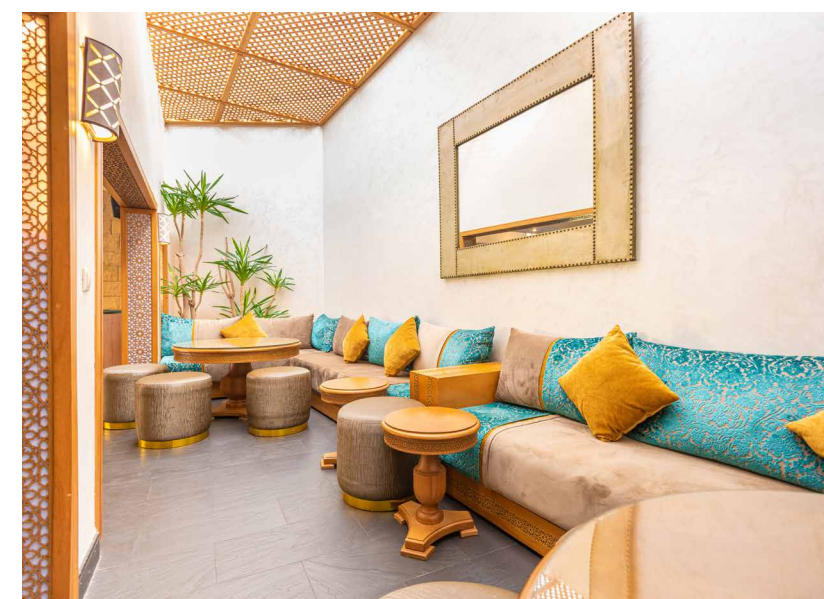
Le Mercure Rabat Shéhérazade offre un cadre élégant et contemporain, reflet de l'harmonie entre tradition et modernité propre à Rabat.

Dans chacune des chambres de l'hôtel, le confort rencontre le design, assurant une nuit de repos parfaite après une journée de découverte.

Les espaces communs allient esthétique et fonctionnalité, et sont conçus pour assurer le confort et la détente des visiteurs.

La gastronomie au Mercure Rabat Shéhérazade est un voyage culinaire, mélangeant saveurs locales et internationales pour satisfaire toutes les papilles.

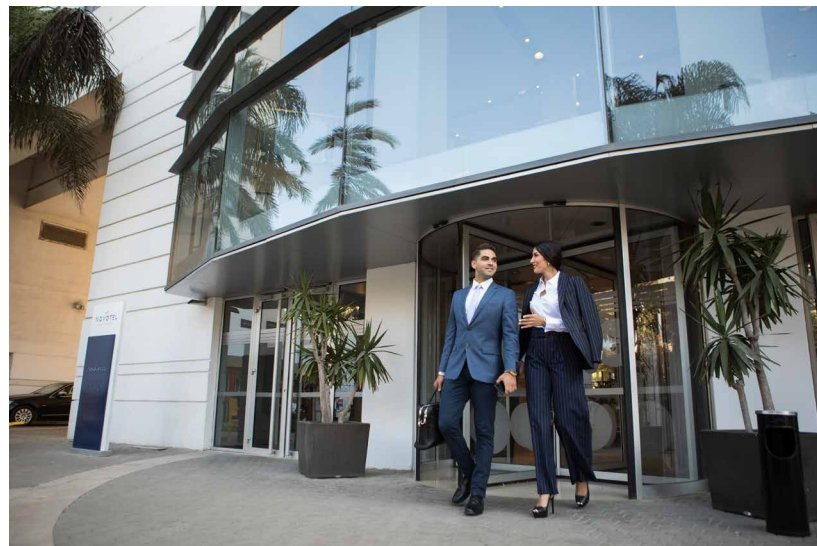
L'établissement promet une expérience unique, entre détente au spa et moments de convivialité dans son bar et son restaurant international.



Nos adresses **milieu de gamme**



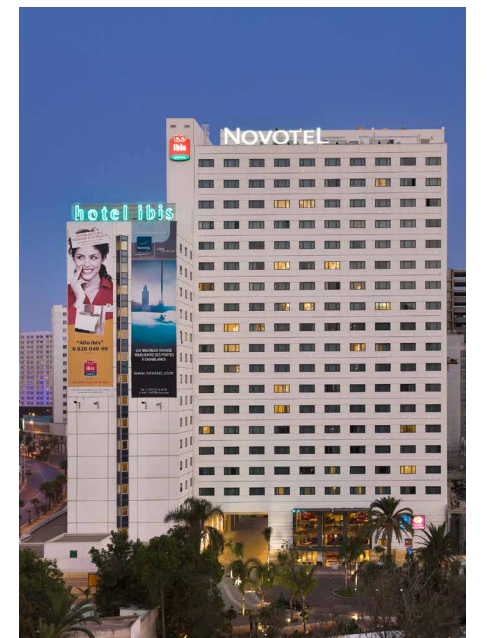
Parfaits pour les voyages d'affaires ou les séjours en famille, les hôtels Novotel proposent des chambres modernes et spacieuses, des espaces de travail fonctionnels et des zones de relaxation, assurant un séjour équilibré et revigorant.



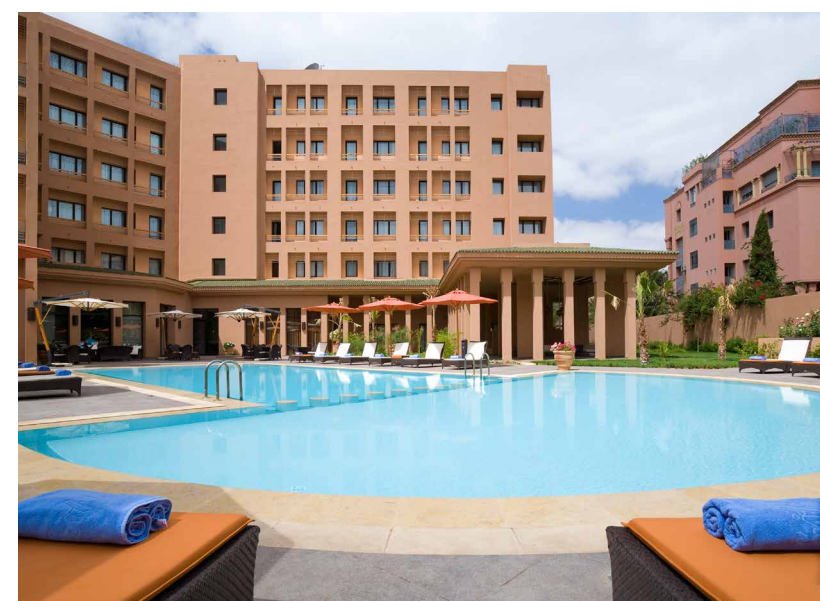
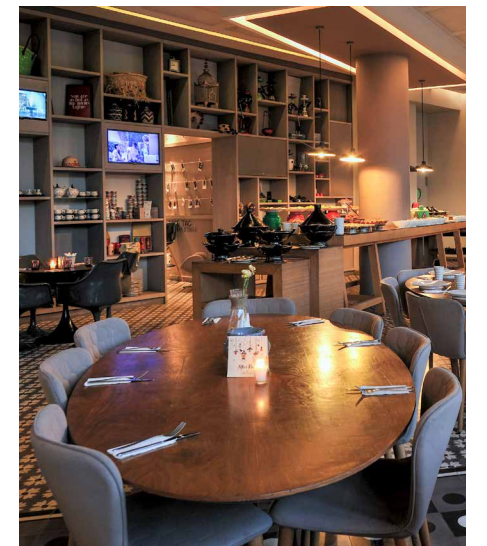
Le Novotel Casablanca City Center, ancré au quartier des affaires, se trouve à proximité des attractions majeures. Il offre un cadre confortable et moderne.



Le Novotel Marrakech Hivernage, situé au sein du quartier dynamique de l'Hivernage, est une invitation à vivre Marrakech sous un angle élégant et contemporain. Il offre une retraite avec un parfait équilibre entre exploration et détente dans une atmosphère cosmopolite.



Le Novotel Casablanca City Center permet de vivre une expérience unique. Avec ses chambres modernes et spacieuses, son restaurant international, et son espace fitness, le Novotel Casablanca City Center représente le choix parfait pour une immersion dans l'effervescence de Casablanca tout en bénéficiant de moments de travail productifs et de détente après une longue journée en ville.



À quelques pas des sites emblématiques, l'hôtel est parfait pour explorer la ville ocre.

La dégustation des spécialités locales ou internationales est assurée par la cuisine inventive du restaurant de l'hôtel Bazz'art, tandis que le maintien d'une excellente condition physique est assuré par le centre de fitness.

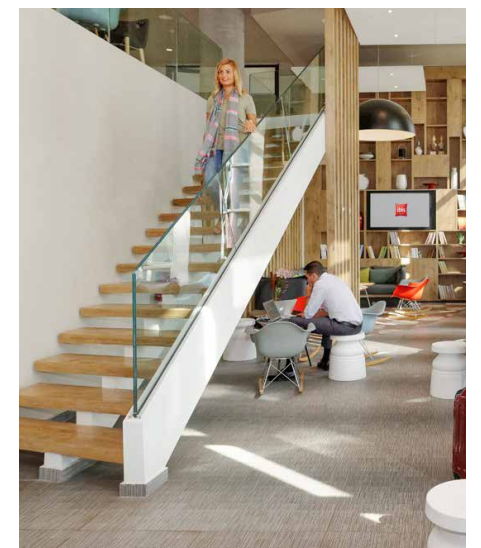
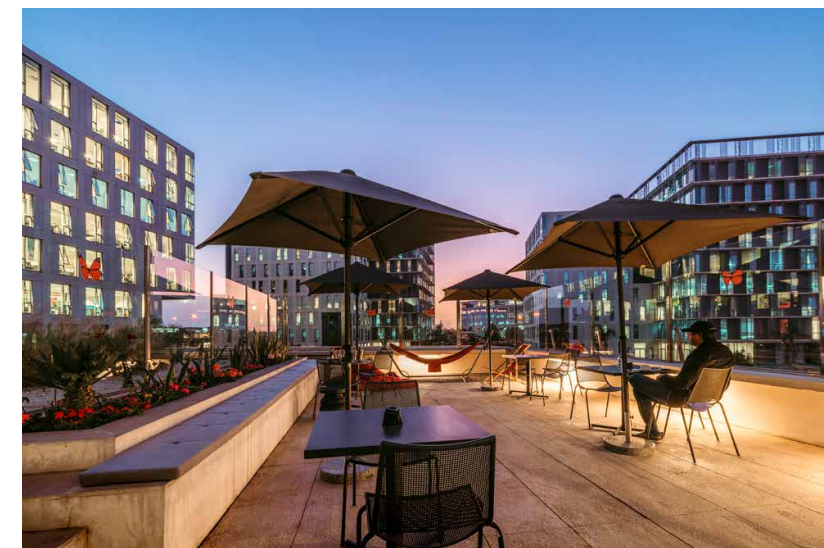
Nos adresses plus accessibles



Reconnus pour leur excellent rapport qualité-prix, les hôtels Ibis proposent des chambres modernes et confortables, garantissant un séjour agréable à budget maîtrisé. Un choix idéal pour les voyageurs soucieux de leur budget sans compromis sur la qualité.



Les hôtels Ibis incarnent l'alliance parfaite entre confort et modernité, offrant un cadre idéal pour les voyageurs recherchant à la fois simplicité et qualité.



La conception des chambres Ibis est pensée pour le repos et la fonctionnalité, garantissant une expérience de sommeil de qualité grâce à la literie exclusive Sweet Bed.



La gastronomie dans les hôtels Ibis se caractérise par une offre diversifiée, alliant saveurs locales et internationales, répondant aux attentes des clients.

30 ans de développement hôtelier au Maroc



1993

■ **Création** de RISMA pour gérer les contrats de deux villages de vacances sous l'enseigne Coralia

1996

■ **Renforcement** de la présence du Groupe Accor et signature d'une convention cadre avec le gouvernement marocain afin d'atteindre à terme une capacité de 7 000 chambres

1999

■ **Alliance** du Groupe Accor avec un groupe d'institutionnels marocains, à savoir Asma Invest, BMCE Bank, Mamda-Mcma, Nexity, RMA Watanya et CFG Développement avec pour objectif la création d'un opérateur touristique de référence au Maroc

2001

■ **Développement** d'unités nouvelles en propre dans les villes d'implantation

2005

■ **Extension** du développement d'unités nouvelles en propre dans des villes où les enseignes du Groupe Accor sont inexistantes

2006

■ **Introduction** de RISMA à la Bourse de Casablanca par augmentation de capital

2012

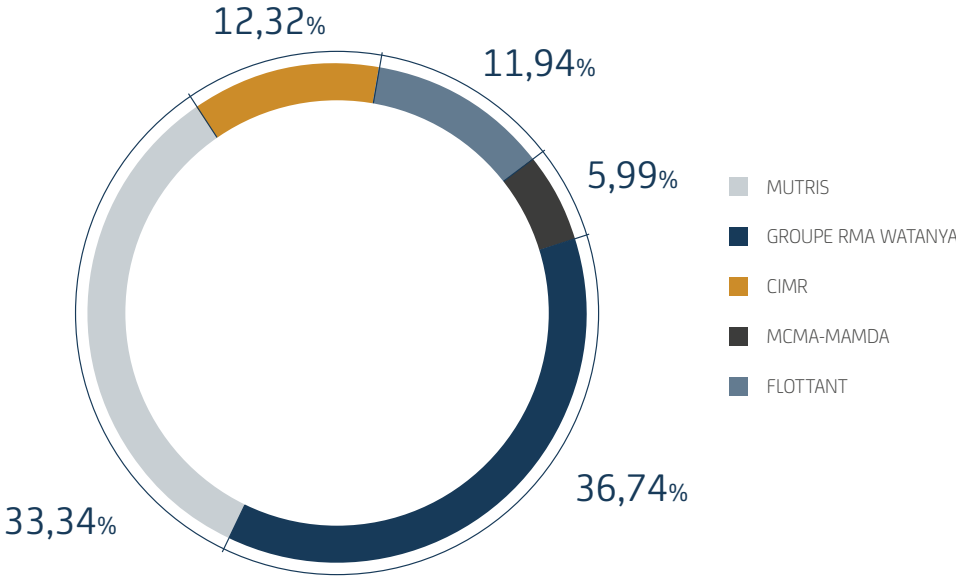
■ **Arbitrage** et cession des unités hôtelières les moins rentables
■ **Poursuite** du développement des unités nouvelles
■ **Rénovations** continues des hôtels du Groupe

2023

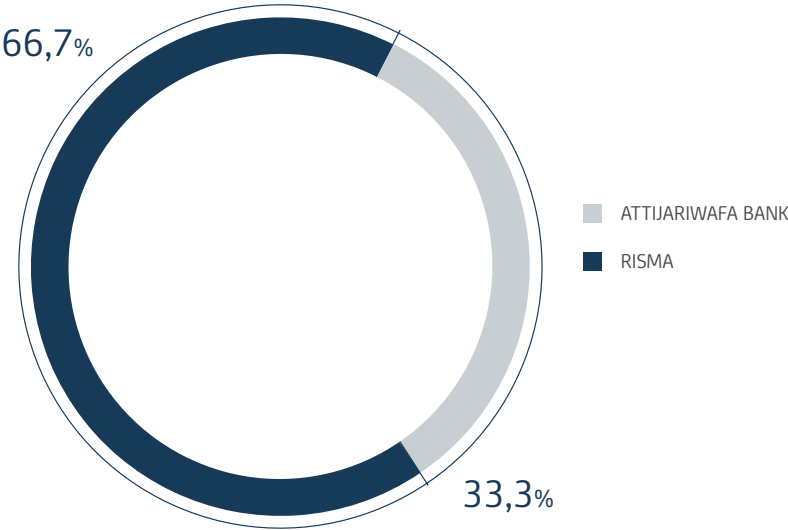
■ **Cession** des Ibis Budget
■ **Sortie** d'Accor du capital de Risma et changement du tour de table avec l'entrée de Mutris
■ **Cession** de la totalité de la participation de RISMA dans Accor Gestion Maroc

Un actionnnariat de référence

Au 31 décembre 2023, l'actionnnariat de RISMA se constitue comme suit :



Les hôtels de la marque Ibis sont des actifs de la filiale Moussaafir détenue à 66,7% par RISMA et à 33,3% par Attijariwafa Bank



RISMA en chiffres



23

Unités
hôtelières



11

Villes
couvertes



57%

Taux d'occupation



1 175 MDH

Chiffre
d'affaires



244 MDH

Résultat net
part du groupe



1 206

Collaborateurs



35%

De femmes dans
les effectifs
globaux en 2023



70%

De collaborateurs
formés
en 2023



373 L

Consommation
d'eau à la nuitée



54 KWH

par chambre
louée

AU 31/12/2023

Un modèle économique

NOS RESSOURCES



CAPITAL HUMAIN

1 209

Collaborateurs
Un sens de service et d'initiative



EXPERTISE ET SAVOIR-FAIRE

+30 ans

d'expertise

3

Gammes d'hôtels

5

Enseignes hôtelières



RÉSEAU ET PRÉSENCE GÉOGRAPHIQUE

23

Unités hôtelières

3 486

Chambres

11

Villes couvertes



CAPITAL FINANCIER

4 001 MDH

Total bilan

1 479 MDH

Fonds propres

169 MDH

Investissements

NOTRE MISSION



«Consolider nos actifs existants à travers les rénovations pour offrir le meilleur à nos clients, et continuer à développer des hôtels qui répondent à leurs besoins».

M. Amine ECHCHERKI
Président du Directoire

NOTRE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT

Un développement hôtelier continu



Une recherche continue d'actifs pour renforcer le portefeuille d'unités hôtelières



Un programme de rénovations des actifs hôteliers les plus représentatifs



Une gestion hôtelière confiée à Accor Gestion Maroc pour les 23 hotels existants, qui apporte son expertise et son savoir-faire en matière d'hospitalité



Possibilité dorénavant de se tourner vers d'autres marques



Un accompagnement permanent de la stratégie nationale du développement touristique

NOS LABELS



NOTRE VALEUR CRÉÉE

COLLABORATEURS

95 Recrutements

70% des collaborateurs ont bénéficié d'une formations

0,7j de formations/salarié



ENVIRONNEMENT

373 L Consommation d'eau à la nuité

54 Kwh Consommation

d'électricité par chambre louée

97,6K équivalent DH de dons aux associations



CLIENTS

57% Taux d'occupation



ACTIONNAIRES ET INVESTISSEURS

244 MDH

Résultat net part du Groupe

414 MDH

EBE

86 MDH

Dividendes



Rapport d'Activité



Faits marquants de l'année & indicateurs de performance

Sortie du groupe Accor du capital de Risma et changement du tour de table

L'actionnaire historique de RISMA, le Groupe Accor a cédé courant l'année 2023, sa sortie du capital de RISMA par la cession de la totalité de ses parts à Mutris, fonds d'investissement marocain.

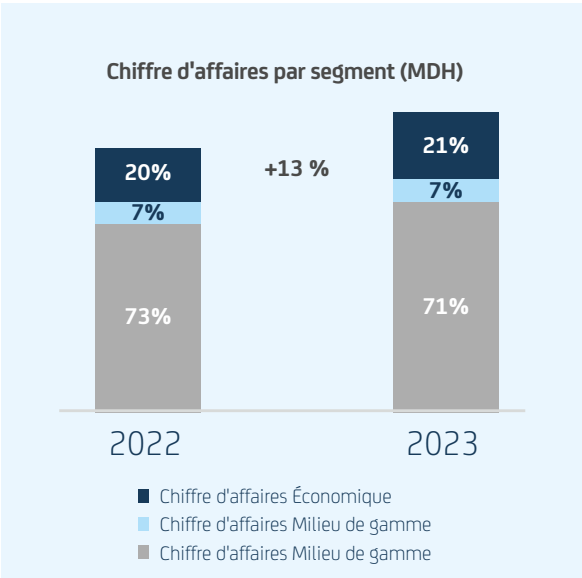
Cession de la totalité de la participation dans Accor Gestion Maroc

RISMA a cédé ses 33% de parts dans le capital d'Accor Gestion Maroc au profit du Groupe Accor en date du 03 août 2023. Accor Gestion Maroc continuera à gérer les unités hôtelières propriétés de RISMA sous les enseignes du Groupe Accor.

Une année 2023 en hausse

CHIFFRE D'AFFAIRES 2023 : 1 175 MDH (+13%)

- La hausse du chiffre d'affaires est liée à la fois à la hausse du taux d'occupation et à la hausse du prix moyen par chambre.
- Le taux d'occupation s'élève à 57% en 2023, en progression de 6 points par rapport à 2022. Le taux d'occupation national s'élève, quant à lui, à 48% en 2023.
- Le chiffre d'affaires est principalement porté par le luxe et le haut de gamme.

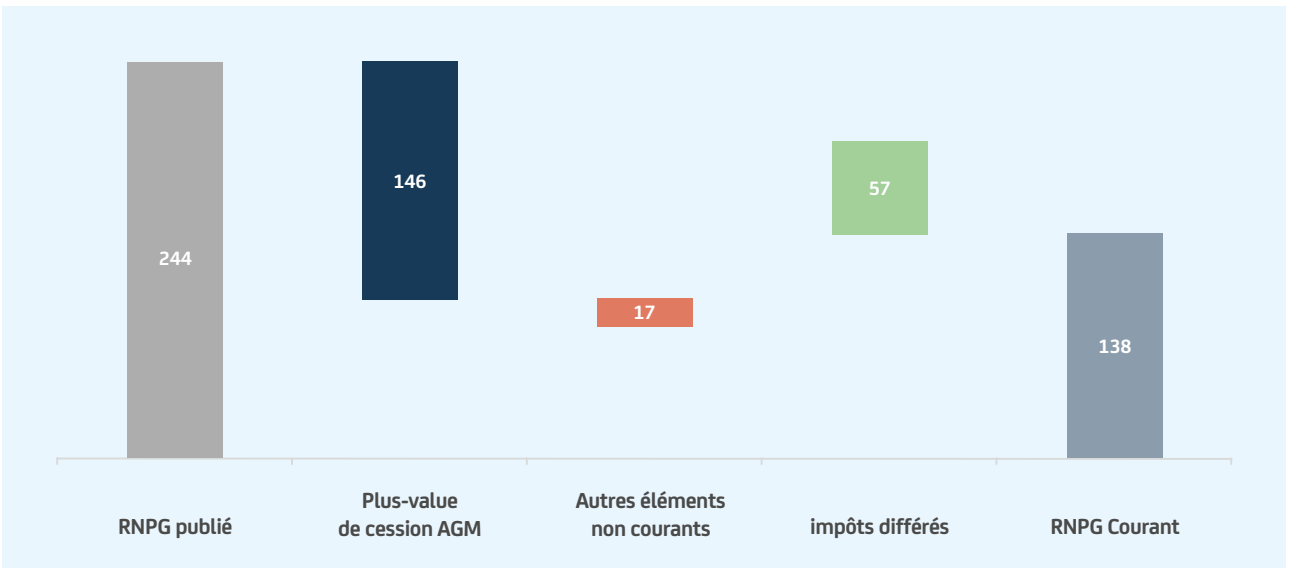


EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION 2023 : 414 MDH (+18%)

La progression de l'EBE est plus importante que celle du chiffre d'affaires compte tenu d'une bonne maîtrise des charges.

RÉSULTAT NET PARTS DU GROUPE 2023 : 244 MDH (+60%)

- Le RNPG s'élève à 244 Mdh en 2023 contre 152 Mdh en 2022.
- Le Résultat Net Part du Groupe Courant (hors éléments non courants et impôts différés) s'élève à 138 Mdh en 2023, contre 103 Mdh en 2022, soit une progression de 34%.
- Le passage du RNPG au RNPG Courant se décompose comme suit:



- Le résultat financier de 2022 comprend les moratoires bancaires (mesures gouvernementales) pour un montant de 42 Mdh.

POURSUITE DU DESENDETTEMENT

- La dette nette s'élève à 1.328 Mdh contre 1.446 Mdh en 2022: la baisse de la dette nette est due à l'amélioration de l'exploitation de la société ainsi qu'à la cession de la participation de RISMA dans Accor Gestion Maroc.
- Les cashflows d'exploitation ont également permis de financer les rénovations des hôtels du groupe afin de les maintenir aux meilleurs standards de l'industrie: les CAPEX s'élèvent à 169 Mdh, contre 92 Mdh en 2022.

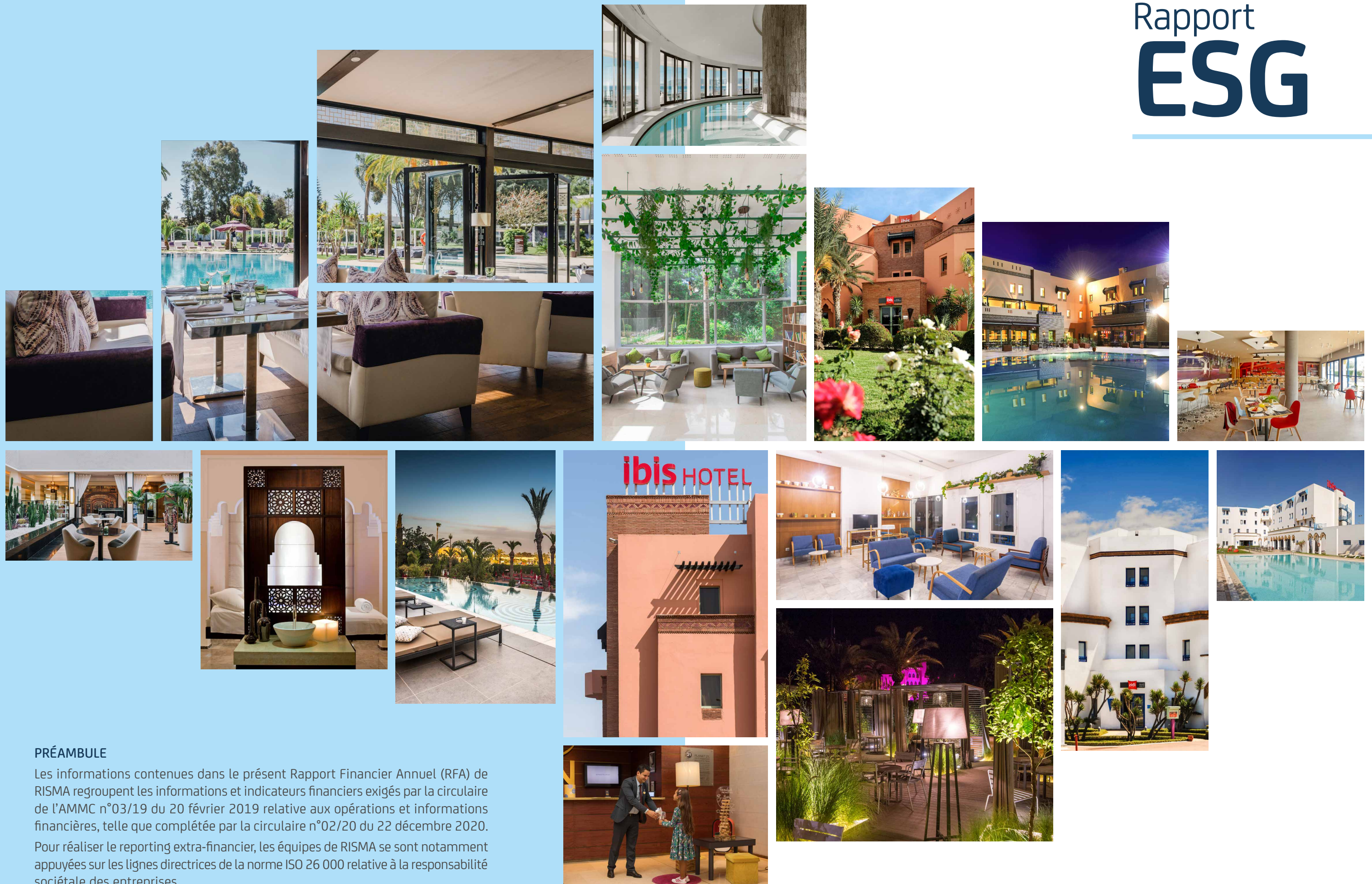
POLITIQUE DE DIVIDENDE

- Compte tenu des réalisations, le Directoire a décidé de proposer à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende ordinaire de 6 dhs par action, payable courant 2024.

GUIDANCE 2024

- La guidance 2024 est présentée dans un contexte excluant tout événement qui viendrait affecter le tourisme international au Maroc. Elle sera révisée si besoin.
- Dans un contexte de rénovation des actifs les plus emblématiques du groupe, le chiffre d'affaires 2024 devrait être en légère hausse, et l'EBE 2024 en légère croissance ≈ 3%.

Rapport ESG

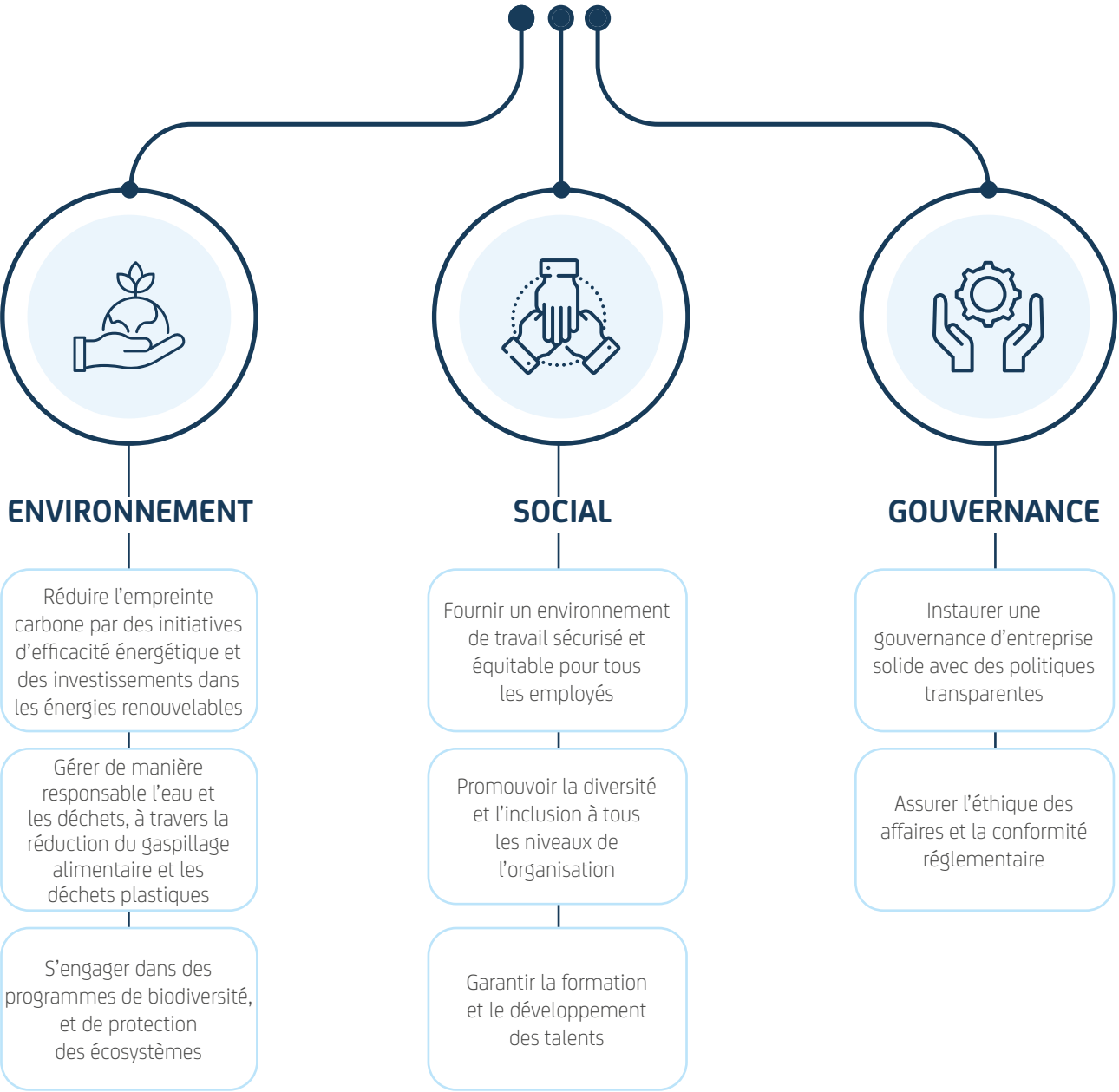


PRÉAMBULE

Les informations contenues dans le présent Rapport Financier Annuel (RFA) de RISMA regroupent les informations et indicateurs financiers exigés par la circulaire de l'AMMC n°03/19 du 20 février 2019 relative aux opérations et informations financières, telle que complétée par la circulaire n°02/20 du 22 décembre 2020. Pour réaliser le reporting extra-financier, les équipes de RISMA se sont notamment appuyées sur les lignes directrices de la norme ISO 26 000 relative à la responsabilité sociétale des entreprises.

Un engagement renouvelé pour une hospitalité responsable

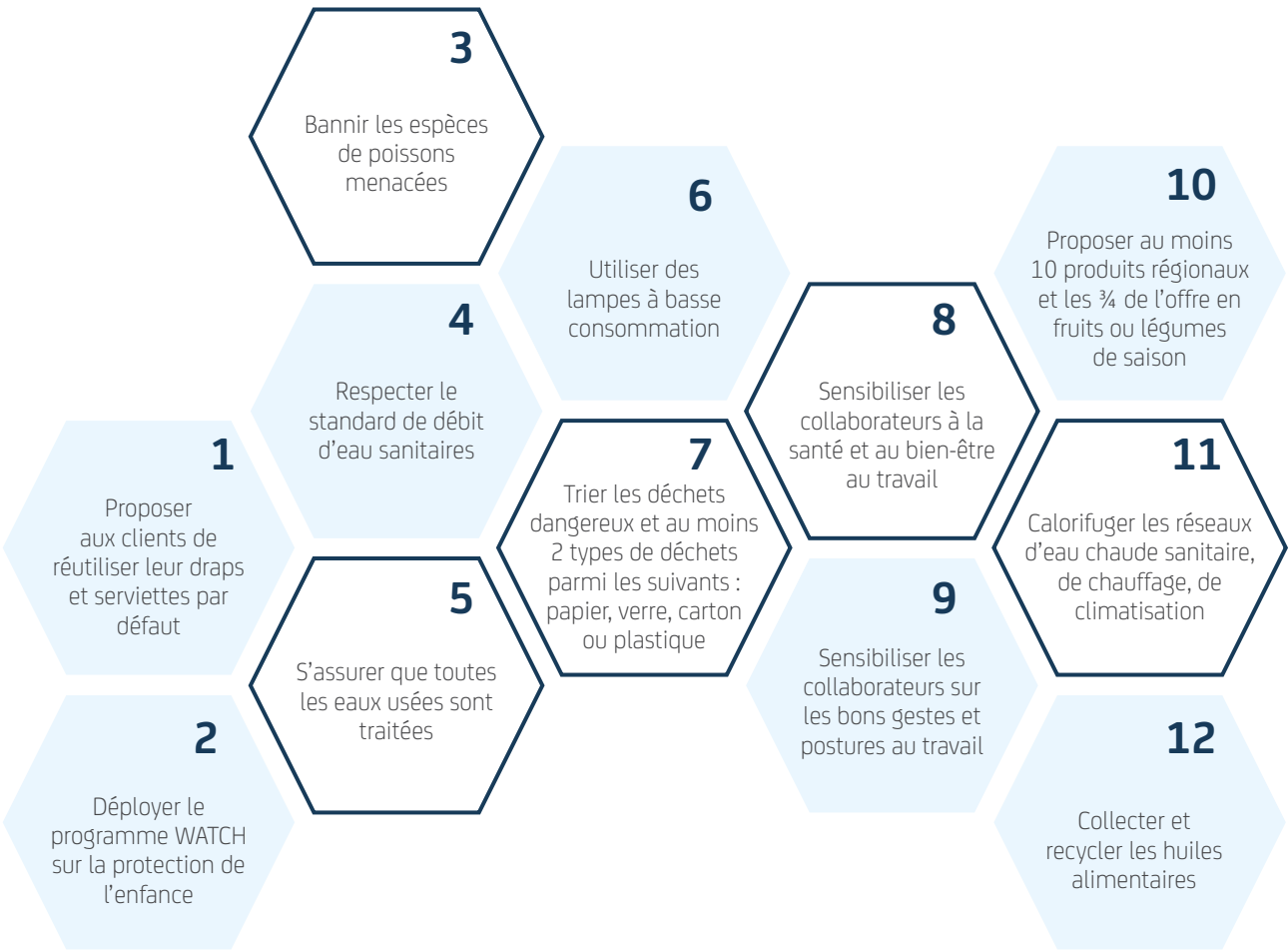
Adhérent pleinement à la vision de notre partenaire stratégique, le Groupe Accor, auquel la gestion de nos unités hôtelières est confiée, RISMA déploie avec conviction sa stratégie de développement durable. Nos engagements, ancrés dans la réalité de nos opérations, sont le fruit d'une réflexion approfondie et s'articulent autour des axes suivants:



Pilotage de la démarche de durabilité à travers le programme Planet 21

RISMA, en partenariat avec le Groupe Accor, a intégré le programme Planet 21 dès 2011. Ce programme, structuré autour de différents niveaux de classement - bronze, argent, or, et platine - vise à unir nos équipes autour d'un objectif commun, tout en impliquant

nos clients et partenaires dans cette quête de durabilité. À ce jour, nos établissements démontrent une performance remarquable, atteignant le niveau ARGENT au minimum, et accomplissant avec brio les douze actions obligatoires du programme.



Sensibilisation à la RSE

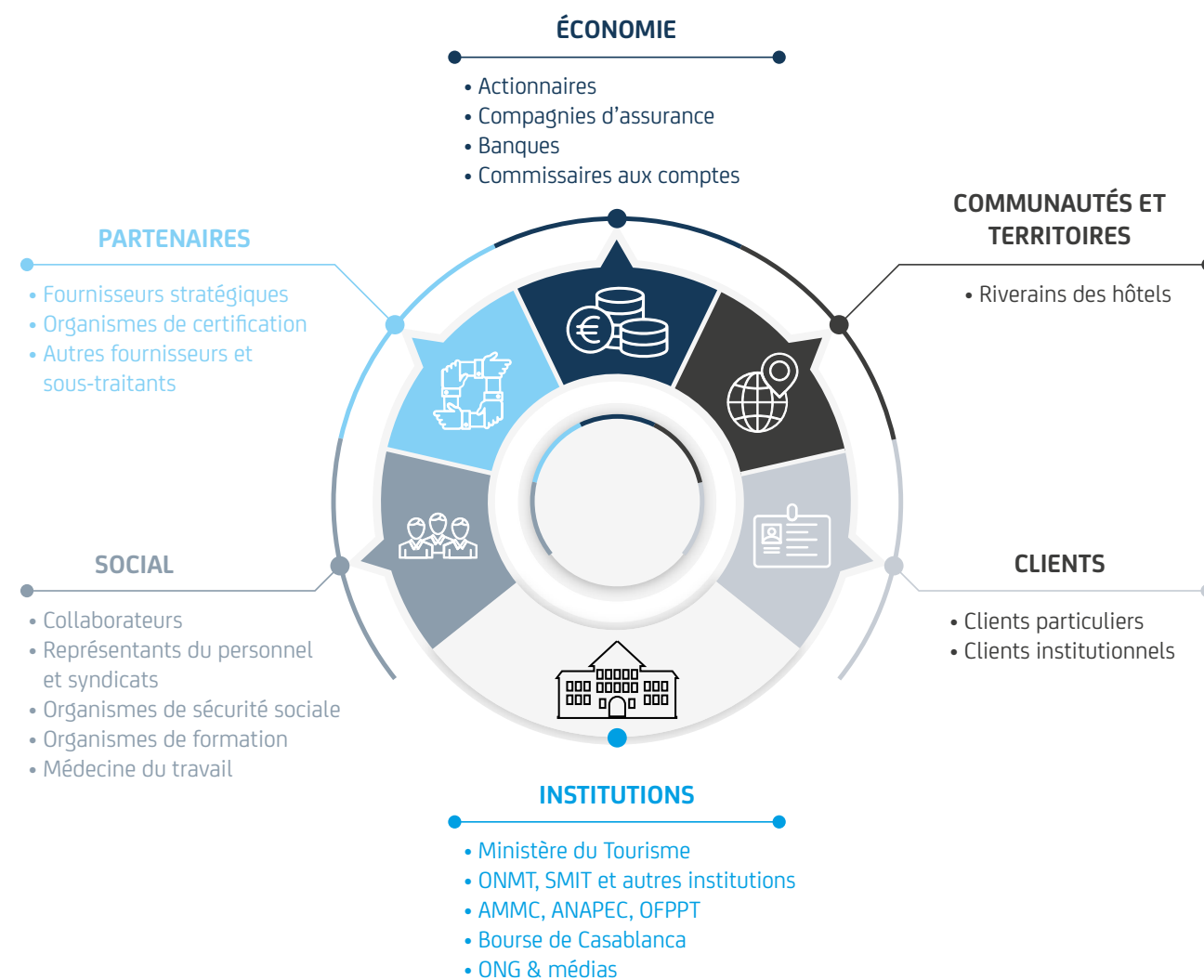
Notre politique en ressources humaines, encourage une culture de responsabilité sociale et environnementale. À travers notre programme

« School for Change », nous inculquons des pratiques durables et promovons l'engagement communautaire parmi nos collaborateurs.

Des relations étroites avec les parties prenantes

RISMA privilégie une démarche collaborative, ouvrant la voie à une intégration harmonieuse des aspirations de toutes nos parties prenantes. Nos efforts, déployés dans une démarche de transparence et d'équité, ont bénéficié en 2023 du soutien significatif de l'organisme de tutelle, la Société Marocaine d'Ingénierie Touristique (SMIT), visant à développer l'offre touristique marocaine.

Cette année a également été marquée par la poursuite d'un dialogue social constructif, ancré dans le respect et la considération mutuels, avec nos collaborateurs et les partenaires sociaux, ainsi que par des partenariats enrichissants avec des institutions éducatives pour la montée en compétence de nos équipes.



L'Humain au centre de notre performance

Chez RISMA, la performance et l'innovation sont indissociables de la valorisation de notre capital humain. Notre politique RH, centrée sur le développement professionnel et personnel, s'engage à offrir un cadre de travail propice à l'épanouissement de nos collaborateurs. Le respect des droits humains et l'engagement pour la diversité,

l'équité et l'inclusion font partie de notre politique globale de gestion des ressources humaines. Une enquête interne menée en 2023 a révélé un niveau d'engagement des employés exceptionnel, avec un indice de satisfaction de 9,2 sur 10, dépassant ainsi les standards observés dont le score se situe à 8 sur 10.



RISMA priorise la pérennisation de l'emploi, et fait appel à du personnel saisonnier durant les hautes saisons de son activité.



Diversité et inclusion

RISMA incarne la richesse de la diversité et la force de l'inclusion, pilier essentiel de notre culture d'entreprise. Grâce à des initiatives ciblées, nous favorisons une représentativité équilibrée à

tous les niveaux hiérarchiques, matérialisée par l'accroissement de la proportion de femmes dans les postes de management.

Développement continu des compétences

Reconnaissant le rôle crucial du capital humain dans notre réussite, RISMA investit dans des parcours de formation et de perfectionnement personnalisés, permettant à nos collaborateurs de rester à l'avant-garde des tendances de l'industrie. En 2023, nos

efforts conjoints avec la SMIT et l'OFPPT ont abouti à l'élaboration de programmes de formation sur mesure, accessibles via une plateforme e-learning multilingue, assurant l'adéquation des compétences de nos équipes avec les évolutions du marché.



70%

des collaborateurs ont
bénéficié d'une formation

Un dialogue social constructif

Le dialogue ouvert et régulier est la clef de voûte de notre climat social chez RISMA. Nous cultivons des échanges constructifs avec nos équipes et leurs représentants, abordant les sujets tels

que les conditions de travail et les politiques de rémunération, pour instaurer un environnement de travail serein et propice à l'épanouissement professionnel.

	2021	2022	2023
Nombre de jours de grève	0	0	0
Nombre de représentants du personnel	26	50	50

Préservation de la santé et promotion de la sécurité

La santé et la sécurité des collaborateurs constituent des impératifs incontournables chez RISMA. Des politiques et procédures exhaustives sont mises en œuvre pour garantir des conditions de travail exemplaires. Un comité spécialisé veille à l'application des normes de sécurité les plus

rigoureuses et à la formation continue de nos équipes, assurant ainsi un environnement de travail où la sécurité est primordiale. En réponse aux situations d'urgence, telles que le séisme d'Al Haouz, RISMA a démontré sa capacité à soutenir efficacement ses collaborateurs et leurs familles.

	2021	2022	2023
Nombre d'accidents de travail avec arrêt	13	13	22

Recrutement et mobilité interne

L’approche de RISMA en matière de recrutement et de mobilité interne s’inscrit dans une logique de captation et de fidélisation des talents les plus prometteurs. RISMA facilite la mobilité interne, favorisant ainsi les promotions internes en adéquation avec les ambitions de carrière de nos équipes et des besoins de chaque hôtel.

Renforcement de la culture éthique

RISMA s’attache à entretenir une culture d’intégrité et d’éthique, avec des formations régulières pour renforcer ces valeurs auprès de nos collaborateurs. Une plateforme d’alerte confidentielle est mise à disposition dans nos établissements, permettant de signaler toute conduite non conforme, garantissant ainsi un environnement de travail respectueux et sûr pour tous.

La marque employeur de RISMA se reflète à travers la longévité de son personnel, et grâce à la culture d’entreprise partagée par l’ensemble des collaborateurs.





65%

Effectif avec plus de 10 ans d’ancienneté

Répartition de l’effectif par genre

	2021	2022	2023
Femmes	481	451	423
Hommes	852	804	786
Effectif total*	1 333	1 255	1 209

Répartition de l’effectif par catégorie

	2021	2022	2023
Femmes cadres	77	90	42
Femmes non cadres	404	361	379
Total femmes	481	451	421
Hommes cadres	113	129	87
Hommes non cadres	739	675	698
Total hommes	852	804	785
Effectif total	1 333	1 255	1 206

*Total effectif comprenant CDI, CDD et ANAPEC

Répartition de l’effectif par nature du contrat de travail

	2021	2022	2023
CDD	3	6	3
CDI	1 330	1 249	1 205
Saisonniers	0	835	0
ANAPEC			1
Effectif total	1 333	2 090	1 209

Évolution de l’emploi

	2021	2022	2023
Recrutements	34	93	95
Démissions total*	93	97	153

* Nombre total de départs

Répartition de l’effectif par ancienneté

	2021	2022	2023
Moins de 2 ans	39	130	145
Entre 2 et 5 ans	176	458	54
Entre 5 et 10 ans	357	226	219
Entre 10 et 12 ans	141	155	134
Entre 12 et 20 ans	432	203	473
Entre 20 et 25 ans	101	37	103
Plus de 25 ans	87	46	81
Effectif total	1 333	1 255	1 209

Relation avec les fournisseurs

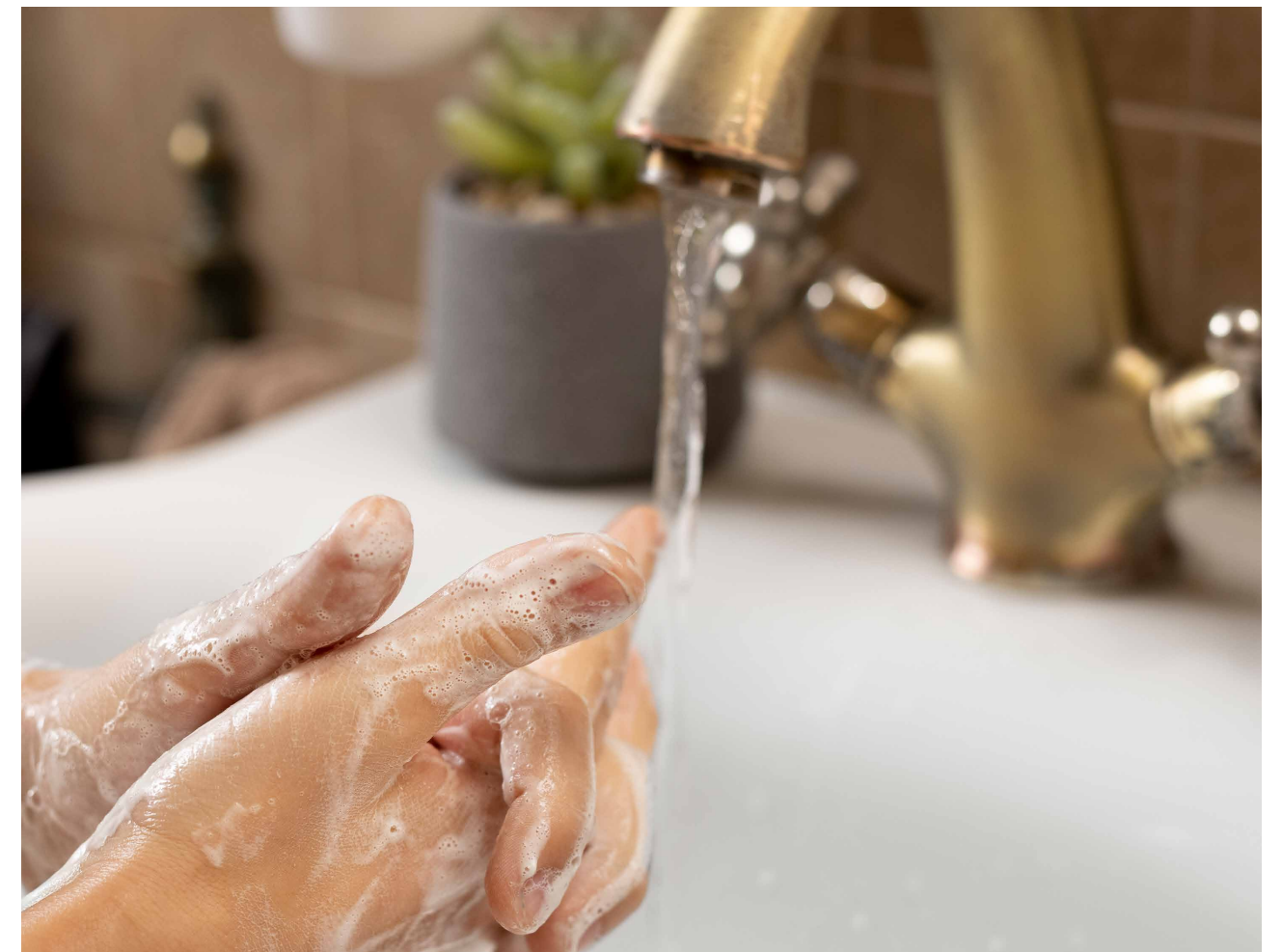
À travers son adhésion à la charte Achats 21 du Groupe Accor, RISMA s'attache à une intégrité irréprochable dans sa gestion des achats pour ses 23 établissements. RISMA prône des pratiques d'approvisionnement qui respectent non seulement les critères de performance environnementale, mais aussi les standards sociaux. Nos partenariats avec les fournisseurs sont régis par des critères rigoureux et équitables, et sont régulièrement évalués par des audits approfondis pour en assurer la conformité.



Une démarche environnement proactive **pour un tourisme responsable**

RISMA, en parfaite adéquation avec les objectifs de développement durable du Maroc, adopte une démarche environnementale proactive. Notre approche de tourisme responsable s'engage à respecter les ressources naturelles tout en se consacrant à la protection de l'environnement. Les initiatives clés de 2023, renforcées par un soutien de l'État, ont concrétisé notre ambition de développement durable grâce à l'intégration

de solutions photovoltaïques et thermiques et à l'amélioration de notre offre hôtelière. Ces initiatives se sont traduites par l'installation de nouvelles infrastructures, telles que les panneaux solaires et les systèmes de gestion de la consommation énergétique, contribuant à une efficacité énergétique optimale et à une réduction significative de notre empreinte carbone.



Une préservation optimale de l'eau

Dans l'optique d'une gestion durable et respectueuse, RISMA a élevé la gestion des ressources hydriques au rang de priorité stratégique. Dès 2008, nous avons instauré un dispositif de suivi méticuleux de notre consommation d'eau au sein de nos hôtels, permettant non seulement la détection précoce des anomalies mais aussi l'élaboration de stratégies pour une utilisation optimisée de l'eau.

Cette orientation s'est renforcée en 2020 par l'intégration d'une installation de traitement des eaux usées à l'Hôtel Sofitel Agadir. En effet, cette année, 47% de l'eau utilisée a été recyclée pour l'irrigation des jardins.

Dans l'esprit du programme Planet 21, qui soutient la réduction de la consommation d'eau, RISMA a invité ses clients à participer activement à ses efforts de préservation de l'environnement. Les initiatives telles que l'incitation à la réutilisation des serviettes et la conformité aux normes de débit pour les installations sanitaires sont des témoignages de notre volonté d'associer nos visiteurs à notre démarche écoresponsable. Ces actions ont permis de maintenir notre consommation d'eau à un niveau constant, malgré une augmentation de la fréquentation de nos hôtels.



373 L

Consommation
d'eau par nuitée

Une gestion des déchets préventive

Notre stratégie de gestion des déchets chez RISMA va au-delà de la responsabilité environnementale et s'inscrit dans une démarche sociale globale. Nous donnons une seconde vie aux matériaux usagés par des dons, contribuant ainsi à l'économie

circulaire et au soutien de communautés locales et nous œuvrons à réduire l'usage du plastique, le gaspillage alimentaire et le recours aux produits de nettoyage polluants.



Prévention du gaspillage alimentaire dans nos établissements

RISMA favorise une gestion raisonnée des ressources alimentaires au sein de ses établissements hôteliers, engageant chaque unité dans la mise en place de méthodes efficaces de gestion des stocks et de préparation culinaire. Cette démarche vise à optimiser l'utilisation des ingrédients et à minimiser les surplus.

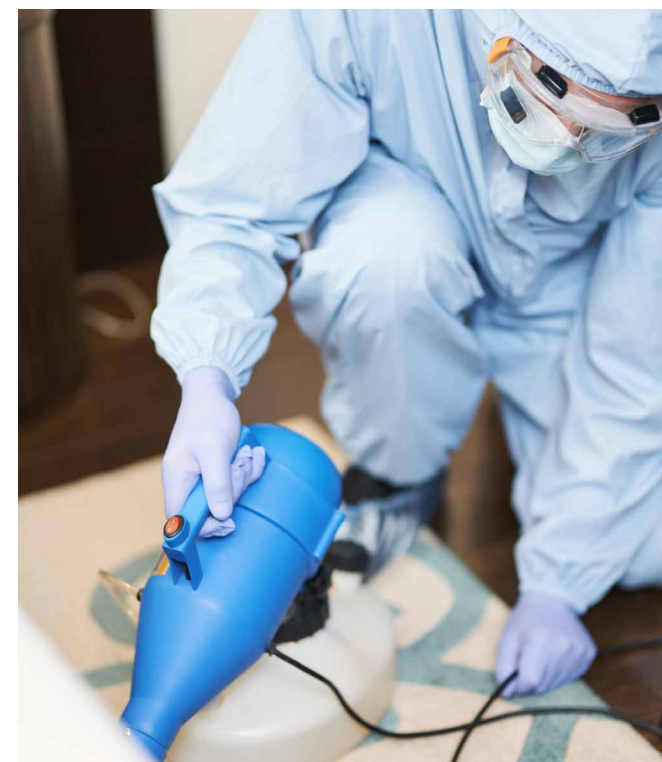


Politique 'Zéro plastique' pour un environnement durable

Avec une politique environnementale alignée sur les grands principes du développement durable, RISMA concrétise son engagement envers un futur plus vert. Le passage à des produits biodégradables et recyclables, comme le kraft et le bambou, remplace l'utilisation de plastiques à usage unique dans nos commodités hôtelières. Ce changement stratégique, qui touche une diversité d'articles dans les chambres d'hôtel, est le reflet de notre volonté de réduire notre impact environnemental et de promouvoir une consommation responsable.

Contribution à la solidarité sociale par le réemploi de textiles

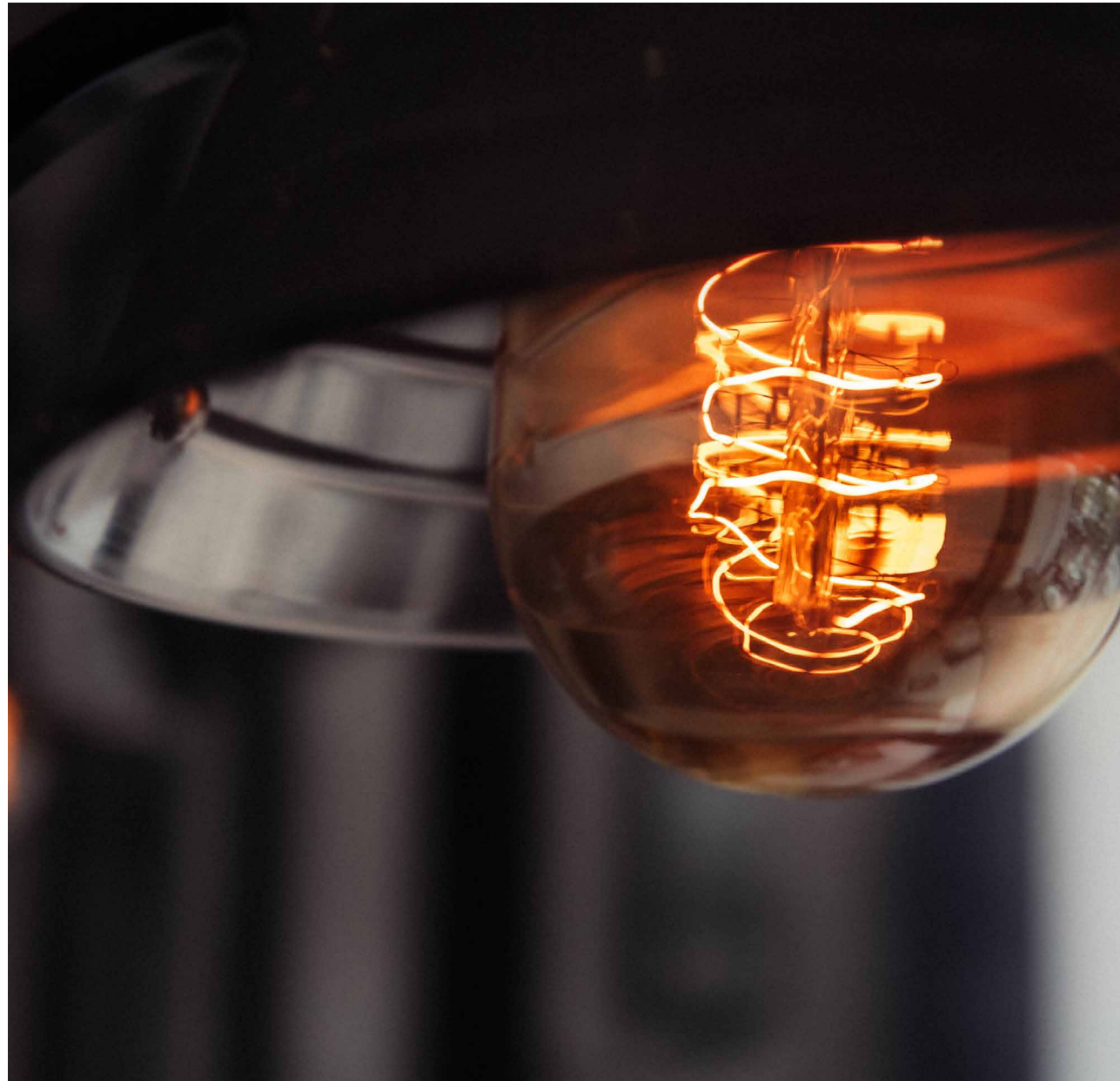
Dans le prolongement de son action citoyenne et responsable, RISMA réinvestit dans la communauté en offrant une nouvelle utilité à ses textiles. Le linge de bain et les couvertures à renouveler ont fait l'objet d'un don à Zero Berd, une organisation dédiée au soutien des populations vulnérables des régions les plus froides et à la promotion de l'éducation au sein de Dar Taliba, soulagent les besoins des familles et soutiennent l'autonomie des jeunes filles.



Utilisation d'eau ozonée pour une hygiène écologique

En réponse aux défis écologiques contemporains, RISMA adopte en 2023 l'eau ozonée comme alternative aux produits d'entretien conventionnels, réduisant ainsi son empreinte écologique. L'efficacité de cette pratique, reflétant notre engagement à remplacer les substances chimiques par des solutions respectueuses de l'environnement, fait l'objet d'une évaluation rigoureuse.

Une optimisation des consommations énergétiques



La démarche de RISMA dans la gestion énergétique responsable s'appuie sur des actions innovantes alignées aux standards de durabilité du Groupe Accor. La transition vers une énergie propre et la mise en

œuvre de solutions adaptées s'inscrivent dans une quête d'excellence opérationnelle, visant à minimiser notre empreinte environnementale tout en préservant le confort et la qualité de service pour nos clients.

Pilotage rigoureux de la consommation énergétique

RISMA a mis en place un système de gestion de l'énergie au sein de l'ensemble de ses établissements, assurant une analyse et un contrôle précis des consommations énergétiques. Cette initiative, reflétant notre engagement envers une opérationnalité transparente et une efficacité accrue, permet de partager ouvertement avec nos clients les détails de leur consommation énergétique et de renforcer ainsi notre pacte de confiance et de responsabilité environnementale.



54 Kwh

Consommation énergétique
par chambre louée



Panneaux solaires photovoltaïques

RISMA, a élargi son infrastructure solaire photovoltaïque, pour accélérer notre engagement à réduire son dépendance aux énergies d'origine fossile et contribuer à la transition énergétique du pays. L'intégration des panneaux solaires photovoltaïques dans plusieurs de nos hôtels marque une étape clé dans son parcours vers une empreinte carbone réduite et une performance énergétique optimisée. Au cours de l'année 2023, RISMA en a installé dans 6 de ses hôtels couvrant ainsi 95 Mwh de leurs besoins en électricité, soit 0,3% de la consommation globale des 23 établissements hôteliers du Groupe. Cette production en énergie renouvelable a également permis d'éviter l'émission de 45 tonnes de CO₂. Il est prévu que 2 autres hôtels produisent de l'énergie verte à partir de 2024.

Les hôtels équipés en panneaux photovoltaïques

Ibis Tanger
Ibis Rabat
Ibis CasaNearshore
Ibis CasaVoyageurs
Novotel Casa City Center
Novotel Marrakech



95 Mwh

d'électricité produite par
les panneaux solaires
photovoltaïques



45 T

d'émission
de CO₂ évitées
grâce au photovoltaïque

Panneaux solaires thermiques

Poursuivant notre quête d'excellence environnementale, RISMA a intensifié son engagement envers les énergies renouvelables en 2023 en dotant quatre autres de ses hôtels de technologies solaires thermiques. Ces installations cruciales pour la production d'eau chaude sanitaire et le chauffage, témoignent de notre volonté de réduire notre empreinte carbone tout en optimisant l'efficacité énergétique. L'évaluation de leur performance et leur alignement avec nos ambitions de durabilité font actuellement l'objet d'un examen minutieux.

Les hôtels équipés en panneaux solaires thermiques

- Ibis Oujda
- Ibis Fès
- Ibis Ouarzazate
- Ibis Meknès
- Sofitel Marrakech
- Sofitel Casablanca

Pompes à chaleur air-eau



L'introduction des pompes à chaleur air-eau dans nos établissements illustre la détermination de RISMA à améliorer l'efficacité énergétique. Ces initiatives réduisent considérablement notre consommation de carburants fossiles, fioul et gaz essentiellement, et s'alignent avec notre ambition d'adopter des pratiques durables dans tous les aspects de notre activité.

À titre d'exemple, le Mercure Rabat a vu sa consommation passer de 12 tonnes de fioul en 2022, à 3 tonnes en 2023 post installation et à 0 à terme. De même, pour le MGallery Le Diwan dont la consommation est passée de 16 tonnes en 2022, à 4 en 2023 post installation et à 0 à terme. Ce dispositif a permis une réduction moyenne de 2Kwh par chambre disponible.

Risma a la volonté d'éliminer à terme l'utilisation du fioul dans ses installations, par contre en ce qui concerne le gaz, celui-ci sera à terme réservé aux usages en cuisine.

	2021	2022	2023
Énergie globale (en KWH)	29 414 985	35 087 686	38 654 326
Électricité (en KWH)	21 942 721	26 472 122	29 622 421
Combustible (en KWH)	7 400 734	8 540 124	8 961 547



Appui à la mobilité verte

RISMA soutient activement la mobilité verte en fournissant des infrastructures telles que des bornes de recharge pour véhicules électriques, soulignant ainsi notre participation proactive dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Cette initiative renforce notre position de leader dans l'hôtellerie responsable et souligne notre contribution aux efforts nationaux et globaux de décarbonation. Trois Sofitels, ceux de Marrakech, Rabat, et Agadir, et un Ibis, celui de Rabat, en sont équipées.

HQE

EXCEPTIONNEL

12★

Excellence Environnementale Certifiée

Notre engagement pour la durabilité est également reconnu par des certifications externes, comme le label HQE Niveau Exceptionnel obtenu par l'hôtel Ibis Casablanca Voyageurs, qui en font le premier hôtel en Afrique à recevoir cette distinction pour ses pratiques de construction durable et son faible impact énergétique.

Une gouvernance solide

RISMA est une société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance. Cette structure duale permet de distinguer les fonctions de direction et de gestion, assumées par le Directoire, des fonctions de contrôle et de décision que le Conseil de Surveillance prend en charge.

Cette dualité offre un meilleur cadre pour le respect des principes de gouvernance d'entreprise, notamment en matière de séparation et d'équilibre des pouvoirs entre les fonctions exécutives et les fonctions de contrôle.



LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

En plus d'assurer le contrôle permanent de la gestion de la société par le Directoire, le Conseil de Surveillance se charge aussi de définir les orientations stratégiques à long terme que doivent suivre les actions du Directoire.

En 2023, le Conseil de Surveillance a tenu 4 réunions, avec un taux de présence de 100%.

INDÉPENDANCE DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

La présence de membres du Conseil indépendants vise à offrir à l'ensemble des actionnaires l'assurance d'une indépendance d'analyse, de jugement, de décision et d'action, au service de l'intérêt social, au sein de l'instance collégiale qu'est le Conseil de Surveillance. Actifs et impliqués, leur liberté de jugement et de parole contribue à la qualité des débats et délibérations. Leur expérience professionnelle ou personnelle offre un éclairage extérieur et utile à l'entreprise.

RISMA a pris les dispositions nécessaires pour se conformer aux dispositions de l'article 41 bis de la loi n° 20-19, publiées au bulletin officiel en avril 2019, modifiant et complétant la loi n° 17-95 relative aux sociétés anonymes, et notamment sur les critères d'indépendance des administrateurs. Le Conseil de Surveillance de RISMA est composé de deux administrateurs indépendants M. Hamid BENBRAHIM EL ANDALOUSSI et Mme Ghislane GUEDIRA BENNOUNA.

PARITÉ

Le respect de la parité fait partie des préoccupations de RISMA, qui veille à s'y conformer. Ainsi, la représentation des femmes au Directoire est de 50%. Au niveau du Conseil de Surveillance, elle est de 12,5%. RISMA vise à atteindre le taux de parité réglementaire de 30% au sein du Conseil de Surveillance au 1^{er} semestre 2024.

RÉMUNÉRATIONS DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

En 2023, le Conseil de Surveillance a décidé de distribuer 1.450.000 Dhs bruts au titre de jetons de présence au titre de l'exercice 2022.

COMPOSITION DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Au 31 décembre 2023, le Conseil de Surveillance de Risma est composé de 8 membres tous non exécutifs, dont 2 indépendants.

	NOMS ET PRÉNOMS	H/F	DATE DE NOMINATION RENOUVELLEMENT	DATE D'ÉCHÉANCE DU MANDAT	BIOGRAPHIE	NOMBRE DE MANDATS DANS D'AUTRES SOCIÉTÉS	ASSIDUITÉ	APPARTENANCE À DES COMITÉS	FONCTION AU SEIN DU COMITÉ
PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE	M. Azeddine GUESSOUS	H	18/10/2023	AGO statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2027	M. Azzeddine GUESSOUS est Président Directeur Général de Maghrébail depuis 2004. Il a démarré sa carrière à l'OCP où il devient Directeur Commercial puis Directeur Financier. Nommé Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme en 1978, puis Ministre chargé des relations avec la Communauté Économique Européenne, il a été nommé Ambassadeur du Maroc en Espagne en 1986. M. Azzeddine Guessous a été nommé à la tête de la Caisse interprofessionnelle marocaine de retraite (CIMR) puis à la tête de la Compagnie d'Assurance Al Watanya en 2001. En 2004, M. Guessous est nommé Président Directeur Général de Maghrebail. M. Guessous a été décoré à plusieurs reprises, notamment du Wissam Reda de l'ordre d'Officier, de l'Ordre du Mérite Civil Espagnol, de l'ordre de la distinction GrandCroix, de l'Ordre National du Mérite Français de la médaille de Chevalier, de l'Order of British Empire de la médaille de Knight ainsi que d'autres décorations africaines et sudaméricaines. M. Azzeddine Guessous est diplômé de HEC et de l'Institut d'Études Politiques de Paris.	15	100%	Comité de Rémunération	Président
								Comité Stratégique	Membre
MEMBRES NON EXÉCUTIFS	M. Hicham EL AMRANI	H	29/06/2022	AGO statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2027	M. Hicham EL AMRANI cumule une expérience de plus de 24 années dans les domaines de l'investissement Private Equity, du financement et de la stratégie d'entreprises multisectorielles. À la création de FinanceCom en 2001, M. EL AMRANI était en charge de la Direction Technologies & Télécoms. Nommé Directeur de la Stratégie & Développement entre 2005 et 2008, M. EL AMRANI a été promu Directeur Général Adjoint en 2008 avant de se voir confier la Direction Générale de la holding en juin 2010. Il a ainsi mis en place les Best Practices de pilotage de performance de plusieurs entités du portefeuille de la holding. De plus, il a opéré plusieurs opérations de M&A, financement LBO et de restructurations dans le cadre de la rationalisation du portefeuille de la holding et de l'optimisation de son endettement. En 2009, M. EL AMRANI a également coordonné le processus global d'acquisition de la participation de Portugal Télécom & Telefónica dans Medi Telecom-Orange et celui de la cession de 40% de cette société à Orange en 2010. Il est à ce titre administrateur et membre permanent des différents organes de Gouvernance de Medi Telecom-Orange. En sus de ses fonctions, M. EL AMRANI est Administrateur de RMA, CTM, RISMA, Air Arabia, Finatech, Colliers International Maroc, et Président du Comité d'Audit de Air Arabia Maroc, Meditélécom-Orange, RISMA & CTM. M. EL AMRANI est Ingénieur de l'École Hassania des Trav aux Publics et titulaire d'un MBA et d'un Graduate Certificate dans le Manufacturing and Service Management de la Southern New Hampshire University, de l'Executive Program de la Singularity University ainsi que du Leadership Executive Program de l'Université de Yale.	16	100%	Comité Stratégique	Membre
								Comité Audit	Membre
	RMA WATANYA, représentée par Monsieur Hicham EL AMRANI	H	05/04/2023	AGO statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2027	M. Hicham EL AMRANI cumule une expérience de plus de 24 années dans les domaines de l'investissement Private Equity, du financement et de la stratégie d'entreprises multisectorielles. À la création de FinanceCom en 2001, M. EL AMRANI était en charge de la Direction Technologies & Télécoms. Nommé Directeur de la Stratégie & Développement entre 2005 et 2008, M. EL AMRANI a été promu Directeur Général Adjoint en 2008 avant de se voir confier la Direction Générale de la holding en juin 2010. Il a ainsi mis en place les Best Practices de pilotage de performance de plusieurs entités du portefeuille de la holding. De plus, il a opéré plusieurs opérations de M&A, financement LBO et de restructurations dans le cadre de la rationalisation du portefeuille de la holding et de l'optimisation de son endettement. En 2009, M. EL AMRANI a également coordonné le processus global d'acquisition de la participation de Portugal Télécom & Telefónica dans Medi Telecom-Orange et celui de la cession de 40% de cette société à Orange en 2010. Il est à ce titre administrateur et membre permanent des différents organes de Gouvernance de Medi Telecom-Orange. En sus de ses fonctions, M. EL AMRANI est Administrateur de RMA, CTM, RISMA, Air Arabia, Finatech, Colliers International Maroc, et Président du Comité d'Audit de Air Arabia Maroc, Meditélécom-Orange, RISMA & CTM. M. EL AMRANI est Ingénieur de l'École Hassania des Trav aux Publics et titulaire d'un MBA et d'un Graduate Certificate dans le Manufacturing and Service Management de la Southern New Hampshire University, de l'Executive Program de la Singularity University ainsi que du Leadership Executive Program de l'Université de Yale.	-	100%		
	M. Adil DOUIRI	H	29/06/2022	AGO statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2027	M. Adil DOUIRI est Fondateur et Gérant de MUTANDIS, il est co-fondateur de la première banque d'affaires du Royaume, CFG Bank. Il en a été Président du Conseil de Surveillance jusqu'en novembre 2002. Il a ensuite été nommé Ministre du Tourisme en novembre 2002, puis Ministre du Tourisme, de l'Artisanat et de l'Économie Sociale en juin 2004, et ce jusqu'en octobre 2007. Il est Président du Conseil d'administration de CFGBank depuis 2015, et administrateur de deux sociétés cotées en bourse, Résidences Dar Saada et Orascom Development (Zurich). Il est, par ailleurs, administrateur de plusieurs filiales des groupes Mutandis et Mutandis Automobile. M. Adil Douiri est diplômé de l'École Nationale des Ponts et Chaussées à Paris.	15	100%	Comité Audit	Membre
	CIMR, représentée par M. Khalid CHEDDADI	H	29/06/2022	AGO statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2027	M. Khalid CHEDDADI est PDG de la CIMR et Membre du Conseil Économique, Social et Environnemental du Royaume du Maroc. Il est Ingénieur de l'École Nationale Supérieure des Mines de Paris.	29	100%	Comité Stratégique Comité de Rémunération	Président Membre
MEMBRES INDÉPENDANTS	MAMDA - MCMA, représentée par M. Hicham BELMRAH	H	29/06/2022	AGO statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2027	M. Hicham BELMRAH est Président du Directoire de MAMDA-MCMA depuis décembre 2009. Expert-comptable et commissaire aux comptes, M. Belmrah a effectué une carrière de plus de 25 ans en audit et conseil auprès du cabinet Ernst & Young. M. Belmrah assure également les fonctions de Président du Directoire de MCMA - Mutuelle Centrale Marocaine d'Assurances, Président du Directoire de MAC - Mutuelle Attamine Chaabi et Administrateur Directeur Général de MAMDA RE Société de réassurance. M. Belmrah est diplômé de l'Université de Bordeaux.	30	100%		
	Mme. Ghislane GUÉDIRA BENNOUNA	F	28/07/2020	AGO statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2025	Mme Ghislane Guédira Bennouna est Directrice chargée de mission auprès du Président Directeur Général d'OCP. Diplômée de l'École Supérieure de Commerce de Paris (ESCP Europe), elle a exercé plusieurs fonctions au sein du Groupe OCP, où elle a notamment été Directrice du Pôle Finance et Contrôle de gestion du Groupe. Elle a ainsi été à l'initiative du rating international du Groupe OCP et de la diversification de ses sources de financement, à travers notamment le lancement d'émissions obligataires sur les marchés financiers nationaux et internationaux. Avant de rejoindre le Groupe OCP, Mme Guédira a exercé plusieurs fonctions de Direction au sein du Groupe ONA, devenu Al Mada, et a également été Secrétaire Générale du distributeur marocain de carburants Winxo. Mme Guédira a démarré sa carrière professionnelle dans l'audit auprès du cabinet Arthur Andersen à Paris.	10	100%	Comité d'Audit Comité de Rémunération	Président Membre
	M. Hamid BENBRAHIM EL ANDALOUSSI	H	29/06/2022	AGO statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2027	M. Hamid BENBRAHIM EL ANDALOUSSI est Président de MA Aerospace et Président honoraire du Groupement des Industries Marocaines Aéronautiques et Spatiales (GIMAS). Il a occupé différents postes au sein de la Royal Air Maroc avant d'en être nommé, en 2003, Directeur Général adjoint, chargé des affaires commerciales et Internationales. Il a été par la suite Président ou Administrateur de sociétés Aéronautiques comme Safran, MATIS Aérospace, et l'Institut des Métiers de l'Aéronautique. Il est aussi Président de Midparc, le cluster aéronautique de Nouaceur. M. BENBRAHIM EL ANDALOUSSI est diplômé de l'Institut National Polytechnique de Grenoble et membre de plusieurs Conseils Scientifiques d'Universités. Il a reçu la décoration royale d'Officier - Wissam Al Arch.	6	100%	Comité d'Audit	Membre

COMITÉS

Dans le cadre de l’amélioration de sa gouvernance, le Groupe RISMA a mis en place trois comités :

LE COMITÉ STRATÉGIQUE

Le Comité stratégique assiste le Directoire à travers des propositions et orientations relatives au développement du Groupe RISMA et au suivi des projets stratégiques. Au cours de 2023, le Comité stratégique s’est réuni 2 fois.

Membre	Fonction au sein du comité
M. Khalid CHEDDADI	Président du Comité
M. Azeddine GUESSOUS	Membre du Comité
M. Hicham EL Amrani	Membre du Comité

LE COMITÉ D’AUDIT

Le Comité d’audit se réunit 2 fois par an afin d’examiner les comptes semestriels et annuels du groupe, contrôler les comptes annuels consolidés par les Commissaires aux comptes, proposer la nomination de ces derniers et contrôler leur indépendance. En plus du contrôle des comptes et des Commissaires aux comptes, le Comité d’audit supervise les activités du contrôle interne de RISMA, contrôle le processus de reporting financier et examine le cadre d’analyse et de mesure des risques financiers et opérationnels.

Membre	Fonction au sein du comité
Mme. Ghislane GUEDIRA	Présidente du Comité
M. Hicham EL AMRANI	Membre du Comité
M. Adil DOUIRI	Membre du Comité
M. Hamid BENBRAHIM EL ANDALOUSSI	Membre du Comité

LE COMITÉ DE RÉMUNÉRATION

Le Comité de rémunération se charge de définir la politique de rémunération des membres du Directoire de RISMA.

Membre	Fonction au sein du comité
M. Azeddine GUESSOUS	Président du Comité
M. Khalid CHEDDADI	Membre du Comité
Mme. Ghislane GUEDIRA	Membre du Comité

LE DIRECTOIRE

Nommé pour 5 ans par le Conseil de Surveillance, le Directoire assure la Direction exécutive du groupe RISMA. Il se charge de la mise en œuvre de la stratégie et contribue à sa définition au préalable, en accord avec les grandes orientations à long terme, fixées par le Conseil de Surveillance.

Le Directoire compte à ce jour 2 membres, dont un Président.

COMPOSITION DU DIRECTOIRE

L’ensemble des membres du Directoire sont des membres exécutifs

Membre	Fonction	Date de nomination/ renouvellement	Date d’expiration du mandat
M. Mohammed Amine ECHCHERKI	Président du Directoire	05 avril 2023	Conseil de Surveillance examinant les comptes de l'exercice 2027
Mme Sofia LOPEZ BENHAMIDA	Membre du Directoire	05 avril 2023	Conseil de Surveillance examinant les comptes de l'exercice 2027

M. MOHAMMED AMINE ECHCHERKI

Président du Directoire

M. ECHCHERKI est titulaire d’un diplôme de l’École Supérieure d’Informatique de Paris et d’un MBA de l’université Henley au Royaume-Uni. Il débute sa carrière en 1990 au siège d’IBM en France où il a occupé successivement les fonctions d’ingénieur d’affaires, puis de directeur chargé d’affaires et ensuite de directeur des opérations Afrique et Moyen Orient.

M. ECHCHERKI est nommé en 1999 Président Directeur Général d’IBM Maroc et a occupé ce poste jusqu’en 2007. Il devient ainsi le premier marocain à diriger IBM depuis sa création au Maroc et le plus jeune Président Directeur Général pays du groupe IBM à 34 ans.

M. ECHCHERKI a rejoint le groupe FinanceCom en 2007, il a occupé successivement les postes suivants, PDG de Magshore (filiale spécialisée en offshoring), Président de FinaTech Group (société spécialisée dans l’énergie et des technologies numériques de l’information et de la communication), Président de Budget Locasom (filiale à 100% de BMCE Bank, en charge de la location longue durée du parc automobile), et Président du Directoire du Groupe RISMA depuis mai 2012.

MME SOFIA LOPEZ ÉPOUSE BENHAMIDA

Membre du Directoire

Mme BENHAMIDA est diplômée de l’École des Hautes Études Commerciales du Nord (Edhec Lille), programme Grandes Écoles.

Mme BENHAMIDA débute sa carrière en 2001 au sein du cabinet Mazars & Guerard à Paris où elle exerce la fonction de responsable de missions d’audit.

En 2004, elle rejoint le Groupe Accor à Paris, au sein de la direction de la consolidation. En 2008, elle est transférée au siège d’Accor Gestion Maroc, en tant que Directrice Financière et Administrative Adjointe.

Mme BENHAMIDA est nommée Directrice Financière du Groupe RISMA en septembre 2010, et est nommée membre du Directoire en charge de la finance en décembre 2012.

RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

La rémunération des dirigeants, au titre de l’exercice 2023, s’élève à 15 MDH et inclut les directions suivantes : Directoire, Direction financière, Direction construction et Direction audit.

MANDATS DES ADMINISTRATEURS DANS D’AUTRES CONSEILS D’ADMINISTRATION

M. AZEDDINE GUESSOUS

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
MAGHREBAIL	President Directeur Général
BANK OF AFRICA EUROPE	Administrateur
BOA Group	Administrateur
RMA	Vice-President du Conseil
SETTAVEX	Administrateur
LYDEC	Administrateur
AL MADA	Administrateur
SONASID	Administrateur
MAROCAINE DES TABACS	Administrateur
ALMA PACK	Administrateur
ALMA BAT	Administrateur
Budget Locasom	Administrateur
MUTANDIS	Administrateur
AL AKHAWAYN	Administrateur
SANIZAG	Administrateur

M. HICHAM EL AMRANI

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
AIR ARABIA MAROC	Représentant permanent de INTERFINA, Administrateur
AL BAIDAA DESALINATION COMPANY	Administrateur
ARGAN INVEST	Président Directeur Général
BANK OF AFRICA (ex-BMCE Bank)	Représentant permanent de O CAPITAL GROUP, Administrateur
BRICO-INVEST	Représentant permanent de INTERFINA, Administrateur
CAP ESTATE	Représentant permanent de O CAPITAL GROUP, Administrateur et Directeur Général Délégué
COLLIERS INTERNATIONAL MAROC	Administrateur
CTM	Administrateur
CTM MESSAGERIE	Administrateur
DBM MEDIA GROUP	Administrateur, Vice-Président du Conseil d'Administration
FINANCIERE YACOUT	Représentant permanent de O CAPITAL GROUP, Administrateur et Directeur Général Délégué
FINATECH GROUP	Administrateur
FONDATION OTHMAN BENJELLOUN	Membre Fondateur, Administrateur
INTERFINA	Administrateur et Directeur Général Délégué
MEDITELECOM (Orange)	Administrateur
MEDIUM FINANCE	Président Directeur Général
O CAPITAL GREEN INVESTMENT (ex-O CAPITAL AFRICA)	Administrateur Directeur Général Délégué
O CAPITAL EUROPE	
O CAPITAL GROUP	
O TOWER	Représentant permanent de O CAPITAL GROUP, Administrateur
REVLV'S	Représentant permanent de INTERFINA, Administrateur
RISMA	Membre du Conseil de Surveillance et représentant permanent de RMA
RMA	Administrateur
SFCM	Représentant permanent de O CAPITAL GROUP, Administrateur

M. KHALID CHEDDADI

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
AUTO HALL	Administrateur
ATLAS HOSPITALITY MOROCCO	Administrateur
IMC	Administrateur, Président du Conseil
COSUMAR	Administrateur
CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER	Administrateur
AXA ASSURANCES MAROC	Administrateur
ARRAWAJ IMC	Administrateur
RAMICAL	Président Directeur Général
AKILAM	Président Directeur Général
LARBEL	Gérant
UPLINE VENTURES	Administrateur
LESIEUR CRISTAL	Administrateur, Président du Conseil

M. KHALID CHEDDADI EN QUALITÉ DE REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA CIMR

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
AFMA	Administrateur Représentant de la CIMR
AL MADA HOLDING	Administrateur Représentant de la CIMR
A6 IMMOBILIER	Administrateur Représentant de la CIMR
BANQUE POPULAIRE	Administrateur Représentant de la CIMR
SOCIÉTÉ DES BOISSONS DU MAROC	Administrateur Représentant de la CIMR
CFG BANK	Administrateur Représentant de la CIMR
CIMENTS DU MAROC	Administrateur Représentant de la CIMR
LESIEUR CRISTAL	Administrateur Représentant de la CIMR
EQDOM	Administrateur Représentant de la CIMR
JORF FERTILIZERS COMPANY V	Administrateur Représentant de la CIMR
LAFARGE HOLCIM MAROC	Administrateur Représentant de la CIMR
OLEA CAPITAL FUND	Administrateur Représentant de la CIMR
SAPRESS	Administrateur Représentant de la CIMR
SOCIETE DE SEL DE MOHAMMEDIA	Administrateur Représentant de la CIMR
SOMED	Administrateur Représentant de la CIMR
SONASID	Administrateur Représentant de la CIMR
WARAK PRESS	Administrateur Représentant de la CIMR

M. ADIL DOUIRI

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
CFG Bank	Président CA
CMB Plastique	Président CA
Distra	Président CA
ISHAM Finance	Administrateur (RP de Mutandis Automobile)
LGMC	Président CA
Mugest SARLAU	Gérant
Mutandis Automobile	Gérant (RP de Mugest)
Mutandis SCA	Gérant (RP de Mugest)
Mutandis USA Inc	Administrateur
Mutatis	Gérant (RP de Mugest)
RISMA	Membre CS
Univers Motors Asie	Président-Directeur Général
Univers Motors Distribution	Président-Directeur Général
Univers Motors Europe	Président-Directeur Général
Euro Africaine des Eaux	Membre du CA

M. HICHAM BELMRAH

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
BCP	Administrateur
COSUMAR	Administrateur
LESIEUR	Administrateur
MAGHREBAIL	Administrateur
SONASID	Administrateur
AL MADA	Administrateur
CAM	Membre du Conseil de Surveillance
SOMED	Administrateur
AFRIQUIA SMDC	Administrateur
NSI	Administrateur
AKWA AFRICA	Administrateur
RYAD RESSORT DEVELOPPEMENT	Administrateur
CAT	Administrateur
MAMDA IT	Administrateur
RESORT CO	Administrateur
UIR	Administrateur
OLEA CAPITAL	Administrateur
ALHIF	Administrateur
MASSIMISSA	Administrateur
A6 IMMOBILIER	Administrateur
UPLINE VENTURE	Administrateur
Prayon (Belgique)	Membre du Conseil d'Administration
ZMPPL (Inde)	Membre du Conseil d'Administration
PPL (Inde)	Membre du Conseil d'Administration
BSFT (Turquie)	Membre du Conseil d'Administration
OCP North America (USA)	Membre du Conseil d'Administration
Imacid (Maroc)	Président du Conseil d'Administration
SAEDM (Maroc)	Membre du Conseil d'Administration
UM6P (Maroc)	Membre du Conseil d'Administration
UM6P Endowment Holding (Maroc)	Membre du Conseil d'Administration

MME. GHISLANE GUEDIRA BENNOUNA

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
PRAYON (BELGIQUE)	Membre du Conseil d'Administration
ZMPPL (INDE)	Membre du Conseil d'Administration
PPL (INDE)	Membre du Conseil d'Administration
BSFT (TURQUIE)	Membre du Conseil d'Administration
OCP NORTH AMERICA (USA)	Membre du Conseil d'Administration
IMACID (MAROC)	Président du Conseil d'Administration
SAEDM (MAROC)	Membre du Conseil d'Administration
CDG CAPITAL	Administrateur
UM6P (MAROC)	Membre du Conseil d'Administration
UM6P ENDOWMENT HOLDING (MAROC)	Membre du Conseil d'Administration

M. HAMID BENBRAHIM EL ANDALOUSSI

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
MA AEROSPACE	Président
Institut des Métiers de l'Aéronautique	Président
SAFRAN NACELLES AIRCRAFT	Président
MIDPARC	Président
ALOLEN (énergie solaire)	Administrateur
Safran Aircraft Engines Services Morocco	Administrateur

M. CHRISTIAN KARAOGLANIAN

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
MMSHELTER	Administrateur
ADAGIO	Administrateur
INDEVHO (Société de Management Hôtelier)	Président

M. NICOLAS BROUSSAUD

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
Gekko SAS	Président
25HOURS GMBH	Administrateur

M. Sven BOINET

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
ACCORINVEST	Administrateur
SIEHA	Administrateur
FINANCIÈRE LOUIS (POTEL & CHABOT)	Administrateur
PARIS SOCIETY	Administrateur
INSTITUT PAUL BOCUSE	Administrateur
HAUT COMITÉ DE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE (HCGE)	Membre
ALLIANCE FRANCE TOURISME	Président

M. ZOUHEIR BENSAID

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
AIR ARABIA	Administrateur
ARGAN INVEST	Administrateur
BANK OF AFRICA BMCE GROUP	Administrateur
CAP ESTATE	Administrateur
CFG	Administrateur
CTM	Administrateur
DBM MEDIA GROUP	Administrateur
DECROW CAPITAL	Administrateur
EURAFRIC INFORMATION	Administrateur
FINANCECOM	Administrateur
FINANCECOM INTERNATIONAL GROUPE	Administrateur
FINATECH GROUPE	Administrateur
INFRA INVEST	Président du Conseil d'Administration
LYDEC	Administrateur
MAGHREBAIL	Administrateur
MBT	Administrateur Directeur Général Exécutif
MEDIUM FINANCE GROUPE	Président Directeur Général
MUTANDIS	Administrateur
MUTANDIS AUTOMOBILE	Administrateur
MUTATIS	Administrateur
O TOWER ADMINISTRATEUR	Administrateur
REVLV'S GROUPE	Administrateur représentant de RMA

M. SAMI NASSER

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
SOCIÉTÉ SIEHA (ALGÉRIE)	Président du Directoire
SOCIETE ACCOR GESTION MAROC (MAROC)	Représentant permanent de la Société Accor SA
SOCIÉTÉ MÖVENPICK MAN TUNISIA (TUNISIE)	Gérant
SOCIÉTÉ TUNISIA HOTELS & RESORTS (TUNISIE)	Président du Conseil d'Administration
SOCIÉTÉ EL GEZIRAH COMPANY FOR HOTELS AND TOURISM (EGYPTE)	Membre du Conseil d'Administration
SOCIÉTÉ TAMARIS TURIZM ANONIM SIRKETI (TURQUIE)	Membre du Conseil d'Administration
SOCIETE FHR GULF MANAGEMENT FZ-LLC (EMIRATS ARABES UNIS)	Membre du Conseil d'Administration
SOCIÉTÉ "SAUDI FRENCH COMPANY FOR HOTEL MANAGE-MENT" (ARABIE SAOUDITE)	Membre du Conseil d'Administration
AFRIQUIA SMDC	Administrateur
NSI	Administrateur

LES ADMINISTRATEURS SUIVANTS ONT DÉMISSIONÉ EN 2023 :

- M. Sami Nasser : avril 2023
- M. Zouheir Bensaid : avril 2023
- M. Sven Boinet : août 2023
- M. Nicolas Broussaud : août 2023
- M. Christian Karaoglanian : octobre 2023

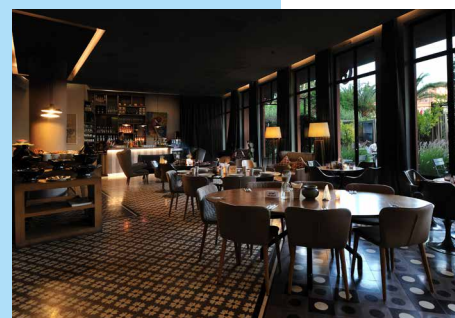
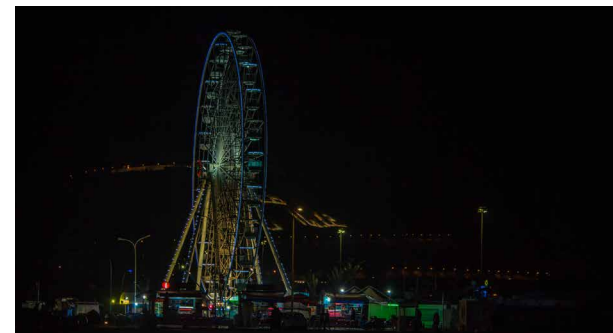
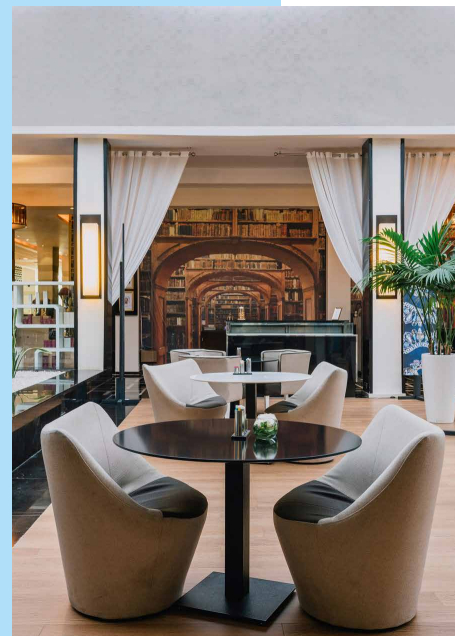
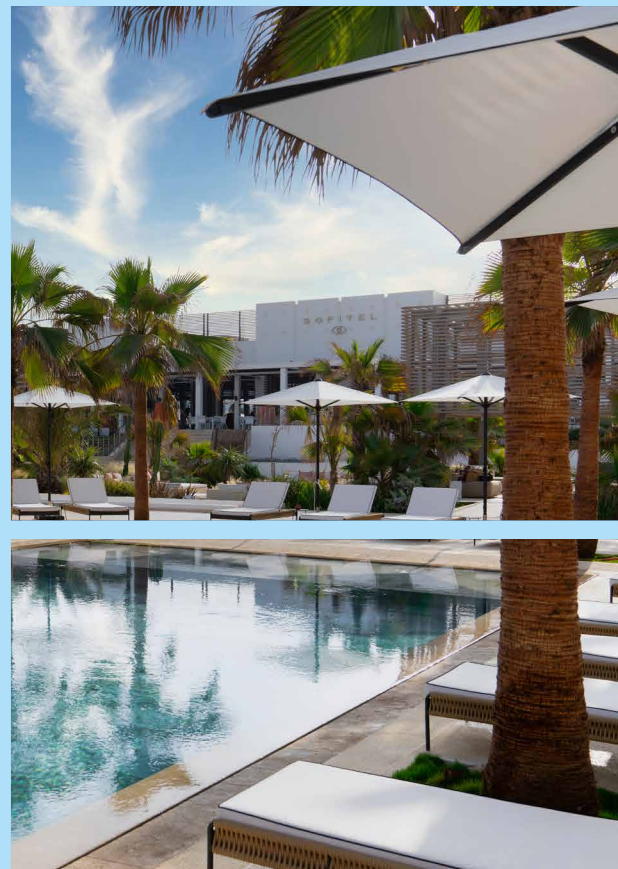
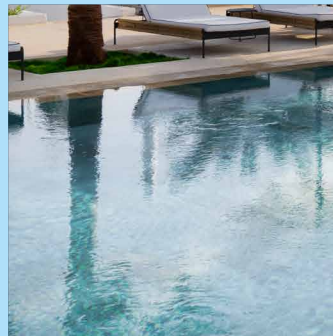
RELATIONS AVEC LES ACTIONNAIRES

Conformément aux exigences réglementaires, RISMA informe régulièrement ses actionnaires par le biais de son site internet où sont répertoriés l'ensemble des publications légales exigées pour toute société cotée en bourse.

Au cours de l'année 2023, RISMA a publié ses informations financières selon le calendrier suivant :

Communiqué de presse	Date de publication
Communiqué de presse relatif aux indicateurs du 4 ^{ème} trimestre 2022	27/02/2023
Communiqué de presse financier relatif aux résultats 2022	24/03/2023
Résultats financiers 2022 et CP RFA 2022	28/04/2023
Avis de convocation à l'AGO du 13 juin 2023	12/05/2023
Communiqué de presse relatif aux indicateurs du 1 ^{er} trimestre 2023	31/05/2023
Communiqué de presse relatif à la cession de la participation de Accor dans RISMA	26/06/2023
Publication par Accor d'un communiqué de presse relatif à la cession de sa participation dans RISMA	26/06/2023
Communiqué de presse relatif à la finalisation de la cession par Accor des titres RISMA à Mutris	02/08/2023
Communiqué de presse relatif à la cession de sa participation dans Accor Gestion Maroc à Accor SA	03/08/2023
Communiqué de presse relatif aux indicateurs du 2 ^{ème} trimestre 2023	31/08/2023
Résultats financiers du 1 ^{er} semestre 2023	25/09/2023
Communiqué de presse relatif à la nomination du Président du Conseil de Surveillance	18/10/2023
Communiqué de presse relatif aux indicateurs du 3 ^{ème} trimestre 2023	30/11/2023

Comptes annuels et **RAPPORTS**



Comptes
CONSOLIDÉS

PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

Les résultats de l'année 2023 sont marqués par la reprise de l'activité.

I) Comptes consolidés résumés et annexes

1) Compte de résultat consolidé

En MAD milliers	31/12/22	31/12/23
Chiffre d'affaires	1 036 566	1 174 515
Charges d'exploitation	(678 766)	(751 395)
Résultat Brut d'Exploitation	357 800	423 120
Loyers	(5 549)	(9 214)
Excédent brut d'exploitation	352 251	413 906
Amortissements et provisions	(148 248)	(164 108)
Résultat d'exploitation	204 004	249 799
Résultat financier	(58 325)	(92 195)
Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence	7 593	
Résultat avant impôt	153 271	157 604
Résultat de la gestion des autres actifs	15 817	161 682
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL AVANT IMPÔT	169 088	319 286
Dépréciation d'actif		
Impôts	(10 389)	(65 968)
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	158 699	253 318
Intérêts minoritaires	(6 625)	(9 264)
Résultat Net part du Groupe	152 075	244 054
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	14 326 947	14 326 947
Résultat net par action (en MAD)	11	17
Résultat net dilué par action (en MAD)	11	17

■ Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires au 31 décembre 2023 s'élève à 1 175 MDH en hausse de 13% par rapport au 31 décembre 2022.

■ Excédent brut d'exploitation (EBITDA)

L'Excédent Brut d'Exploitation (EBITDA) est de 414 MDH, en hausse de 62 MDH par rapport au 31 décembre 2022.

■ Résultat Net Part Du Groupe (RNPG)

Le Résultat Net Part du Groupe est de 244 MDH, en hausse de 92 MDH.

2) État du résultat global consolidé

En MAD milliers	31/12/22	31/12/23
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	158 699	253 318
Différence de conversion		
Partie efficace des profits et pertes sur instruments de couverture dans les couvertures de flux de trésorerie		
Variation de la juste valeur des "Actifs disponibles à la vente"		
Écarts actuariels sur les engagements sociaux à prestations définies		
Quote part dans les autres éléments du Résultat Global issus des entités associées comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		
Autres éléments du résultat global qui seront ultérieurement reclassés en résultat net		
Gain et pertes actuariels sur les engagements sociaux à prestations définies		
Autres éléments du résultat global qui ne seront jamais classés en résultat net		
Autres éléments du résultat global après impôt		
Quote part dans les autres éléments du Résultat Global issus des entités associées comptabilisées		
RÉSULTAT NET ET AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL TOTAL	158 699	253 318
Résultat net et autres éléments du résultat global total part Groupe	152 075	244 054
Résultat net et autres éléments du résultat global total Part des intérêts minoritaires	(6 625)	(9 264)

3) État de la situation financière consolidée

3-1) Actif

En MAD milliers	31/12/22	31/12/23
Écart d'Acquisition	281 505	281 505
Immobilisations Incorporelles	1 171	1 865
Immobilisations Corporelles	2 718 996	2 755 788
Titres mis en équivalence	27 806	()
Autres immobilisations financières	2 103	-
Immobilisations financières	29 909	()
Actifs d'impôts différés	87 720	47 776
Total Actif Non Courant	3 119 300	3 089 249
Stocks	11 499	13 646
Clients	49 743	50 946
Autres tiers	153 113	170 879
Trésorerie et équivalence de trésorerie	839 728	676 496
Total Actif Courant	1 054 084	911 968
Total Actif	4 173 384	4 001 216

3-2) Passif

En MAD milliers	31/12/22	31/12/23
Capital	1 432 695	1 432 695
Primes et réserves	(367 034)	(198 111)
Résultat de l'exercice	152 075	244 054
Capitaux Propres Part Groupe	1 217 736	1 478 638
Intérêts minoritaires	91 367	100 630
Capitaux Propres	1 309 102	1 579 268
Autres dettes à long terme	2 044 816	1 553 157
Provisions à caractère non courant	2 852	3 401
Total Passif Non Courant	2 047 669	1 556 558
Fournisseurs	257 016	119 869
Autres tiers et impôt société	235 620	189 450
Provisions à caractère courant	83 410	105 175
Dettes financières à court terme (y.c location financement)	158 309	364 496
Banques	82 258	86 400
Total Passif Courant	816 613	865 390
Total PASSIF	4 173 384	4 001 216

4) Tableau des flux de trésorerie

En MAD milliers	31/12/22	31/12/23
+ Excédent Brut d'Exploitation	352 251	413 906
+ Résultat financier	(58 325)	(92 195)
+ Impôts sur les sociétés	(4 513)	(9 175)
+ Charges et produits non décaissés dans l'EBE	24 786	37 756
= MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT AVANT ÉLÉMENTS NON RÉCURRENTS	314 200	350 292
+ Gains (Pertes) non récurrents et frais de restructuration		
+ Diminution (Augmentation) du BFR	121 727	(204 433)
= FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES [A]	435 927	145 859
Variations de périmètre		
- Décaissements liés à des investissements sur actifs existants	(17 336)	(81 449)
- Décaissements liés à des investissements de développement	(74 539)	(87 569)
- Autres décaissements	-	(32 742)
+ Encaissements liés à des cessions d'actifs	438	174 000
Variation des autres actifs financiers		
= FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX INVESTISSEMENTS / DÉSINVESTISSEMENTS [B]	(91 438)	(27 760)
Augmentation de capital (titres de mises en équivalence)		
- Réduction de capital		
- Dividendes payés	(1)	
- Remboursement de la dette long terme	237 883	(775 659)
- Remboursement liés aux contrats de location-financement		
+ Obligation remboursables en actions		
+ Nouveaux emprunts long terme		284 000
= AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA DETTE LONG TERME	237 882	(491 659)
+ Variation des dettes financière court terme	13 778	206 186
= FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT [C]	251 661	(285 473)
- DIFFÉRENCE DE CONVERSION [D]		
= VARIATION DE TRÉSORERIE [E]=[A]+[B]+[C]+[D]	596 150	(167 374)
- Trésorerie ouverture	161 320	757 471
+ Trésorerie clôture	757 471	590 096
= VARIATION DE TRÉSORERIE	596 150	(167 374)

5) Variation des capitaux propres

Les capitaux propres s'élèvent à 1 579 MDH vs 1 309 MDH au 31 décembre 2022. La variation des capitaux propres se présente comme suit :

En MAD milliers	Nombre d'actions	Capital	Primes, réserves, report à nouveau et résultats	Capitaux propres Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
01 janvier 2022	14 326 947	1 432 695	(367 034)	1 065 662	84 734	1 150 399
Résultat de l'exercice	-	-	152 075	152 067	6 632	158 699
Dividendes distribué brut de précompte	-	-		-		-
Augmentation de capital	-	-	-	-		-
Autres mouvements	-	-		-		-
31 décembre 2022	14 326 947	1 432 695	(214 959)	1 217 729	91 367	1 309 098
Résultat de l'exercice	-	-	244 054	244 054	9 264	253 318
Dividendes distribué brut de précompte	-	-		-		-
Augmentation de capital	-	-	-	-		-
Autres mouvements	-	-	16 848	16 848	5	16 853
31 décembre 2023	14 326 947	1 432 695	45 943	1 478 631	100 635	1 579 268

6) Principaux ratios de gestion

Ratios financiers

	31/12/22	31/12/23
Gearing (Dette nette/Capitaux Propres)	110%	84%
Marge Brute d'Autofinancement d'exploitation courante / Dette nette	22%	26%
Résultat Brut d'Exploitation / Charges financières retraitées		
Retour sur capitaux employés (en brut)	11%	13%
Création de valeur économique (en millions de MAD)	(114)	(38)

Note (a) : Le Gearing est le rapport de la dette nette sur les capitaux propres (y compris intérêts minoritaires).

Note (b) : Marge brute d'autofinancement d'exploitation courante retraitée / dette nette

Note (c) : Le ratio de retour sur capitaux employés (Return On Capital Employed ou ROCE) est défini ci-après.

Note (d) : Création de la valeur économique ou Economic Value Added (EVA).

La détermination de la création de valeur économique a été établie sur la base des données suivantes :

	31/12/22	31/12/23	Notes
Coût des fonds propres	16%	11%	(1)
Coût de la dette après impôt	4%	4%	
Pondération fonds propres / Dettes			
- Fonds Propres	48%	54%	
- Dettes	52%	46%	
Coût moyen pondéré du capital	10%	8%	(2)
ROCE après impôt	6%	7%	(3)
Capitaux employés (en millions de MAD)	3 215	3 252	
Création de valeur économique (en millions de MAD)	(114)	(38)	

(1) Le Beta retenu pour le calcul du coût des fonds propres pour l'année 2023 est de 1,14. Le taux sans risque est le BT 10 ans.

(2) Le coût moyen pondéré du capital se détermine comme suit :

Coût des fonds propres x

fonds propres

(Fonds propres + dettes)

+ coût de la dette x

dettes

(Fonds propres+ dettes)

(3) Le ROCE après impôt se détermine comme suit :

EBITDA – [(EBITDA - amortissements opérationnels) x taux d'impôt]

Capitaux engagés

(4) La création de valeur économique se détermine comme suit :
(ROCE après impôt – coût moyen pondéré du capital) x capitaux employés

Retour sur capitaux employés (ROCE)

Le retour sur capitaux employés (ROCE) est l'instrument utilisé par le Groupe dans sa gestion interne pour mesurer sa performance.

C'est aussi un indicateur de la rentabilité des actifs non consolidés ou mis en équivalence.

Il est déterminé sur la base des agrégats suivants établis à partir des comptes consolidés :

- Excédent d'exploitation des activités (EBITDA) : cet agrégat comprend l'excédent brut d'exploitation et les produits sur immobilisations financières (dividendes et produits financiers des sociétés externes et mises en équivalence) ;
- Capitaux employés : total des actifs immobilisés calculés à partir de la moyenne de leur valeur brute, sur chaque exercice et du besoin en fonds de roulement.

Le ROCE est calculé comme le rapport de l'excédent d'exploitation des activités (EBITDA) et des capitaux employés moyens, au cours de la période de référence.

	31/12/22	31/12/23
Capitaux employés	3 215 444	3 252 029
Capitaux employés moyens	3 215 444	3 252 029
Excédent Brut d'Exploitation	352 251	413 906
Quote-part dans le résultat des mises en équivalence avant impôt	7 593	-
Exécédent d'exploitation des activités (EBITDA)	359 844	413 906
ROCE (EBITDA / CAPITAUX EMPLOYES)	11%	13%

7) Principes comptables

Cadre général

Les comptes consolidés du Groupe RISMA pour l'exercice sont établis en conformité avec les normes et interprétations IFRS (International Financial Reporting Standards), édictées par l'IASB International Accounting Standards Board, telles qu'adoptées par l'Union Européenne (UE).

Ces comptes présentent en données comparatives l'année 2022 et l'année 2023 dans leur ensemble établis selon le même référentiel comptable.

Normes et interprétations applicables au 1^{er} janvier 2023

Il n'y'a pas eu de normes et d'interprétations qui devaient s'appliquer à partir du 1^{er} janvier 2023.

Évaluation de l'impact possible sur les états financiers consolidés du Groupe RISMA des futures normes, amendements de normes et interprétations

Le Groupe RISMA estime que les textes d'amélioration prévus pour 2024 n'auront pas d'incidence matérielle sur ses comptes consolidés.

Première adoption des ifrs

Il convient de rappeler les options prises par le groupe RISMA dans le cadre de la préparation de son bilan d'ouverture IFRS au 1^{er} janvier 2006 (date de transition aux IFRS pour le groupe RISMA), et ce en vertu de la norme IFRS 1 :

- Non-retraitement des regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2004 ;
- Reclassement en réserves consolidées des écarts de conversion cumulés au 1^{er} janvier 2004 ;
- Non réévaluation des immobilisations corporelles et incorporelles à la date de transition à leur juste valeur.

Base de préparation des états financiers

Les comptes des sociétés consolidées sont retraités afin d'être en conformité avec les principes comptables du groupe RISMA.

La préparation des états financiers consolidés implique la prise en compte d'estimations et d'hypothèses par le groupe RISMA qui peuvent affecter la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et de charges, ainsi que des informations données dans les annexes. La direction de RISMA revoit ces estimations et hypothèses de manière régulière afin de s'assurer de leur pertinence au regard de l'expérience passée et de la situation économique actuelle. En fonction de l'évolution de ces hypothèses, les éléments figurant dans ses futurs états financiers pourraient être différents des estimations actuelles.

Les principales estimations et les principaux jugements faits par la Direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation et les durées d'utilité des actifs corporels et incorporels, le montant des provisions pour risques ainsi que des hypothèses retenues pour le calcul des engagements de retraite, des litiges et des impôts différés.

Les principales hypothèses retenues par le groupe RISMA sont détaillées dans chacun des paragraphes dédiés de l'annexe aux états financiers.

En l'absence de normes ou d'interprétations applicables à une transaction spécifique, la direction de RISMA fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie Groupe et traduisent la réalité économique des transactions.

Les principales méthodes comptables suivies sont décrites ci-après :

A. Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles RISMA exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Ce contrôle est présumé pour les sociétés dans lesquelles RISMA détient plus de 50% des droits de vote.

Les titres des sociétés dans lesquelles RISMA exerce une influence notable sont consolidés par mise en équivalence. Cette influence est présumée lorsque RISMA détient entre 20% et 50 % des droits de vote.

Conformément à la norme IFRS 11 "Partenariats", les sociétés dans lesquelles le Groupe RISMA a un contrôle conjoint sont consolidées par mise en équivalence.

Conformément à la norme IFRS 10 "États financiers consolidés"; seuls les droits de vote potentiels exerçables ou convertibles, sont pris en considération pour apprécier le contrôle. Il n'est pas tenu compte des droits de vote potentiels non immédiatement exerçables ou convertibles, ou soumis à l'occurrence d'un événement futur.

Lors d'une acquisition, les actifs et passifs de la filiale acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Les intérêts minoritaires sont évalués pour leur part dans les justes valeurs des actifs et passifs comptabilisés.

B- Écarts d'acquisition

À l'occasion de la première consolidation des filiales et participations de RISMA, il est procédé, dans un délai n'excédant pas un an, à l'évaluation de l'ensemble des éléments identifiables (actifs et passifs) acquis.

Postérieurement à leur affectation, l'ensemble des écarts d'évaluation suit les règles comptables propres à leur nature.

B. 1. Écart d'acquisition positif

L'écart résiduel éventuel correspondant à l'excédent du coût d'acquisition sur la part de RISMA dans la juste valeur des actifs et des passifs identifiables de l'entreprise acquise à la date d'acquisition est inscrit à l'actif du bilan sous la rubrique « Écarts d'acquisition ».

L'écart d'acquisition provenant de l'acquisition d'une entreprise dans laquelle RISMA exerce une influence notable est inclus dans la valeur comptable de celle-ci. L'écart d'acquisition provenant de l'acquisition de filiales et d'entités contrôlées conjointement est présenté séparément au bilan.

Les écarts d'acquisition positifs ne sont pas amortis, conformément à IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises ». Ils font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an. Les modalités des tests de dépréciation sont détaillées dans la note 1.D.6. En cas de perte de valeur, la dépréciation constatée au compte de résultat, dans la rubrique dépréciation d'actifs, est irréversible.

B. 2. Écart d'acquisition négatif

L'écart d'acquisition négatif représente l'excédent de la part du groupe RISMA dans la juste valeur des actifs et des passifs identifiables de l'entreprise acquise à la date d'acquisition sur le coût d'acquisition.

L'écart d'acquisition négatif est comptabilisé immédiatement au compte de résultat au cours de la période d'acquisition. Dans la mesure où tout ou partie de l'écart d'acquisition négatif correspond à des pertes et dépenses futures attendues à la date d'acquisition, celui-ci est comptabilisé en produits dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel ces pertes ou ces dépenses sont générées.

C- Conversion des opérations libellées en devises

La monnaie de présentation des comptes est le Dirhams. Les transactions réalisées en devises sont converties au taux de change du jour de chacune des transactions.

Les créances et dettes non monétaires à la date de clôture des comptes sont converties au cours de change en vigueur à cette date. Les pertes de change latentes qui en résultent, sont comptabilisées en résultat financier.

D. Immobilisations

D.1. Immobilisations incorporelles

Conformément à la norme IAS 38, « Immobilisations incorporelles », les immobilisations incorporelles acquises figurent au bilan à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles du groupe RISMA sont à durée de vie définie et sont amorties selon le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à leur durée d'utilité prévue.

D.2. Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur valeur d'acquisition ou à leur coût de revient (y compris les frais financiers intercalaires relatifs aux emprunts nécessaires au financement des phases de constructions) moins les amortissements et les pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles en cours de construction sont comptabilisées au coût, diminué de toute perte de valeur identifiée.

L'amortissement de ces actifs commence lorsque les actifs sont prêts à être utilisés. À partir de la date de mise en service du bien, les immobilisations corporelles sont amorties linéairement, selon une approche par composantes, sur leur durée d'utilité :

Constructions : 50 ans (Économique 35 ans)

Installations générales, agencements et aménagements des constructions : 7 à 25 ans

Frais accessoires sur constructions : 50 ans (Economique 35 ans)

Équipements 5 à 15 ans

D.3. Coûts d'emprunt

les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif immobilisé sont incorporés dans le coût de cet actif. Les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

D.4. Contrat de location

La norme IFRS 16 remplace la norme IAS 17, ainsi que les interprétations correspondantes (IFRIC 4, SIC 15 et SIC 27). Elle est rentrée en vigueur le 1er janvier 2019.

Elle supprime la distinction entre location simple et location financière d’IAS 17, et requiert de comptabiliser les contrats de location remplissant des critères spécifiques au bilan en faisant apparaître un actif représentatif du droit d’utilisation de l’actif loué pendant la durée du contrat en contrepartie d’une dette au titre de l’obligation de paiement des loyers.

A. Définition du droit d’utilisation

Le droit d’utilisation né d’IFRS 16 chez le groupe RISMA provient de ses contrats de location. Sous IFRS 16, « un contrat est, ou contient, une location si le contrat confère au preneur le contrôle de l'utilisation d’un actif identifié pour une période donnée en échange d’une contrepartie ». Cette définition fournie par le texte de norme met l’accent sur deux points principaux : L’identification de l’actif et le contrôle de son utilisation par le preneur.

La comptabilisation des contrats de location au bilan dépend des éléments suivants :

- La durée raisonnablement certaine retenue pour chaque contrat ;
- Les composantes fixes et variables du paiement contractuel ;
- Le taux d’emprunt moyen défini par le groupe ;
- La durée d’amortissement applicable pour chaque catégorie d’actif.

Il est à mentionner que les coûts d’acquisition ne sont pas immobilisés conformément aux dispositions transitoires prévues au paragraphe « C10d ».

B. Exemptions

Tous les contrats répondant à cette définition ont été inclus par le groupe RISMA dans le périmètre d'application de la norme, à l'exception des :

- Contrats de location dont la durée est inférieure à douze mois et/ou ceux dont la valeur à neuf de l’actif sous-jacent est de faible valeur (inférieure à USD 5,000.00). Ces contrats seront représentés au niveau de l’état de résultat sous forme de charges locatives ;
- Contrats dont la durée résiduelle à la date de transition est inférieure à 12 mois conformément aux dispositions transitoires prévues au paragraphe « C10Ci » sont également exclus ;
- Contrats de location dont le bailleur dispose d’un droit substantiel de substitution ;
- Contrats de location pour lesquels le paiement est entièrement variable.

C. Détermination de la durée

Afin de chiffrer les impacts IFRS 16 d’un contrat, le groupe RISMA a dû déterminer sa durée exécutoire. La durée exécutoire, telle que définie par la norme IFRS 16 au paragraphe 18, comprend la durée pendant laquelle le contrat est non résiliable augmentée de :

- La fraction de la durée contractuelle où l’entité a une option de résiliation qu’elle a une certitude raisonnable de ne pas exercer ;
- La durée pour laquelle l’entité dispose d’une option de prolongation qu’elle a une certitude raisonnable d’exercer.

La certitude raisonnable est une zone de jugement du groupe. Ce dernier exerce ses options en fonction des faits et circonstances et de manière à préserver ses intérêts économiques et compétitifs.

D. Détermination du taux d’actualisation

Le taux d’actualisation est aussi un paramètre fondamental pour mesurer les impacts IFRS 16 avec précision. En effet, cet élément est une condition imposée par la norme qui stipule : « À la date de début [d’un contrat de location], le preneur doit évaluer l’obligation locative à la valeur actualisée des paiements de loyers qui n’ont pas encore été versés. La valeur actualisée des paiements de loyers doit être calculée à l’aide du taux d’intérêt implicite du contrat de location s’il est possible de déterminer facilement ce taux. Sinon, le preneur doit utiliser son taux d’emprunt marginal. »

Le groupe RISMA a opté pour le taux d’emprunt marginal : taux d’intérêt que le preneur aurait à payer pour emprunter, pour une durée et avec une garantie similaire, les fonds nécessaires pour se procurer un bien de valeur similaire à l’actif au titre du droit d’utilisation dans un environnement économique similaire. Il est déterminé par référence au risque devise, au risque pays, au risque entité et à la maturité. De ce fait, chaque entité et chaque maturité dispose d’un taux d’actualisation différent.

E. Évaluation initiale

Lors de l'adoption de la norme IFRS 16, le groupe RISMA est amené à procéder à deux évaluations. Une première évaluation à la date d’effet du contrat dite évaluation initiale et une seconde évaluation après la date de prise d'effet du contrat dite évaluation ultérieure.

L’évaluation initiale du passif revient à déterminer la valeur actualisée du montant des loyers payés non encore versés en utilisant le taux d’actualisation.

À la date d’effet, le groupe RISMA évalue aussi le coût de l’actif sur la base de :

- L’évaluation initiale du passif locatif
- Le montant des loyers versés à la date de prise d'effet ou avant cette date (déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus).

F. Évaluation ultérieure

Après la date de prise d’effet du contrat, la norme prévoit trois modèles pour l’évaluation ultérieure : Le modèle du coût, le modèle de la juste valeur et le modèle de la réévaluation.

Le groupe RISMA a choisi l’application du modèle du coût afin de maintenir l'homogénéité avec les modèles privilégiés pour les autres normes. Selon les termes de ce modèle l'actif comptabilisé au titre du droit d'utilisation est évalué au coût diminué du montant cumulé des amortissements et du montant cumulé des pertes de valeur et ajusté pour tenir compte, le cas échéant, des réévaluations du passif locatif.

Le groupe RISMA doit amortir l'actif comptabilisé au titre du droit d'utilisation selon les dispositions relatives à l'amortissement énoncées dans IAS 16 Immobilisations corporelles. La durée d’amortissement correspondant à la période entre la date de prise d'effet du contrat et la date au plus tôt entre le terme de la durée d'utilité de cet actif, ou le terme de la durée du contrat de location s'il est antérieur. Toutefois, si la durée d’amortissement est supérieure à celle du contrat, la durée d’amortissement retenue est celle du contrat.

La détermination de la dépréciation du droit d'utilisation aux termes du modèle du coût se fait selon les dispositions de la norme IAS 36 Dépréciation d'actifs.

D.5. Autres immobilisations financières

Les titres de participation dans les sociétés non consolidées, sont classés dans la catégorie « Actifs financiers disponible à la vente » et par conséquent, inscrits à leur juste valeur. Les profits ou les pertes latents sont comptabilisés directement en capitaux propres jusqu’à ce que le titre soit cédé, auquel cas le profit ou la perte cumulé préalablement comptabilisé en capitaux propres est alors inclus dans le résultat net de l’exercice. En cas de perte significative ou prolongé, cette perte donne lieu à la constatation d’une dépréciation non réversible comptabilisée en résultat.

D.6. Valeur recouvrable des immobilisations

La crise sanitaire Covid-19 a conduit à une dégradation très significative de l’industrie du tourisme et de l’hôtellerie sur l’ensemble des régions dans lesquelles RISMA opère son activité. Toutefois, les tests de dépréciation réalisé par le Groupe n’ont pas révélé d’indices de perte de valeur au 31 décembre 2023.

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d’actifs », la valeur d’utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l’apparition d’indices de pertes de valeur, et au minimum, une fois par an pour les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie et le Goodwill.

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Les UGT sont des ensembles homogènes d’actifs dont l’utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d’autres groupes d’actifs. Dans le cadre de l’hôtellerie, l’UGT correspond à l’hôtel. Les écarts d’acquisition sont testés par activité et l’UGT comprend alors les immobilisations corporelles, incorporelles et l’écart d’acquisition. Les immobilisations incorporelles sont quant à elles, testées individuellement.

La valeur recouvrable des immobilisations corporelles et des écarts d’acquisition est approchée selon deux phases :

- 1. Valeur fondée sur un multiple normatif de l’excédent brut d’exploitation (EBE)

Le groupe RISMA se positionnant sur un marché à forte tendance capitalistique (forte composante immobilière), ce principe de calcul apparaît comme la meilleure méthode de reconstitution de la juste valeur diminuée des coûts de vente et permet d’approcher au mieux la valeur de réalisation d’un actif en cas de mise en vente.

Dans le cadre des tests effectués par établissement hôtelier, cette méthode consiste à calculer l’EBE moyen des deux dernières années de chaque établissement puis à lui appliquer un multiple en fonction du type d’établissement et de sa situation géographique. Les multiples retenus, correspondant à des moyennes de transactions ayant eu lieu sur le marché, se détaillent de la manière suivante :

Segment Multiple :

Hôtellerie haut et milieu de gamme	7,5 < x < 10,5
Hôtellerie économique	6,5 < x < 8

Dans le cadre des tests effectués par pays, cette méthode consiste à calculer l’EBE moyen des deux dernières années réalisé dans le pays puis à lui appliquer un multiple en fonction de la situation géographique du pays ainsi qu’un coefficient pays.

En cas d’identification d’une perte de valeur, un test sur les flux futurs de trésorerie est alors réalisé

- 2. Valeur fondée sur un test de flux futurs de trésorerie actualisés (notamment écart d’acquisition)

Les projections sont réalisées sur une durée maximale de 5 ans. Le taux retenu pour l’actualisation des flux futurs est le CMPC (coût moyen pondéré du capital) de clôture. Le taux de croissance est, quant à lui, adapté en fonction de l’évolution économique de chacun des hôtels. Il s’élève, pour cet exercice à 2%.

Immobilisations incorporelles hors écarts d’acquisition

La valeur recouvrable d’une immobilisation incorporelle est déterminée selon la méthode des flux futurs de trésorerie actualisés (cf. ci-dessus). L’utilisation de cette méthode s’explique par l’inexistence tant de marché que de transactions comparables.

Évaluation des provisions pour dépreciation

À l’issue de ce test, si cette évaluation met en évidence une provision pour dépréciation à comptabiliser, la provision comptabilisée est égale au minimum des deux provisions calculées respectivement en référence à la juste valeur et à la valeur d’utilité de l’actif ou de l’UGT testé. La dépréciation est constatée dans le poste « Dépréciation d’actifs ».

Reprises des provisions pour dépréciation

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d’Actifs », les provisions pour dépréciation des écarts d’acquisition sont irréversibles. Les dépréciations se rattachant aux immobilisations corporelles et aux immobilisations incorporelles à durée de vie définie sont, quant à elles, réversibles dès lors qu’il y a un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l’actif ou de l’UGT.

D.7. Actifs ou groupe d’actifs destines a etre cedes

Depuis le 1er janvier 2005 et conformément à la norme IFRS 5, « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », les actifs ou Groupe d’actifs destinés à être cédés font l’objet d’une présentation sur une ligne à part au bilan et sont évalués et comptabilisés au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur valeur de marché diminuée des coûts nécessaires à la réalisation de la vente.

Un actif est classé en « Actifs ou groupe d’actifs destinés à être cédés » seulement si la vente est hautement probable dans un horizon raisonnable, si l’actif est disponible en vue d’une vente immédiate dans son état actuel et si un plan de vente a été initié par le management avec un degré d’avancement suffisant.

Cette ligne regroupe par conséquent :

- Les actifs non courants destinés à être cédés ;
- Les groupes d’actifs destinés à être cédés ;
- L’ensemble des actifs courants et non courants rattachables à un secteur d’activité ou à un secteur géographique (c'est-à-dire à une activité non conservée) lui-même destiné à être cédé.

E. Stocks

Conformément à la norme IAS 2 « Stocks », les stocks sont évalués au plus faible de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation selon la méthode du coût moyen pondéré.

F. Créances d’exploitation et autres

Elles comprennent les créances clients et autres débiteurs et sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti diminué du montant des pertes de valeur.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d’un actif est supérieure à sa valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés.

G. Charges constatées d’avance

Les charges constatées d’avance correspondent à des charges payées au cours d’un exercice afférentes aux exercices suivants. Elles comprennent également l’effet de linéarisation des loyers tel que décrit en note 6. Ce poste figure dans les « Autres tiers ».

H. Dettes d’exploitation

Les dettes d’exploitation comprennent les dettes fournisseurs et autres créditeurs. Elles sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

I. Provisions

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », les provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l’exercice, le groupe RISMA a une obligation à l’égard d’un tiers qui résulte d’un fait générateur passé et dont il est probable ou certain qu’elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Cette obligation peut être d’ordre légal, réglementaire ou contractuel. Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables. Les provisions pour restructurations sont comptabilisées lorsque le Groupe a un plan formalisé et détaillé pour la restructuration qui a été notifié aux parties affectées.

J. Engagements de retraites et assimilés

Le groupe RISMA offre à ses employés différents régimes de retraite complémentaire, indemnités de fin de carrière et autres avantages à long terme.

L’avantage procuré par ce régime est uniquement à cotisations définies.

Pour les régimes à cotisations définies, RISMA n’a pas d’autre obligation que le paiement de primes versées à des organismes extérieurs; la charge qui correspond à ces primes versées est prise en compte dans le résultat de l’exercice. C’est le cas de la charge de retraite relative aux sociétés de droit marocain qui est couverte par l’affiliation du personnel aux régimes de retraite en vigueur au Maroc et de la charge d’assurance maladie qui est couverte par la cotisation des salariés actifs.

K. Impôt différé

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales donnent lieu à la constatation d’un impôt différé selon la méthode du report variable en utilisant les derniers taux d’imposition adoptés ou quasi-adoptés. Les effets dus aux changements des taux d’impôts s’inscrivent en compte de résultat de l’exercice au cours duquel le changement de taux est annoncé.

Des impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles sauf si l’impôt différé est généré par un écart d’acquisition non déductible fiscalement ou par la comptabilisation initiale d’un actif ou d’un passif qui n’est pas un regroupement d’entreprises et n’affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable à la date de transaction, à l’exception de ceux se rapportant aux retraitements des contrats de location-financement.

Un passif d’impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables liées à des participations dans les filiales, entreprises sous influence notable ou entreprises conjointes sauf si :

- La date à laquelle s’inversera la différence temporelle peut être contrôlée ; et
- S’il est probable qu’elle ne s’inversera pas dans un avenir prévisible.

Il n’est constaté d’impôt différé actif sur les déficits reportables et amortissements réputés différés que dans la mesure où leur récupération sur une durée raisonnable apparaît probable sur la base des dernières prévisions mises à jour.

La charge d’impôt est constatée au compte de résultat sauf si elle concerne des éléments qui ont été comptabilisés directement en capitaux propres. Dans ce cas, elle est aussi comptabilisée en capitaux propres.

Conformément à la norme IAS 12 révisée, les impôts différés ne sont pas actualisés.

L. Instruments financiers

L’évaluation et la comptabilisation des actifs et des passifs financiers sont définies par la norme IFRS 9 « Instruments financiers».

L.1. Actifs financiers

Deux critères sont utilisés pour déterminer comment les actifs financiers sont classifiés et mesurés:

Le business model de l’entité pour la gestion des actifs financiers, et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l’actif financier.

Pour un actif financier dans le champ d'IFRS 9, il y a 3 types de modèles économiques :

L'objectif du modèle économique est uniquement de détenir des actifs financiers pour encaisser des flux de trésorerie contractuels : l'actif financier est évalué au coût amorti.

L'objectif du modèle économique est à la fois de détenir des actifs financiers pour encaisser des flux de trésorerie contractuels et de vendre des actifs financiers : l'actif financier est évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Les actifs financiers qui ne sont détenus dans le cadre d'aucun des deux modèles économiques ci-dessus sont évalués à la juste valeur par le résultat.

L.2. Emprunts bancaires

Les emprunts bancaires sous forme de tirages de lignes de crédit et découverts bancaires portant intérêts sont enregistrés pour les montants reçus, nets des coûts directs d’émission.

M. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie se composent des fonds de caisse et des soldes bancaires. Ils sont enregistrés à leur juste valeur à chaque date de clôture. Les placements à échéance inférieur à 3 mois sont disponibles à tout moment pour leur montant nominal et le risque de changement de valeur est négligeable.

N. Présentation du compte de résultats et du tableau de financement

N.1. Chiffre d’affaires

En application de l’IFRS 15, le chiffre d’affaires correspond au montant des ventes de produits et prestations de services liées aux activités ordinaires des sociétés consolidées par intégration globale. Il s’agit, lorsque les hôtels sont détenus en propriété ou bien sont exploités via un contrat de location, de l’ensemble des recettes (hébergement, restauration et autres prestations) reçues des clients, et lorsque les hôtels sont managés ou franchisés, de la rémunération (honoraires de gestion, redevances de franchisé,...) perçue au titre des contrats.

Conformément à la norme IFRS 15 «Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients», le chiffre d'affaires est comptabilisé selon ces cinq étapes :

- Identification du (des) contrat(s) avec un client ;
- Identification des différentes obligations de performance distinctes du contrat
- Détermination du prix de la transaction ;
- Affectation du prix de la transaction aux obligations différentes de performance ;
- Comptabilisation du produit lorsque les obligations de performance sont satisfaites.

N. 2. Résultat brut d'exploitation

le résultat brut d'exploitation comprend les revenus et charges d'exploitation. Celui-ci constitue donc un agrégat de gestion avant coût de détention des actifs (loyers, amortissements et provisions, résultat financier) et quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence.

Le résultat brut d'exploitation sert de base de calcul pour le suivi par la société du taux de transformation et du taux de réactivité.

En cas de variation positive du chiffre d'affaires à périmètre et change constants (à PCC), le taux de transformation se définit ainsi : Taux de transformation = $(\Delta \text{ RBE à PCC} / \Delta \text{ CA à PCC})$.

En cas de variation négative du chiffre d'affaires à périmètre et change constants (à PCC), le taux de réactivité se définit ainsi : Taux de réactivité = $1 - (\Delta \text{ RBE à PCC} / \Delta \text{ CA à PCC})$.

N.3. Résultat courant avant impot

Ce solde comprend le résultat des opérations des différents métiers du Groupe ainsi que celui de leur financement. Le résultat financier ainsi que la quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence font partie intégrante du résultat opérationnel du Groupe dans la mesure où ils contribuent au critère de performance sur lequel l'entreprise communique auprès des investisseurs. Cet agrégat est, par ailleurs, utilisé comme référence pour la définition des rémunérations au niveau du Groupe et plus particulièrement pour celles des dirigeants dans la mesure où il reflète la performance économique de chaque activité y compris les charges liées au financement des activités hôtelières.

N.4. Dépréciation d'actifs

La ligne Dépréciation d'actifs comprend l'ensemble des provisions pour dépréciation comptabilisées suite à l'application de la norme IAS 36, « Dépréciation d'actifs ».

N.5. Résultat de la gestion des autres actifs

Le résultat de la gestion des autres actifs est constitué de plus ou moins-values de cession des autres actifs immobilisés hors patrimoine hôtelier, des provisions, et des pertes et gains non opérationnels. Ces éléments ne sont pas directement liés à la gestion courante.

N.6. Tableau des flux de trésorerie

Il est présenté selon la même structure que celle utilisée pour la gestion interne du Groupe et isole, d'une part, les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, d'autre part les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement et enfin les flux de trésorerie provenant des activités de financement.

Les ressources ou emplois provenant des activités opérationnelles incluent :

- Lla marge brute d'autofinancement avant éléments non récurrents après variation des impôts différés et plus-value de cession d'actifs ;

- Les encaissements ou décaissements liés aux éléments non récurrents ;
- La variation du besoin en fonds de roulement.

Les ressources ou emplois provenant des activités d'investissement incluent :

- Les investissements sur actifs existants (IAE) dont l'objet est le maintien ou le renouvellement d'actifs existants au 1er janvier de chaque exercice, nécessaires à une exploitation normale ;
- Les investissements de développement relatifs à la constitution de nouveaux actifs ;
- Les produits des cessions d'actifs.

Les ressources ou emplois provenant des activités de financement incluent :

- Les variations de capital ;
- Les variations des dettes et emprunts.

O. Calcul du résultat par action

Les règles et méthodes comptables employées pour le calcul du résultat net par action et du résultat net dilué par action, sont conformes à la norme IAS 33, « Résultat par action ».

P. AUTRES INFORMATIONS

La notion d'actifs et de passifs courants s'entend pour des actifs et passifs que l'entité s'attend à pouvoir réaliser ou régler :

- Soit dans le cadre du cycle normal de son exploitation ;
- Soit dans les douze mois suivant la date de clôture.

8) Informations sectorielles

Le Groupe RISMA exerce son activité dans le secteur hôtelier, qui grâce à 23 hôtels déjà en activité sur l'ensemble du territoire marocain, est présent sur 2 segments :

Les hôtels Haut et Milieu de Gamme qui regroupent les marques Sofitel, Novotel, Mercure, Novotel, et M'gallery. Les hôtels économiques constitués des marques Ibis.

Chaque segment représente un domaine d'activité stratégique qui propose différents produits et sert différents marchés. Pour chacun des segments, la structure de gestion est organisée et gérée séparément. La Direction examine les résultats et les performances de chacun des segments de façon indépendante. De même, les décisions en matière d'allocation des ressources sont prises de façon indépendante d'un segment à l'autre.

Cette organisation a par conséquent amené le Groupe à considérer ces 2 segments d'activités comme ses secteurs opérationnels répondant à la définition de la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ». Les informations sectorielles présentées sont par conséquent fondées sur le reporting interne utilisé par la Direction pour l'évaluation de la performance de ses différents secteurs. Pour chacun des secteurs, les indicateurs suivis par la Direction sont les suivants :

- Le chiffre d'affaires ;
- Le résultat brut d'exploitation ;
- Les loyers ;
- Le résultat d'exploitation.

Une présentation de ces indicateurs par secteurs opérationnels est effectuée en :

- Note pour le chiffre d'affaires;
- Note pour le résultat brut d'exploitation ;
- Note pour les loyers ;
- Note pour les amortissements et provisions ;
- Note pour le résultat d'exploitation;
- Note pour les écarts d'acquisition;
- Note pour les investissements sur actifs existants ;
- Note pour les investissements de développement.

9) Notes annexes aux comptes consolidés

9-1) Analyse du chiffre d'affaires opérationnel par marque

Le chiffre d'affaires au 31 décembre 2023 s'élève à 1 175 MDH en hausse de 13% par rapport au 31 décembre 2022.

En MAD milliers	31/12/22	31/12/23
Hôtellerie	1 035 701	1 173 792
Haut et milieu de gamme	834 288	923 671
Économique	201 413	250 121
Support	865	723
Total	1 036 566	1 174 515

9-2) Charges d'exploitation

En MAD milliers	31/12/22	31/12/23
Coût des marchandises vendues	(94 419)	(107 757)
Coût de personnel	(261 745)	(300 982)
Énergie, entretien et maintenance	(62 238)	(65 123)
Taxes d'exploitation, assurances et charges de copropriété	(25 616)	(32 350)
Autres charges d'exploitation	(234 748)	(245 184)
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	(678 766)	(751 395)

- (1) Le coût des marchandises vendues comprend principalement l'achat de nourriture et boisson.
- (2) Les autres charges d'exploitation sont principalement composées des coûts de distribution, des coûts informatiques, des dépenses de publicité et de promotion. Elles comprennent également différents honoraires.

9-3) Résultat brut d'exploitation par marque

En MAD milliers	31/12/22	31/12/23
Hôtellerie	401 090	481 448
Haut et milieu de gamme	326 072	377 691
Économique	75 018	103 757
Support	-43 290	-58 328
Total	357 801	423 120

Le résultat brut d'exploitation consolidé s'établit au 31 décembre 2023 à 423 120 KDH contre 357 801 KDH au 31 décembre 2022, soit une hausse de 65 319 KDH.

9-4) Loyers opérationnels

A. CHARGE DE LOYER PAR MÉTIER ET PAR MARQUE

Les charges de loyer s’analysent au 31 décembre 2023 comme suit :

En MAD milliers	31/12/22	31/12/23
Hôtellerie	(6 177)	(9 313)
Haut et milieu de gamme	(1 381)	(1 575)
Économique	(4 796)	(7 739)
Support*	628	100
TOTAL	(5 549)	(9 214)

(*) Le produit de loyer résulte de l'application de la norme IFRS 16.

Les loyers s’élèvent à 9 214 KDH au 31 décembre 2023 contre 5 549 KDH au 31 décembre 2022.

B. CHARGE DE LOYER PAR TYPE DE CONTRAT

La charge annuelle s’analyse comme suit :

En MAD milliers	Nombre d'hôtels	Loyers Décembre 2023	Part fixe de la charge de loyer	Part variable de la charge de loyer
Total Loyers Fixes hôteliers	4	(7 739)	(7 739)	-
Total Loyers Variables hôteliers	4	(1 575)	(13 293)	11 718
TOTAL	8	(9 313)	(21 032)	11 718

9-5) Résultat d’exploitation par marque

Le résultat d’exploitation consolidé au 31 décembre 2023 s’établit à 249 799 KDH contre 204 004 KDH au 31 décembre 2022, soit une hausse de 45 795 KDH.

En MAD milliers	31/12/22	31/12/23
Hôtellerie	218 845	276 975
Haut et milieu de gamme	185 918	221 115
Économique	32 927	55 861
Support	(14 842)	(27 176)
TOTAL	204 004	249 799

9-6) Détail des amortissements et provisions

En MAD milliers	31/12/22	31/12/23
Amortissements	(156 447)	(163 059)
Provisions	8 200	(1 048)
TOTAL	(148 248)	(164 108)

9-7) Résultat financier

En MAD milliers	31/12/22	31/12/23
Intérêts financiers	(60 934)	(117 105)
Autres revenus et charges financières	2 608	24 910
Résultat Financier	(58 325)	(92 195)

9-8) Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence

En MAD milliers	31/12/22	31/12/23
Accor Gestion Maroc	7 593	-
Société d'aménagement Mogador Esaouira (SAEMOG)	-	-
SMHE		
Quote-part du résultat net d'impôt	7 593	-

9-9) Impôt sur les bénéfices

La variation de la charge d’impôt s’analyse comme suit :

En MAD milliers	31/12/22	31/12/23
Charge d'impôt exigible	(4 513)	(9 175)
Sous-total impôts exigibles	(4 513)	(9 175)
Impôts différés à la naissance ou au reversement des différences temporelles	(5 877)	(56 793)
Sous-total impôts différés	(5 877)	(56 793)
Impôts hors société mises en équivalence	(10 389)	(65 968)
Charge d'impôt totale	(10 389)	(65 968)
Résultat avant impôt	153 271	157 604
Charge d'impôt des sociétés consolidées	(10 389)	(65 968)
TAUX FACIAL D'IMPÔT DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES RAPPORT AU RÉSULTAT AVANT IMPÔT	-7%	-42%

Selon l'IAS 12 : « À chaque date de clôture, une entité ré estime les actifs d'impôt différé non comptabilisés. Une entité comptabilise un actif d'impôt différé qui ne l'avait pas été jusque-là dans la mesure où il est devenu probable qu'un bénéfice imposable futur permettra de recouvrer l'actif d'impôt différé. »

9-10) Écart d’acquisition

En MAD milliers	31/12/22	31/12/23
Valeurs brutes	286 909	286 909
Amortissements cumulés et dépréciations	(5 405)	(5 405)
Total en valeur nette	281 505	281 505

Les amortissements des écarts d’acquisition sont constitués des dotations comptabilisées avant le passage aux normes IFRS.

9-11) Immobilisations incorporelles

En MAD milliers	31/12/22	31/12/23
Valeur Brutes		
Licences et logiciels	17 606	18 318
Autres immobilisations incorporelles	1 467	1 467
Total valeurs brutes	19 073	19 785
Amortissements et pertes de valeur		
Licences et logiciels	(16 993)	(17 483)
Autres immobilisations incorporelles	(910)	(437)
Total amortissements et pertes de valeur cumulés	(17 902)	(17 920)
Valeurs nettes	1 171	1 865

Tableau de variation des immobilisations incorporelles :

En MAD milliers	31/12/22	31/12/23
Valeur nettes au 1 ^{er} janvier	1 154	1 171
Acquisition de l'exercice	381	712
Entrées de périmètre	27	-
Dotations aux amortissements	(519)	(503)
Cession de l'exercice	128	-
Autres Mouvements		485
Valeur nette en fin de période	1 171	1 865

Les acquisitions de l'exercice sont constituées principalement de licences de logiciels d'exploitation.

9 -12) Immobilisations corporelles

En MAD milliers	31/12/22	31/12/23
Terrains	820 414	820 517
Constructions	1 801 520	1 701 989
Agencements	1 468 227	1 500 167
Matériels et mobilier	939 415	1 097 977
Immobilisations en cours	71 680	121 409
Impact IFRS 16	42 759	65 943
Valeur brute	5 144 013	5 308 001

En MAD milliers	31/12/22	31/12/23
Terrains		
Constructions	(1 247 156)	(1 326 728)
Agencements	(277 657)	(297 098)
Matériels et mobilier	(791 845)	(820 212)
Immobilisations en cours	(91 859)	(88 998)
Impact IFRS 16	(16 500)	(19 177)
Total des amortissements et dépréciations	(2 425 017)	(2 552 213)

En MAD milliers	31/12/22	31/12/23
Terrains	820 414	820 517
Constructions	554 364	375 261
Agencements	1 190 570	1 203 069
Matériels et mobilier	147 569	277 765
Immobilisations en cours	(20 180)	32 411
Impact IFRS 16	26 259	46 766
Valeur Nette	2 718 996	2 755 788

La variation des immobilisations nettes sur la période considérée s’analyse comme suit :

En MAD milliers	31/12/22	31/12/23
Valeur nette au 1er janvier	2 782 744	2 718 996
Acquisition de l'exercice	91 876	168 306
Entrées de périmètre		
Dotations aux amortissements	(155 117)	(161 063)
Cession de l'exercice		
Autres Mouvements		9 042
Autres variations (IFRS 16)	(507)	20 507
Impairment		
Valeur nette en fin d'exercice	2 718 996	2 755 788

9-13) Prêts long terme

En MAD milliers	31/12/22	31/12/23
Valeurs brutes	17 609	17 609
Dépréciation	(17 609)	(17 609)
Total en valeur nette	-	-

9-14) Titres mis en équivalence

En MAD milliers	31/12/22	31/12/23
Accor Gestion Maroc	27 806	-
Quote-part des titres MEE	27 806	-

9-15) Actifs financiers non courants

En MAD milliers	31/12/22	31/12/23
Titre de participation		
Dépôts et cautionnements	2 103	2 316
Total valeurs brutes	2 103	2 316
Provisions pour dépréciation		
Valeurs nettes	2 103	2 316

9-16) Comptes de tiers actifs et passifs

Détail des comptes clients entre valeur brute et provision :

En MAD milliers	31/12/22	31/12/23
Clients - Valeur Brute	53 269	53 770
Provisions clients	(3 525)	(2 824)
Clients - valeurs nettes	49 743	50 946

Les créances identifiées en dépassement d’échéance font l’objet d’un suivi particulier et leur recevabilité est évaluée régulièrement de manière à constater d’éventuelles dépréciations selon les principes suivants :

Une provision est constatée dès qu’un dépassement de l’échéance est constaté selon le type de client :

- Agences : 33% de la créance de son montant HT à plus de 90 jours, 66% à plus de 120 jours et 100% à plus de 180 jours.
- Corporate: 33% de la créance de son montant HT à plus de 90 jours, 66% à plus de 120 jours et 100% à plus de 180 jours.
- Compte permanent : 100% des créances (montant HT) datant de plus de 60 jours.
- Organismes publiques: 50% des créances (montant HT) datant de plus d’un an et 100% à plus de deux années.

Les créances intra-groupes ne sont pas provisionnées.

Détails des autres tiers actifs

En MAD milliers	31/12/22	31/12/23
TVA à récupérer	112 976	134 400
Créance d'impôts et taxes	17 065	20 702
Créances vis-à-vis des organismes sociaux	(115)	(99)
Charges constatées d'avance	1 975	2 143
Autres débiteurs	21 212	13 734
Valeurs brutes des autres tiers actifs	153 113	170 879

Détails des autres tiers passifs

En MAD milliers	31/12/22	31/12/23
TVA à payer	(1 875)	(1 954)
Personnel et organismes sociaux	40 668	44 186
Dettes, autres impôts et taxes	19 926	23 483
Autres créanciers	176 901	123 734
Autres tiers passifs	235 620	189 450

Échéancier des comptes de tiers

En MAD milliers au 31 décembre 2023	< 1an	1 à 5 ans	> 5ans	31/12/23	31/12/22
Stocks	13 646			13 646	11 499
Clients	50 946			50 946	49 743
TVA à récupérer	-	134 400		134 400	112 976
Créances de personnel et organismes sociaux	(99)			(99)	(115)
Créances impôts et taxes	20 702			20 702	17 065
Autres débiteurs	13 734			13 734	21 212
ACTIF COURT TERME	98 928	134 400		233 328	212 380
Fournisseurs et comptes rattachés	119 869			119 869	257 016
TVA à payer	(1 954)			(1 954)	(1 875)
Personnel et organismes sociaux	44 186			44 186	40 668
Dettes autres impôts et taxes	23 483			23 483	19 926
Autres créanciers	123 734			123 734	176 901
PASSIF COURT TERME	309 319	-		309 319	492 636

9-17) Capital potentiel

Au 31 décembre 2023, le capital social de RISMA est composé de 14 326 947 actions.

Sur cette base, le résultat net par action est le suivant :

En MAD milliers	31/12/22	31/12/23
Résultat net part du Groupe	152 075	244 054
Nombre moyen d'actions en circulation	14 326 947	14 326 947
Nombre d'actions résultant de l'exercice de d'options de souscription	-	-
Nombre d'actions résultant de la conversion des Obligations Remboursables en Actions		
Nombre moyen d'actions dilué	14 326 947	14 326 947
Résultat net par action (en MAD)	11	17

9-18) Variation des intérêts minoritaires

En MAD milliers	31/12/22	31/12/23
Valeur au 1 ^{er} janvier	84 742	91 367
Résultat minoritaires de l'exercice	6 625	9 264
Dividendes versés aux minoritaires		
Variations de périmètre	-	-
Autres variations		
Valeur en fin d'exercice	91 367	100 630

9-19) Provisions pour risques et charges

La variation du poste des provisions pour risques et charges à caractère non courant, entre le 31 décembre 2022 et le 31 décembre 2023, est constituée des éléments suivants :

En MAD milliers	31/12/22	Dotations	Reprises	31/12/23
Provisions pour retraites et primes de fidélité	2 852	548		3 400
Provisions pour litiges et autres	-			-
Total provisions à caractère non courant	2 852	548	-	3 400

La variation du poste des provisions pour risques et charges à caractère courant, entre le 31 décembre 2022 et le 31 décembre 2023, est constituée des éléments suivants :

En MAD milliers	31/12/22	Dotations	Reprises	31/12/23
Provisions pour litiges et autres	83 410	21 765		105 175
Total provisions à caractère courant	83 410	21 765	-	105 175

9-20) Analyse des dettes financières par échéance

L’échéancier des dettes financières se détaille comme suit :

En MAD milliers	31/12/22	31/12/23
Année N+1	130 445	190 821
Année N+2	286 776	212 101
Année N+3	298 925	209 914
Année N+4	301 363	442 727
Année N+5	281 157	182 371
Année N+6	236 029	131 105
Au-delà	510 122	302 643
Total dettes financières	2 044 816	1 671 682

9-21) Analyse de l’endettement net et de la trésorerie nette

En MAD milliers	31/12/22	31/12/23
Autres dettes long terme	2 044 816	1 553 157
Dettes financières court terme	158 309	364 496
Banques	82 258	86 400
Dettes financières	2 285 384	2 004 053
Disponibilités	839 728	676 496
Actifs financiers courants	839 728	676 496
Dette nette	1 445 655	1 327 557

Concernant la trésorerie, les créances, les dépôts et cautionnements, RISMA considère que leur valeur au bilan est une base approximative de leur valeur marché.

9-22) Réconciliation de la marge brute d’autofinancement

En MAD milliers	31/12/22	31/12/23
Résultat net consolidé, part du Groupe	152 075	244 054
Part des minoritaires	6 625	9 264
Amortissements et variation des provisions d'exploitation	148 248	164 108
Résultats des mises en équivalence nets des dividendes reçus	(7 593)	-
Impôts différés	5 877	56 793
Dividendes reçus		
Variation des provisions financières et sur gestion du patrimoine	24 786	37 756
Marge brute d'autofinancement (y compris éléments non récurrents)	330 017	511 974
(Plus-values)/Moins-values nettes des cessions d'actifs	(15 817)	35 838
(Gains)/Pertes non récurrentes		
Marge Brute d'Autofinancement d'exploitation courante	314 200	547 812

9-23) Variation du BFR

La variation du BFR au 31 décembre 2023, s’analyse comme suit :

En MAD milliers	31/12/2022	31/12/2023	Variation
Stocks	11 499	13 646	2 147
Clients	49 743	50 946	1 203
Autres tiers actifs	153 113	170 879	17 766
BFR ACTIF	214 355	235 471	21 116
Fournisseurs	257 016	119 869	(137 147)
Autres tiers passifs	235 620	189 450	(46 170)
BFR PASSIF	492 636	309 319	(183 317)
BFR NET	278 281	73 848	(204 433)

9-24) Investissements sur actifs existants

Les investissements figurant au poste « Investissements sur actifs existants » sont les dépenses immobilisables relatives au maintien et à l’amélioration de la qualité des actifs détenus par RISMA au 1^{er} janvier de chaque exercice et nécessaires à l’exploitation normale. Ce poste exclut donc les investissements de développement qui recouvrent les actifs immobilisés et les comptes de besoin en fonds de roulement des filiales nouvellement consolidées ainsi que la constitution ou construction de nouveaux actifs.

Ce poste se décompose comme suit :

En MAD milliers	31/12/22	31/12/23
Hôtellerie	17 336	18 974
Haut et milieu de gamme	12 579	14 437
Économique	4 758	4 537
Support		
Total	17 336	18 974

9-25) Investissements de développement

Les investissements de développement recouvrent pour les filiales nouvellement consolidées les actifs immobilisés ainsi que leurs besoins en fonds de roulement selon les principes de la norme IAS 7 « Tableaux des flux de trésorerie ». Ils prennent également en compte la construction de nouveaux actifs.

Ce poste se décompose comme suit :

En MAD milliers	31/12/22	31/12/23
Hôtellerie	74 539	150 045
Haut et milieu de gamme	74 539	127 773
Économique	-	-
Support		
Total	74 539	150 045

9-26) Jetons de présence

Une allocation de jetons de présence d'un montant de 1 450 MDH brut a eu lieu courant de l'exercice 2023.

9-27) Litiges

Dans le cadre de la gestion courante de ses activités, les établissements de Risma sont sujets à des litiges sociaux ou à des contentieux commerciaux que Risma estime non significatifs et qu'ils n'auront aucune incidence sensible sur sa situation financière, son activité et/ou son résultat.

9-28) Engagements hors bilan au 31 décembre 2023

L’échéancier des engagements donnés hors bilan au 31 décembre 2023 est le suivant :

En MAD milliers	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	31/12/23	31/12/22
Engagements diminuant la liquidité des actifs	-	-	-		
Engagements d'achat			-		
Autres garanties données augmentant la dette	-	-	-		
Engagements donnés pour exploitation des opérations courantes		2 971 318	-	2 971 318	2 556 318
Passifs éventuels	-	-	-		
Total au 31 décembre 2022	-	2 971 318	-	2 971 318	2 556 318

Engagements reçus hors bilan

À la connaissance de RISMA, il n'existe pas d'engagements reçus.

9-29) Résultat net des sociétés intégrées

En MAD milliers	31/12/22	31/12/23
Résultat courant avant impôts	145 678	157 604
Annulation des quotes-parts dans le résultat des sociétés mises en équivalence net d'impôts	7 593	-
Résultat des sociétés intégrées avant impôts	153 271	157 604
Charges de restructuration		
Dépréciation d'actifs		
Plus ou moins-value de cession sur patrimoine hôtelier	-	-
Plus ou moins-value de cession sur autres actifs		
Impôts	(10 389)	(65 968)
Résultat des activités non conservées		
Résultat net des sociétés intégrées	142 882	91 636

9-30) Principales filiales et participations consolidées au 31 Décembre 2023

	% de contrôle	% d'intérêt	Mode de consolidation
Risma	100,00%	100,00%	Intégration Globale
Chayla	100,00%	100,00%	Intégration Globale
Emirotel	100,00%	100,00%	Intégration Globale
Moussafir	66,67%	66,67%	Intégration Globale
HCH	100,00%	66,67%	Intégration Globale
Moussaf	70,00%	46,67%	Intégration Globale
Société d'Aménagement Essaouira Mogador	40,00%	40,00%	Mise en équivalence
Société Marocaine d'Hotellerie Économique	50,00%	50,00%	Mise en équivalence

9-31) Évènements post-clôture

Aucun événement né postérieurement à la clôture de l’exercice et non rattachable à cet exercice et connu avant la première communication des états de synthèse n’a eu lieu. Sur cette base, la direction estime que l’application du principe comptable de continuité d’exploitation pour l’arrêté des comptes au 31 décembre 2023 reste appropriée et que la continuité d'exploitation n'est pas compromise à date.

9-32) Actifs et passifs éventuels

Conformément à la réglementation en vigueur, les exercices 2020 à 2023 ne sont toujours pas prescrits. Les déclarations fiscales de la société RISMA S.A au titre de l’Impôt sur les Sociétés (I.S), de l’Impôt sur le Revenu (I.R) et de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) relatives auxdits exercices peuvent faire l’objet de contrôle par l’administration fiscale et demeurent sujettes à des vérifications et à d’éventuels redressements.

Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l’objet de révision.

Les déclarations sociales de la CNSS pourraient faire l'objet d'un contrôle et de rappels éventuels de cotisations.

Comptes
SOCIAUX

BILAN (ACTIF) (MODÈLE NORMAL)

ACTIF	EXERCICE			EXERCICE PRÉCÉDENT
	Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net
Immobilisations en non valeurs→[A]	36 380 245,00	29 142 129,72	7 238 115,28	143 240,08
Frais préliminaires	26 383 876,00	26 383 876,00		
Charges à répartir sur plusieurs exercices	9 996 369,00	2 758 253,72	7 238 115,28	143 240,08
Primes de remboursement des obligations				
Immobilisations incorporelles→ [B]	160 990 030,95	12 502 228,89	148 487 802,06	148 292 390,52
Immobilisations en Recherche et Developpement	1 467 419,50	1 467 419,50		
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	11 654 474,97	11 034 809,39	619 665,58	424 254,04
Fonds commercial	147 868 136,48		147 868 136,48	147 868 136,48
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles →[C]	2 728 088 901,39	900 960 230,75	1 827 128 670,64	1 342 684 622,14
Terrains	283 408 562,65	3 547 338,57	279 861 224,08	208 789 233,63
Constructions	1 670 831 562,46	471 622 379,68	1 199 209 182,78	988 521 701,28
Installations techniques, matériel et outillage	658 726 817,86	408 142 907,24	250 583 910,62	97 732 111,91
Matériel de transport	373 717,36	373 717,36		3 075,00
Mobilier, Matériel de bureau, Aménagement Divers	19 680 311,55	14 892 987,90	4 787 323,65	3 691 915,57
Autres immobilisations corporelles	2 450 900,00	2 380 900,00	70 000,00	70 000,00
Immobilisations corporelles en cours	92 617 029,51		92 617 029,51	43 876 584,75
Immobilisations financières→[D]	1 349 614 485,36	430 259 254,29	919 355 231,07	900 792 354,07
Prêts immobilisés				
Autres créances financières	19 027 339,15	17 609 254,29	1 418 084,86	1 205 107,86
Titres de participation	1 330 587 146,21	412 650 000,00	917 937 146,21	899 587 246,21
Autres titres immobilisés				
Écarts de conversion actif→ [E]				
Diminution des créances immobilisées				
Augmentation des dettes de financement				
TOTAL (A+B+C+D+E)	4 275 073 662,70	1 372 863 843,65	2 902 209 819,05	2 391 912 606,81
Stocks→[F]	16 039 049,15	5 394 300,31	10 644 748,84	9 007 445,80
Marchandises	123 868,51		123 868,51	138 731,02
Matières et fournitures consommables	15 915 180,64	5 394 300,31	10 520 880,33	8 868 714,78
Produits en cours				
Produits intermédiaires et produits résiduels				
Produits finis				
Créances de l'actif circulant→[G]	285 316 764,10	49 812 914,74	235 503 849,36	272 850 672,24
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	112 567,18		112 567,18	190 172,25
Clients et comptes rattachés	46 880 036,77	2 043 891,35	44 836 145,42	49 557 477,37
Personnel	43 250,26		43 250,26	45 855,80
État	150 524 678,74		150 524 678,74	123 915 849,03
Comptes d'associés	64 257 726,09	33 769 800,00	30 487 926,09	87 810 745,26
Autres débiteurs	17 073 843,36	13 999 223,39	3 074 619,97	6 252 812,70
Comptes de régularisation- Actif	6 424 661,70		6 424 661,70	5 077 759,83
Titres valeurs de placement→[H]	501 073 479,15		501 073 479,15	615 062 287,13
Écarts de conversion actif→Eléments circulants [I]				
TOTAL II (F+G+H+I)	802 429 292,40	55 207 215,05	747 222 077,35	896 920 405,17
Trésorerie-Actif	83 047 632,06	525 199,84	82 522 432,22	155 335 641,49
Chèques et valeurs à encaisser	8 940 160,30	525 199,84	8 414 960,46	8 247 133,94
Banques, T.G et C.C.P	73 266 016,33		73 266 016,33	146 194 760,44
Caisse, Régie d'avances et accreditifs	841 455,43		841 455,43	893 747,11
TOTAL III	83 047 632,06	525 199,84	82 522 432,22	155 335 641,49
TOTAL GÉNÉRAL I+II+III	5 160 550 587,16	1 428 596 258,54	3 731 954 328,62	3 444 168 653,47

BILAN (PASSIF) (MODÈLE NORMAL)

PASSIF	EXERCICE	EXERCICE PRÉCÉDENT
CAPITAUX PROPRES	2 151 334 485,08	1 918 010 145,49
Capital social ou personnel (1)	1 432 694 700,00	1 432 694 700,00
Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé		
Capital appelé	1 432 694 700,00	1 432 694 700,00
Dont versé	1 432 694 700,00	1 432 694 700,00
Prime d'émission, de fusion, d'apport	443 607 427,19	443 607 427,01
Écarts de réévaluation		
Réserve légale	16 489 818,80	15 162 545,13
Autres réserves		
Report à nouveau (2)	25 218 199,68	-98 651 569,43
Résultat en instance d'affectation		
Résultat net de l'exercice (2)	233 324 339,41	125 197 042,78
Total des capitaux propres (A)	2 151 334 485,08	1 918 010 145,49
Capitaux propres assimilés (B)	30 581 719,84	35 269 897,67
Subventions d'investissement	30 581 719,84	35 269 897,67
Provisions réglementées		
Dettes de financement (C)	1 100 713 578,57	881 350 998,34
Emprunts obligataires	250 000 000,00	250 000 000,00
Autres dettes de financement	850 713 578,57	631 350 998,34
Provisions durables pour risques et charges (D)		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Écarts de conversion-passif (E)		
Augmentation des créances immobilisées		
Diminution des dettes de financement		
TOTAL I (A+B+C+D+E)	3 282 629 783,49	2 834 631 041,50
Dettes du passif circulant (F)	286 004 615,39	397 474 541,02
Fournisseurs et comptes rattachés	118 663 301,72	223 636 554,02
Clients créiteurs, avances et acomptes	19 490 382,80	19 259 675,32
Personnel	25 390 099,84	22 265 583,02
Organismes sociaux	8 286 047,89	7 723 418,31
État	14 967 499,86	16 461 287,51
Comptes d'associés	80 583 898,04	76 392 070,47
Autres créanciers	6 526 213,14	17 450 225,28
Comptes de régularisation passif	12 097 172,10	14 285 727,09
Autres provisions pour risques et charges (G)	128 663 919,25	113 947 583,74
Écarts de conversion - passif (Eléments circulants) (H)		4 587,64
TOTAL II (F+G+H)	414 668 534,64	511 426 712,40
Trésorerie-Passif	34 656 010,49	98 110 899,57
Crédits d'escompte		
Crédits de trésorerie		
Banques (Soldes créditeurs)	34 656 010,49	98 110 899,57
TOTAL III	34 656 010,49	98 110 899,57
TOTAL GÉNÉRAL I+II+III	3 731 954 328,62	3 444 168 653,47

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (HORS TAXES)

DÉSIGNATION		OPÉRATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE	TOTAUX DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT
		Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents		
		1	2	3 = 2 + 1	4
EXPLOITATION	PRODUITS D'EXPLOITATION	945 219 204,31		945 219 204,31	863 214 093,72
	Ventes de marchandises (en l'état)	19 292 974,60		19 292 974,60	18 642 787,90
	Ventes de biens et services produits	869 742 591,93		869 742 591,93	797 812 626,58
	Chiffres d'affaires	889 035 566,53		889 035 566,53	816 455 414,48
	Variation de stocks de produits (1)				
	I Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même				
	Subventions d'exploitation				
	Autres produits d'exploitation				
	Reprises d'exploitation : transferts de charges	56 183 637,78		56 183 637,78	46 758 679,24
	Total I	945 219 204,31		945 219 204,31	863 214 093,72
	CHARGES D'EXPLOITATION	861 006 880,27	-348 702,21	860 658 178,06	730 020 071,03
	Achats revendus(2) de marchandises	528 492,74		528 492,74	304 478,46
	Achats consommés(2) de matières et fournitures	155 547 463,65	-576 259,59	154 971 204,06	141 404 185,93
	II Autres charges externes	361 392 013,91	223 009,31	361 615 023,22	301 261 218,72
	Impôts et taxes	17 005 261,56	4 548,07	17 009 809,63	14 189 630,57
	Charges de personnel	193 538 425,87		193 538 425,87	170 892 268,95
	Autres charges d'exploitation	1 492 708,80		1 492 708,80	675 939,85
	Dotations d'exploitation	131 502 513,74		131 502 513,74	101 292 348,55
	III Total II	861 006 880,27	-348 702,21	860 658 178,06	730 020 071,03
	RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	84 212 324,04	348 702,21	84 561 026,25	133 194 022,69
FINANCIER	PRODUITS FINANCIERS	29 484 432,66		29 484 432,66	7 938 510,27
	Produits des titres de participation et autres titres immobilisés				
	IV Gains de change	464 591,73		464 591,73	551 861,89
	Intérêts et autres produits financiers	28 900 220,93		28 900 220,93	6 798 574,54
	Reprises financières : transfert charges	119 620,00		119 620,00	588 073,84
	Total IV	29 484 432,66		29 484 432,66	7 938 510,27
	CHARGES FINANCIÈRES	53 475 762,74		53 475 762,74	13 030 153,57
	Charges d'intérêts	52 808 458,38		52 808 458,38	12 414 097,23
	Pertes de change	350 036,14		350 036,14	442 623,28
	V Autres charges financières				
	Dotations financières	317 268,22		317 268,22	173 433,06
	Total V	53 475 762,74		53 475 762,74	13 030 153,57
	VI RÉSULTAT FINANCIER (IV-V)	-23 991 330,08		-23 991 330,08	-5 091 643,30
	VII RÉSULTAT COURANT (III+VI)	60 220 993,96	348 702,21	60 569 696,17	128 102 379,39

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (HORS TAXES) (SUITE)

DÉSIGNATION		OPÉRATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE	TOTAUX DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT
		Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents		
		1	2	3 = 2 + 1	4
VII	RÉSULTAT COURANT (III+VI)	60.220.993,96	348.702,21	60.569.696,17	128.102.379,39
NON COURANT	PRODUITS NON COURANTS	188.096.745,67	94.470,70	188.191.216,37	3.837.711,17
	Produits des cessions d'immobilisations	174.929.399,99		174.929.399,99	280.482,13
	Subventions d'équilibre				
	VIII Reprises sur subventions d'investissement				
	Autres produits non courants	13.167.345,68	94.470,70	13.261.816,38	3.557.229,04
	Reprises non courantes ; transferts de charges				
	Total VIII	188.096.745,67	94.470,70	188.191.216,37	3.837.711,17
	CHARGES NON COURANTES	13.126.046,90		13.126.046,90	3.433.595,46
	Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	1.698.040,75		1.698.040,75	228.403,25
	Subventions accordées				
NON COURANT	IX Autres charges non courantes	11.428.006,15		11.428.006,15	3.205.192,21
	Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions				
	Total IX	13.126.046,90		13.126.046,90	3.433.595,46
	X RÉSULTAT NON COURANT (VIII-IX)	174.970.698,77	94.470,70	175.065.169,47	404.115,71
	XI RÉSULTAT AVANT IMPÔTS (VII+X)	235.191.692,73	443.172,91	235.634.865,64	128.506.495,10
XII	IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	2.310.526,23		2.310.526,23	3.309.452,32
XIII	RÉSULTAT NET (XI-XII)	232.881.166,50	443.172,91	233.324.339,41	125.197.042,78
XIV	TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VII)	1.162.800.382,64	94.470,70	1.162.894.853,34	874.990.315,16
XV	TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XIII)	929.919.216,14	-348.702,21	929.570.513,93	749.793.272,38
XVI	RÉSULTAT NETI(total des produits-total des charges)	232.881.166,50	443.172,91	233.324.339,41	125.197.042,78

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION

DÉSIGNATION		EXERCICE	EXERCICE PRÉCÉDENT
1	Ventes de Marchandises (en l'état)	19 292 974,60	18 642 787,90
2	- Achats revendus de marchandises	528 492,74	304 478,46
I	= MARGE BRUTE VENTES EN L'ÉTAT	18 764 481,86	18 338 309,44
II	+ PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)	869 742 591,93	797 812 626,58
3	Ventes de biens et services produits	869 742 591,93	797 812 626,58
4	Variation stocks produits		
5	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même		
III	- CONSOMMATIONS DE L'EXERCICE(6+7)	516 586 227,28	442 665 404,65
6	Achats consommés de matières et fournitures	154 971 204,06	141 404 185,93
7	Autres charges externes	361 615 023,22	301 261 218,72
IV	= VALEUR AJOUTÉE (I+II+III)	371 920 846,51	373 485 531,37
8	+ Subventions d'exploitation		
9	- Impôts et taxes	17 009 809,63	14 189 630,57
10	- Charges de personnel	193 538 425,87	170 892 268,95
V	= EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE) I OU INSUFFISANCE BRUTE D'EXPLOITATION(IBE)	161 372 611,01	188 403 631,85
11	+ Autres produits d'exploitation		
12	- Autres charges d'exploitation	1 492 708,80	675 939,85
13	+ Reprises d'exploitation, transferts de charges	56 183 637,78	46 758 679,24
14	- Dotations d'exploitation	131 502 513,74	101 292 348,55
VI	= RÉSULTAT D'EXPLOITATION(+ou-)	84 561 026,25	133 194 022,69
VII	+ RÉSULTAT FINANCIER	-23 991 330,08	-5 091 643,30
VIII	= RÉSULTAT COURANT (+ou-)	60 569 696,17	128 102 379,39
IX	+ RÉSULTAT NON COURANT	175 065 169,47	404 115,71
15	- Impôts sur les résultats	2 310 526,23	3 309 452,32
X	= RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	233 324 339,41	125 197 042,78
- TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS (T F R)			
1	Résultat net de l'exercice	233 324 339,41	125 197 042,78
	Bénéfice +	233 324 339,41	125 197 042,78
	Perte -		
2	+ Dotations d'exploitation (1)	82 652 312,63	71 182 242,60
3	+ Dotations financières (1)		
4	+ Dotations non courantes (1)		
5	- Reprises d'exploitation (2)	1 870 067,99	
6	- Reprises financières (2)		
7	- Reprises non courantes (2)		
8	- Produits des cessions d'immobilisation	174 929 399,99	280 482,13
9	+ Valeurs nettes d'amortissement des immobilisations cédées	1 698 040,75	228 403,25
I	CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (C A F)	140 875 224,81	196 327 206,50
10	- Distributions de bénéfices		
II	= AUTOFINANCEMENT	140 875 224,81	196 327 206,50

TABLEAU DE FINANCEMENT (MODÈLE NORMAL)

I SYNTHÈSES DES MASSES DU BILAN	Exercice b	Exercice précédent a	Exercice a - b	
			Emplois c	Ressources d
Financement permanent	3 282 629 783,49	2 834 631 041,50		447 998 741,99
Moins actif immobilisé	2 902 209 819,05	2 391 912 606,81	510 297 212,24	
= FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1-2) (A)	380 419 964,44	442 718 434,69	62 298 470,25	
Actif circulant	747 222 077,35	896 920 405,17		149 698 327,82
Moins Passif circulant	414 668 534,64	511 426 712,40	96 758 177,76	
= BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (4-5) (B)	332 553 542,71	385 493 692,77		52 940 150,06
TRÉSORERIE NETTE (ACTIF -PASSIF) A - B	47 866 421,73	57 224 741,92		9 358 320,19
II EMPLOIS ET RESSOURCES		Exercice	Exercice précédent	
		Emplois	Ressources	Emplois Ressources
I RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE				
AUTOFINANCEMENT (A)			140 875 224,81	196 327 206,50
+ Capacité d'autofinancement			140 875 224,81	196 327 206,50
- Distributions de bénéfices				
CESSIONS ET RÉDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)			174 929 400,00	280 482,13
+ Cessions d'immobilisations incorporelles				
+ Cessions d'immobilisations corporelles			929 400,00	280 482,13
+ Cessions d'immobilisations financières			174 000 000,00	
+ Récupérations sur créances immobilisées				
AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS (C)			-4 688 177,83	35 269 897,67
+ Augmentations de capital, apports				
+ Subventions d'investissement			-4 688 177,83	35 269 897,67
AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENTI (nettes de primes de remboursement) (D)			284 000 000,00	316 180 000,00
TOTAL I RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)				
II EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE				
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)	583 657 138,49		92 307 103,89	
+ Acquisitions d'immobilisations incorporelles	568 000,00		366 295,60	
+ Acquisitions d'immobilisations corporelles	562 876 161,49		91 940 808,29	
+ Acquisitions d'immobilisations financières	20 212 977,00			
+ Augmentation des créances immobilisées				
REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)				
REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)	64 799 659,74		57 460 000,00	
EMPLOIS EN NON VALEURS (H)	8 958 119,00			
TOTAL II EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	657 414 917,23		149 767 103,89	
III VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B F G)		52 940 150,06	348 506 040,59	
IV VARIATION DE LA TRÉSORERIE		9 358 320,19	49 784 441,82	
TOTAL GÉNÉRAL	657 414 917,23	657 414 917,23	548 057 586,30	548 057 586,30

A1 PRINCIPALES MÉTHODES D’EVALUATION SPÉCIFIQUES À L’ENTREPRISE

I- ACTIF IMMOBILISÉ
A- Évaluation à l’entrée
1- Immobilisations en non-valeurs
La valeur d’entrée est constituée par le coût de revient de l’immobilisation.
2- Immobilisations incorporelles
La valeur d’entrée est constituée par le coût de revient de l’immobilisation.
3- Immobilisations corporelles
Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d’acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d’utilisation de ces biens.
4- Immobilisations financières
Sont portées dans ce poste de bilan, les sommes payées pour l’acquisition des titres de participation, ainsi que pour les dépôts et cautionnements.
B- Correction des valeurs
1- Méthodes d’amortissements
Les méthodes d’amortissement pratiquées sont les méthodes prévues par les règles fiscales en vigueur pour chaque catégorie d’immobilisation.
2- Méthodes d’évaluation des provisions pour dépréciation
Lorsque la valeur d’inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.
3- Méthodes de détermination des écarts de Conversion - Actif
Les écarts de conversion sont calculés d’après le taux de change à la date de clôture.
II- ACTIF CIRCULANT
A- Évaluation à l’entrée
1- Stocks
La méthode d’évaluation du stock à la fin d’exercice est la méthode du coût moyen pondéré (CMUP).
2- Créances
Les créances sont inscrites en comptabilité pour leur montant nominal. Les créances clients font l’objet, le cas échéant, d’une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.
3- Titres et valeurs de placement
Les titres et valeurs de placement sont estimés à la date de clôture au cours de la valeur à la date de fin d’exercice.
B- Création des valeurs
1- Méthodes d’évaluation des provisions pour dépréciation
Lorsque la valeur d’inventaire est inférieure à la valeur nominale brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.
2- Méthodes de détermination des écarts de Conversion - Actif
Les écarts de conversion sont calculés d’après le taux de change à la date de clôture.
III- FINANCEMENT PERMANENT
1- Méthodes de réévaluation
Les capitaux propres et dettes de financement sont inscrites à leur valeur nominale.
2- Méthodes d’évaluation des provisions réglementées
Lorsque la valeur d’inventaire est inférieure à la valeur nominale brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.
3- Dettes de financement permanent
Les dettes de financement sont inscrites en comptabilité pour leur montant nominal.
4- Méthodes d’évaluation des provisions durables pour risques et charges
Une provision pour risques et charges est constituée pour faire face à la charge future ou au risque créés au cours de l’exercice.
5- Méthodes de détermination des écarts de Conversion - Passif
Les écarts de conversion sont calculés d’après le taux de change à la date de clôture.

IV- PASSIF CIRCULANT (Hors trésorerie)
1- Dettes du passif circulant
Les dettes du passif circulant sont inscrites pour leur montant nominal.
2- Méthodes d’évaluation des autres provisions pour risques et charges
Une provision pour risques et charges est constituée pour faire face à la charge future ou au risque créés au cours de l’exercice.
3- Méthodes de détermination des écarts de Conversion - Passif
Les écarts de conversion sont calculés d’après le taux de change à la date de clôture.
V- TRÉSORERIE
1- Trésorerie - Actif
La trésorerie est comptabilisée à la date de son engagement. La société utilise le rapprochement bancaire pour rapprocher ses soldes comptables aux soldes bancaires.
2- Trésorerie - Passif
La trésorerie est comptabilisée à la date de son engagement. La société utilise le rapprochement bancaire pour rapprocher ses soldes comptables aux soldes bancaires.
3- Méthodes d’évaluation des provisions pour dépréciation
Lorsque la valeur d’inventaire est inférieure à la valeur nominale brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

A2 État des Dérogations

Indication des Dérogations	Justifications des Dérogations	Influence des Dérogations sur le Patrimoine, la Situation Financière et les Résultats
INDICATION DES DÉROGATIONS	Néant	Néant
I- Dérogations aux principes comptables fondamentaux	Néant	Néant
II- Dérogations aux méthodes d'évaluation	Néant	Néant
III- Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	Néant	Néant

A3 État des Changements de Méthodes

Nature des Changements	Justification des Changements	Influence sur le Patrimoine, la Situation Financière et les Résultats
I CHANGEMENT AFFECTANT LES MÉTHODES D'ÉVALUATION	Néant	Néant
II CHANGEMENT AFFECTANT LES RÈGLES DE PRÉSENTATION	Néant	Néant

B1 Détail des Non-Valeurs

Compte Principal	Intitulé	Montant
211	FRAIS PRÉLIMINAIRES	26 383 876,00
2111	Frais de constitution	
2112	Frais préalables au démarrage	
2113	Frais d'augmentation du capital	26 383 876,00
2114	Frais sur opérations de fusions, scissions et transformations	
2116	Frais de prospection	
2117	Frais de publicité	
2118	Autres frais préliminaires	
212	CHARGES À RÉPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES	9 996 369,00
2121	Frais d'acquisitions des immobilisations	
2125	Frais d'émission des emprunts	8 596 369,00
2128	Autres charges à répartir	1 400 000,00
213	PRIMES DE REMBOURSEMENT DES OBLIGATIONS	
2130	Primes de remboursements des obligations	
	T O T A L	36 380 245,00

B2 TABLEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIÈRES

NATURE	MONTANT BRUT DÉBUT EXERCICE	AUGMENTATION			DIMINUTION		MONTANT BRUT FIN EXERCICE	
		Acquisition	Production par l'entreprise pour elle-même	Virement	Cession	Retrait		Virement
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	27 422 126,00	8 958 119,00						36 380 245,00
* Frais préliminaires	26 383 876,00							26 383 876,00
* Charges à répartir sur plusieurs exercices	1 038 250,00	8 958 119,00						9 996 369,00
* Primes de remboursement obligations								
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	160 422 030,95	568 000,00						160 990 030,95
* Immobilisations en recherche et développement	1 467 419,50							1 467 419,50
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires	11 086 474,97	568 000,00						11 654 474,97
* Fonds commercial	147 868 136,48							147 868 136,48
* Autres immobilisations incorporelles								
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 191 438 512,21	562 876 161,48		20 201 835,01	26 225 772,30		20 201 835,01	2 728 088 901,39
* Terrains	211 895 744,62	71 512 818,03						283 408 562,65
* Constructions	1 427 426 852,50	243 483 114,28		8 172 390,22	8 250 794,54			1 670 831 562,46
* Installations techniques, matériel et outillage	489 087 858,32	175 298 944,32		12 029 444,79	17 689 429,57			658 726 817,86
* Matériel de transport	373 717,36							373 717,36
* Mobilier, matériel bureau et aménagements	16 326 854,66	3 639 005,08			285 548,19			19 680 311,55
* Autres immobilisations corporelles	2 450 900,00							2 450 900,00
* Immobilisations corporelles en cours	43 876 584,75	68 942 279,77					20 201 835,01	92 617 029,51
TOTAL GÉNÉRAL	2 379 282 669,16	572 402 280,48		20 201 835,01	26 225 772,30		20 201 835,01	2 925 459 177,34

B2 (bis) Tableau des Amortissements

NATURE	Cumul début exercice	Dotation de l'exercice	Amortissement sur les immobilisations sorties	Cumul d'amortissement en fin d'exercice
	1	2	3	4 = 1 + 2 - 3
IMMOBILISATIONS EN NON-VALEURS	27 278 885,92	1 863 243,80		29 142 129,72
* Frais préliminaires	26 383 876,00			26 383 876,00
* Charges à répartir sur plusieurs exercices	895 009,92	1 863 243,80		2 758 253,72
* Primes de remboursement des obligations				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	12 129 640,43	372 588,46		12 502 228,89
* Immobilisations en recherche et développement	1 467 419,50			1 467 419,50
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires	10 662 220,93	372 588,46		11 034 809,39
* Fonds commercial				
* Autres immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	846 883 822,08	80 416 480,45	26 340 071,78	900 960 230,75
* Terrains	3 106 510,99	440 827,58		3 547 338,57
* Constructions	437 035 083,23	42 988 623,47	8 401 327,02	471 622 379,68
* Installations techniques; matériel et outillage	391 355 746,41	34 440 357,40	17 653 196,57	408 142 907,24
* Matériel de transport	370 642,36	3 075,00		373 717,36
* Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	12 634 939,09	2 543 597,00	285 548,19	14 892 987,90
* Autres immobilisations corporelles	2 380 900,00			2 380 900,00
* Immobilisations corporelles en cours				
TOTAL GÉNÉRAL	886 292 348,43	82 652 312,71	26 340 071,78	942 604 589,36

B3 TABLEAU DES PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D’IMMOBILISATIONS

Compte principal	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur net d’amortissements	Prix de cession	Plus Values	Moins values
232280	8 302 435	8 290 727	11 708	403 600	403 600	11 708
233200	10 077 059	10 077 059	0	68 700	68 700	0
233242	1 843 599	1 807 366	36 233	17 500	17 500	36 233
233243	970 492	970 492	0	35 600	35 600	0
233248	3 153 386	3 153 386	0	114 000	114 000	0
235500	234 073	234 073	0	0	0	0
232340	3 700	3 700	0	0	0	0
251000	1 650 100	0	1 650 100	174 000 000	172 349 900	0
233100	1 482 654	1 482 654	0	290 000	290 000	0
235100	29 875	29 875	0	0	0	0
232700	106 900	106 900	0	0	0	0
235200	21 600	21 600	0	0	0	0
Total Général	27 875 872	26 177 832	1 698 041	174 929 400	173 279 300	47 941

B4 TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION

Raison sociale de la société émettrice	N° IF	Secteur d’activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d’acquisition global	Valeur nette comptable	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au C P C de l’exercice
							Date de clôture	Situation nette	Résultat net	
							6	7	8	
		1	2	3	4	5				9
MOUSSAFIR HOTELS	0	TOURISME	253 000 000,00	100,00	160 307 000,00	160 307 000,00	31/12/2021	264 298 434,55	24 293 793,36	0,00
CHAYLA	0	TOURISME	63 272 000,00	100,00	96 910 000,00	96 910 000,00	31/12/2023	38 129 346,42	13 243 456,38	0,00
SAEMOG	0	TOURISME	862 873 800,00	40,00	353 150 000,00	0,00	31/12/2021	155 972 591,37	-68 913 443,86	0,00
EMIROTEL	0	TOURISME	204 300 000,00	100,00	660 720 146,00	660 720 146,00	31/12/2021	222 690 650,95	15 332 417,70	0,00
SMHE	0	TOURISME	111 000 000,00	50,00	59 500 000,00	0,00	31/12/2022	-13 656 722,60	-1 452 500,08	0,00
T O T A L			1 494 445 800,00	--	1 330 587 146,00	917 937 146,00	--	595 399 078,22	-53 957 324,28	0,00

B5 TABLEAU DES PROVISIONS

N A T U R E	MONTANT DÉBUT EXERCICE	DOTATIONS			REPRISES			MONTANT FIN EXERCICE
		D'exploitation	Financières	Non courantes	D'exploitation	Financières	Non courantes	
1 Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	432 129 322,28				1 870 067,99			430 259 254,29
2 Provisions réglementées								
3 Provisions durables pour risques et charges								
SOUS TOTAL (A)	432 129 322,28				1 870 067,99			430 259 254,29
4 Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	52 198 056,59	20 132 166,02			17 123 007,52			55 207 215,05
5 Autres Provisions pour risques et charge	113 947 583,74	28 718 035,09			14 001 699,58			128 663 919,25
6 Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie	327 551,62		317 268,22			119 620,00		525 199,84
SOUS TOTAL (B)	166 473 191,95	48 850 201,11	317 268,22		31 124 707,10	119 620,00		184 396 334,14
TOTAL (A+B)	598 602 514,23	48 850 201,11	317 268,22		32 994 775,09	119 620,00		614 655 588,43

B6 TABLEAU DES CRÉANCES

Créances	Total	Analyse par Échéance			Autres Analyses			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Échues et non recouvrées	Montants en Devises	Montants sur l'État et Organismes Publics	Montants sur les Entreprises liées	Montants Représentés par Effets
De l'Actif Immobilisé	19 027 339,15	17 609 254,29	19 027 339,15					
- Prêts immobilisés								
- Autres créances financières	19 027 339,15	17 609 254,29	1 418 084,86					
De l'actif circulant	285 316 764,10		285 316 764,10			150 524 678,74	64 257 726,09	
- Fournisseurs débiteurs avances et acomptes	112 567,18		112 567,18					
- Clients et comptes rattachés	46 880 036,77		46 880 036,77					
- Personnel	43 250,26		43 250,26					
- État	150 524 678,74		150 524 678,74			150 524 678,74		
- Comptes d'associés	64 257 726,09		64 257 726,09				64 257 726,09	
- Autres débiteurs	17 073 843,36		17 073 843,36					
- Compte de régularisation actif	6 424 661,70		6 424 661,70					
T O T A U X	304 344 103,25	17 609 254,29	304 344 103,25			150 524 678,74	64 257 726,09	

B7 TABLEAU DES DETTES

Dettes	Total	Analyse par Échéance			Autres Analyses			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Échues et non recouvrées	Montants en Devises	Montants sur l'État et Organismes Publics	Montants sur les Entreprises liées	Montants Représentés par Effets
DE FINANCEMENT	1 100 713 578,57	121 762 740,53	1 100 713 578,57					
- Emprunts obligataires	250 000 000,00		250 000 000,00					
- Autres dettes de financement	850 713 578,57	121 762 740,53	728 950 838,04					
DU PASSIF CIRCULANT	286 004 615,39		286 004 615,39			14 967 499,86	80 583 898,04	
- Fournisseurs et comptes rattachés	118 663 301,72		118 663 301,72					
- Clients créditeurs, avances et acomptes	19 490 382,80		19 490 382,80					
- Personnel	25 390 099,84		25 390 099,84					
- Organismes sociaux	8 286 047,89		8 286 047,89					
- État	14 967 499,86		14 967 499,86			14 967 499,86		
- Comptes d'associés	80 583 898,04		80 583 898,04				80 583 898,04	
- Autres créanciers	6 526 213,14		6 526 213,14					
- Comptes de régularisation - Passif	12 097 172,10		12 097 172,10					
T O T A U X	1 386 718 193,96	121 762 740,53	1 386 718 193,96			14 967 499,86	80 583 898,04	

B8 TABLEAU DES SÛRETÉS RÉELLES DONNÉES OU REÇUES

Tiers Débiteurs ou Tiers Créditeurs	Montant couvert par la sùreté	Nature (1)	Date et Lieu d'inscription	Objet (2)(3)	V N C de la sùreté donnée
Sùreté donnée					
Autres réserves	411 000 000,00	Nantissement			
SDR	3 333 333,33	Cautiion		Subvention d'état	
Autres réserves	662 000 000,00	Hypothèque		Crédit	
SMIT	16 176 495,50	Subvention		Subvention d'état	
Autres réserves	400 000 000,00	Billet à ordre		Crédit	
Sùreté reçue					

B9 ENGAGEMENTS FINANCIERS REÇUS OU DONNÉS HORS OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL

Engagements Donnés	Montants Exercice	Montants Exercice Précédent
Engagement donné		
Engagement reçu		

B10 TABLEAU DES BIENS EN CRÉDIT-BAIL

RUBRIQUES	Date de la première échéance	Durée du contrat en mois	Valeur estimée du bien à la date du contrat	Durée théorique d'amortissement du bien	Cumul des exercices précédents des redevances	Montant de l'exercice des redevances	Redevances restant à payer		Prix d'achat résiduel en fin du contrat	Observations
							A moins d'un an	A plus d'un an		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bail MAGHREBAIL SUITE NOVOTEL	06/01/2009	180	65.463.426,03	15	92.343.032,16	6.817.497,71	6.817.498,00	1.136.249,62	654.634,26	
Bail MAGHREBAIL RABAT DIWAN	31/12/2012	180	100.000.000,00	16	102.251.935,13	9.823.875,00	9.823.875,00	36.020.875,00	10.000.000,00	
Bail MAGHREBAIL RABAT SHERAZADE	20/07/2012	120	53.000.000,00	10	65.236.971,44	1.725.327,00	0,00	0,00	5.300.000,00	
Bail Novotel CCC-MAGHREBAIL--SOGEALEASE	05/06/2016	180	265.000.000,00	15	129.977.182,00	27.152.619,00	32.203.492,08	230.791.693,20	26.500.000,00	
Bail sofitel CCC	01/01/2016	180	500.000.000,00	15	316.407.556,86	44.562.656,00	0,00	0,00	50.000.000,00	
TOTAL			983 463 426,03	--	706 216 677,59	90 081 974,71	48 844 865,08	267 948 817,82	92 454 634,26	--

B11 DÉTAIL DES POSTES DU C P C

	DÉSIGNATION	EXERCICE	EXERCICE PRÉCÉDENT
	CHARGES D'EXPLOITATION		
611	611 - Achats revendus de marchandises	528 492,74	304 478,46
	* Achats de marchandises	513 955,02	296 363,28
	Variation des stocks de marchandises (±)	14 537,72	8 115,18
	Total	528 492,74	304 478,46
612	612 - Achats consommés de matières et fournitures	154 971 204,06	141 404 185,93
	* Achat de matières premières	79 910 622,57	72 448 661,73
	* Variation des stocks de matières premières (+-)	-1 575 804,28	-1 429 848,36
	* Achats de matières et fournitures consommables et d'emballages	26 577 997,61	24 875 468,98
	Variation des stocks de matières, fournitures et emballages (+/-)	649 742,27	733 888,60
	* Achats non stockés de matières et de fournitures	33 927 752,02	29 452 483,01
	* Achats de travaux, études et prestations de services	15 480 893,87	15 323 531,97
	Total	154 971 204,06	141 404 185,93
613/614	613/614 - *Autres charges externes	361 615 023,22	301 261 218,72
	* Locations et charges locatives	59 594 110,52	56 474 857,17
	* Redevances de crédit-bail	90 081 974,73	46 687 737,65
	* Entretien et réparations	26 670 201,65	27 339 921,78
	* Primes d'assurances	3 744 954,22	3 500 237,19
	* Rémunérations du personnel extérieur à l'entreprise	58 581 501,09	42 864 213,98
	* Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	47 800 797,99	41 303 069,11
	* Redevances pour brevets, marques, droits	53 563 112,83	62 963 307,86
	*Transports	1 032 520,93	1 174 719,18
	* Déplacements, missions et réceptions	4 240 516,56	3 704 844,45
	* Reste du poste des autres charges externes	16 305 332,70	15 248 310,35
	Total	361 615 023,22	301 261 218,72
617	617 - * Charges de personnel	193 538 425,87	170 892 268,95
	* Rémunération du personnel	141 652 114,13	129 491 586,08
	* Charges sociales	35 172 559,84	30 755 298,52
	* Reste du poste des charges de personnel	16 713 751,90	10 645 384,35
	Total	193 538 425,87	170 892 268,95
618	618 - Autres charges d'exploitation	1 492 708,80	675 939,85
	* Jetons de présence	1 400 000,00	
	* Pertes sur créances irrécouvrables	92 708,80	675 939,85
	* Reste du poste des autres charges d'exploitation		
	Total	1 492 708,80	675 939,85
638	CHARGES FINANCIÈRES		
	638 *Autres charges financières		
	* Charges nettes sur cessions de titres et valeurs de placement		
	* Reste du poste des autres charges financières		
658	Total		
	CHARGES NON COURANTES	11 428 006,15	3 205 192,21
	658 - Autres charges non courantes	11 428 006,15	3 205 192,21
	* Pénalités sur marchés et dédits		
	* Rappels d'impôts (autres qu'impôts sur les résultats)		135 363,00
	* Pénalités et amendes fiscales et pénales	33 792,99	115 585,46
	* Créances devenues irrécouvrables	408 681,19	815 258,85
	* Reste du poste des autres charges non courantes	10 985 531,97	2 138 984,90
	Total	11 428 006,15	3 205 192,21

B11(BIS) DÉTAIL DES POSTES DU C P C (SUITE)

	DÉSIGNATION	EXERCICE	EXERCICE PRÉCÉDENT
	PRODUITS D'EXPLOITATION		
711	Ventes de marchandises	19 292 974,60	18 642 787,90
	Ventes de marchandises au Maroc		
	Ventes de marchandises à l'étranger		
	Reste du poste des ventes de marchandises	19 292 974,60	18 642 787,90
	Total	19 292 974,60	18 642 787,90
712	Ventes de biens et services produits	869 742 591,93	797 812 626,58
	Ventes de biens au Maroc		
	Ventes de biens à l'étranger		
	Ventes des services au Maroc	850 630 350,83	776 811 796,55
	Ventes des services à l'étranger		
	Redevances pour brevets, marques, droits		
	Reste du poste des ventes et services produits	19 112 241,10	21 000 830,03
	Total	869 742 591,93	797 812 626,58
713	Variation des stocks de produits		
	Variation des stocks des biens produits (+/-)		
	Variation des stocks des services produits (+/-)		
	Variation des stocks des produits en cours (+/-)		
718	Total		
	Autres produits d'exploitation		
	Jetons de présence reçus		
	Reste du poste des produits divers		
719	Total		
	Reprises d'exploitation transferts de charges	56 183 637,78	46 758 679,24
	Reprises	32 994 775,09	26 314 460,70
	Transferts de charges	23 188 862,69	20 444 218,54
738	Total	56 183 637,78	46 758 679,24
	PRODUITS FINANCIERS		
	Intérêts et autres produits financiers	28 900 220,93	6 798 574,54
	Intérêts et produits assimilés	3 162 199,58	4 020 182,63
	Revenus des créances rattachées à des participations	569 220,51	250 051,41
	Produits nets sur cessions de titres et valeurs de placement		
	Reste du poste intérêts et autres produits financiers	25 168 800,84	2 528 340,50
	Total	28 900 220,93	6 798 574,54

B12 Passage du Résultat Net Comptable au Résultat Net Fiscal

INTITULÉS	MONTANT (+)	MONTANT (-)
I. RÉSULTAT NET COMPTABLE		
Bénéfice net	233 324 339,42	
Perte nette		
II. RÉINTÉGRATIONS FISCALES	76 304 227,06	
RÉINTÉGRATIONS FISCALES COURANTES	53 640 147,06	
6541 PERTES SUR CHÈQUES ET CC IMPAYÉS	92 709,00	
6875 D.E.P. AUTRES RISQUES ET CHARGES	27 552 327,00	
6431 D,E,P, RISQUES ET CHARGES LITIGES PERSONNEL (À CARACTÈRE DURABLE)	23 445,00	
Provisions clients douteux créances douteuses	1 696 225,00	
Provisions clients douteux	9 558 285,00	
6431 D.E.P. RISQUES ET CHARGES LITIGES PERSONNEL	1 142 264,00	
6815 DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION DES COMPTES DE TRÉSORERIE	317 268,00	
Provision dépréciation stock	8 877 656,00	
Amortissement voiture non déductible	1 174 133,00	
6234 CADEAUX À LA CLIENTÈLE	73 531,00	
Autres charges Externes sur Exercices antérieurs	223 009,00	
Impôts sur Exercices antérieurs	4 548,00	
Intérêts compte courant d'associés à réintégrer	2 904 747,06	
RÉINTÉGRATIONS FISCALES NON COURANTES	22 664 080,00	
Fraction de la plus value rapportée à l'exercice actuel	8 925 548,00	
6712 PÉNALITÉS ET AMENDES FISCALES OU PÉNALES	25 344,00	
6712 PÉNALITÉS ET AMANDES FISCALES OU PÉNALES	8 449,00	
6541 CRÉANCES DEVENUES IRRÉCOUVRABLES	408 681,00	
6718 CHARGES NON COURANTES DIVERSES	10 985 532,00	
IS/CM	2 310 526,00	
III. DÉDUCTIONS FISCALES		153 759 325,95
DÉDUCTIONS FISCALES COURANTES		33 114 395,95
7816 REPRISES SUR PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION DES IMMOBILISATIONS		1 870 068,00
7875 REPRISES SUR PROVISIONS AUTRES RISQUES ET CHARGES		13 207 979,00
6431 REPRISES SUR PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES LITIGES PERSONNEL		793 721,00
7821 REPRISES SUR PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION DES CRÉANCES DOUTEUSES		2 490 877,00
7815 REPRISES SUR PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION DES COMPTES DE TRÉSORERIE		119 620,00
REPRISE STOCK		14 632 130,95
DÉDUCTIONS FISCALES NON COURANTES		120 644 930,00
793ABATTEMENT CESSION TITRES IMMOB 70%		120 644 930,00
Total	309 628 566,48	153 759 325,95
IV. RÉSULTAT BRUT FISCAL		
Bénéfice brut si T1> T2 (A)	155 869 240,53	
Déficit brut fiscal si T2> T1 (B)		
V. REPORTS DÉFICITAIRES IMPUTES (C) (1)		155 869 240,53
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		155 869 240,53
VI - RÉSULTAT NET FISCAL		
. Bénéfice net fiscal (A - C) (OU)		
. Déficit net fiscal (B)		

B12 Passage du Résultat Net Comptable au Résultat Net Fiscal

INTITULÉS	MONTANT (+)	MONTANT (-)
VII. CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFÉRÉS	277 374 109,18	
VIII. CUMUL DES DÉFICITS FISCAUX RESTANT À REPORTER		
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		

B13 Détermination du Résultat Courant Après Impôts

I DÉTERMINATION DU RÉSULTAT	MONTANT
Résultat courant d'après C P C (+/-)	60 569 696,17
Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	53 640 147,06
Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	33 114 395,95
Résultat courant théoriquement imposable (=)	81 095 447,28
Impôt théorique sur résultat courant (-)	
Résultat courant après impôts (=)	60 569 696,17

B14 Détail de La Taxe sur La Valeur Ajoutée

NATURE	Solde au début de l'exercice	Opérations comptables de l'exercice	Déclarations T V A de l'exercice	Solde fin d'exercice
	(1)	(2)	(3)	(1+2-3=4)
A T V A Facturée	-2 352 720,46	94 728 093,48	94 779 158,00	-2 403 784,98
B T V A Récupérable	23 681 916,21	124 903 634,29	136 133 726,00	12 451 824,50
sur charges	18 043 633,57	95 898 412,00	104 789 890,00	9 152 155,57
sur immobilisations	5 638 282,64	29 005 222,29	31 343 836,00	3 299 668,93
C T V A dûe ou crédit de T V A = (A - B)	-26 034 636,67	-30 175 540,81	-41 354 568,00	-14 855 609,48

B15 PASSIF ÉVENTUEL

PASSIF ÉVENTUEL

C1 Capital Social

Principaux associés		Identifiant Fiscal	N° C N I	N° C E	Adresse	NOMBRE DE TITRES		Valeur nominale de chaque action ou part sociale	MONTANT DU CAPITAL		
Nom, prénom	Associés					Ex N - 1	Actuel		Souscrit	Appelé	Libéré
RMA WATANIYA ET FILIALES	RMA WATANIYA ET FILIALES	111018			83, AVENUE DES FAR CASABLANCA	5 264 250,00	5 264 250,00	100	526 425 000,00	526 425 000,00	526 425 000,00
ACCOR SA	ACCOR SA	6902450			"27 RUE DE LA MARE-NEUVE 91027 EVRY"	4 776 605,00		100	477 660 500,00	477 660 500,00	477 660 500,00
MUTRIS SNC	MUTRIS SNC	53632885			22 BOULEVARD ABDELKRIM AL KHATTABI, CASABLANCA		4 776 605,00	100	477 660 500,00	477 660 500,00	477 660 500,00
CIMR	CIMR	40246524			100, BD ABDELMOUMEN CASABLANCA	1 765 522,00	1 765 522,00	100	176 552 200,00	176 552 200,00	176 552 200,00
MCMA-MAMDA	MCMA	3300462			16, RUE ABOU INANE RABAT	857 839,00	857 839,00	100	85 783 900,00	85 783 900,00	85 783 900,00
AUTRES (y compris le flottant)	AUTRES (y compris le flottant)	6902450				1 337 498,00	1 337 498,00	100	133 749 800,00	133 749 800,00	133 749 800,00
CFG	CFG	1032096			5, RUE IBN TOUFAIL CASABLANCA	134 127,00	0,00	100	13 412 700,00	13 412 700,00	13 412 700,00

C2 Tableau d’Affectation des Résultats Intervenues au cours de l’Exercice

A ORIGINE DES RÉSULTATS À AFFECTER		MONTANT	B AFFECTATION DES RÉSULTATS	MONTANT
Décision du	30/06/2023		Réserve légale	1 327 273,67
Report à nouveau		-98 651 569,43	Autres réserves	
Résultats nets en instance d'affectation			Tantièmes	
Résultat net de l'exercice		125 197 042,78	Dividendes	
Prélèvements sur les réserves			Autres affectations	
Autres prélèvements			Report à nouveau	25 218 199,68
TOTAL A		26 545 473,35	TOTAL B	26 545 473,35

C3 Résultats et autres éléments caractéristiques de l’Entreprise au cours des Trois Derniers Exercices

Nature des Indications	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023
SITUATION NETTE DE L'ENTREPRISE			
Capitaux propres plus capitaux propres assimilés moins immobilisations en non-valeurs	1 788 595 054,03	1 953 136 803,26	2 181 916 204,92
OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE			
1 Chiffre d'affaires hors taxes	383 879 776,24	816 455 414,48	889 035 566,53
2 Résultat avant impôts	-121 502 252,42	128 506 495,10	235 634 865,64
3 Impôts sur les résultats	2 022 651,40	3 309 452,32	2 310 526,23
4 Bénéfices distribués (y compris les tantièmes) de l'exercice précédent			
5 Résultats non distribués (mis en réserves ou en instance d'affectation)	-123 524 903,82	125 197 042,78	233 324 339,41
RÉSULTAT PAR TITRE (Pour les sociétés par actions et SARL)			
Résultat net par action ou part sociale de l'exercice	-8,62	8,74	16,29
Bénéfices distribués par action ou part sociale de l'exercice précédent			
PERSONNEL			
Montant des salaires bruts de l'exercice	122 430 208,13	129 491 586,08	141 652 114,13
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	863	1 204	1 208

C4 Tableau des Opérations en Devises Comptabilisées pendant l’Exercice

Nature	Entrée Contre Valeur en Dirhams	Sortie Contre Valeur en Dirhams
- Financement permanent	Néant	Néant
- Immobilisations brutes	Néant	Néant
- Rentrées sur immobilisations	Néant	Néant
- Remboursement des dettes de financement	Néant	Néant
Produits	Néant	Néant
Charges	Néant	Néant
TOTAL DES ENTRÉES	Néant	Néant
TOTAL DES SORTIES	Néant	Néant
BALANCE DEVICES	Néant	Néant
TOTAL (ÉGALITÉ)	Néant	Néant

C5 Datations Et Évènements Postérieurs

Date de clôture(1)	31/12/2023
Date d'établissement des états de synthèse (2) 14/03/2024	
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement du délais réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse	
"ÉVÈNEMENTS NÉS POSTÉRIEUREMENT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLE À CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA PREMIÈRE COMMUNICATION DES ÉTATS DE SYNTHÈSE"	
INDICATION DES ÉVÈNEMENTS"	
Évènements favorables	
Évènements dé-favorables	

C6 État Détaillé des Stocks

STOCKS	STOCK FINAL			STOCK INITIAL		Variation de stock en valeur (+ ou -)	
	Montant brut	Provision pour dépréciation	Montant net	Montant brut	Provision pour dépréciation		Montant net
	1	2	3	4	5		6
I Stocks Approvisionnement							
1- Biens et produits destinés à la revente en l'état	123 868,51		123 868,51	5 175 725,15	5 036 994,13	138 731,02	14 862,51
* Biens immeubles							
* Biens meubles	123 868,51		123 868,51	5 175 725,15	5 036 994,13	138 731,02	14 862,51
2- Biens et Matières Premières destinés aux activités de production et de transformation	15 911 291,44	5 394 300,31	10 516 991,13	14 978 193,61	6 111 781,63	8 866 411,98	-1 650 579,15
3- Matières premières	9 115 368,84	5 394 300,31	3 721 068,53	7 539 564,56	6 111 781,63	1 427 782,93	-2 293 285,60
4- Matières consommables	5 873 641,44		5 873 641,44	6 503 366,33		6 503 366,33	629 724,89
5 - Pièces détachées							
6- Carburants, lubrifiants pour véhicules de transport	922 281,16		922 281,16	935 262,72		935 262,72	12 981,56
- Emballage	3 889,20		3 889,20	2 302,80		2 302,80	-1 586,40
7 * récupérables	3 889,20		3 889,20	2 302,80		2 302,80	-1 586,40
8 * vendus							
9 * perdus							
10- Total stocks approvisionnement	16 039 049,15	5 394 300,31	10 644 748,84	20 156 221,56	11 148 775,76	9 007 445,80	-1 637 303,04
II Stock en cours Production de biens et service							
11- Produits en cours							
12- Etudes en cours							
13- Travaux en cours							
14- Services en cours							
15- Total Stocks des en cours							
III Stock Produits finis							
16- Produits finis							
17- Biens finis							
18- Total Stocks Produits et Biens finis							
IV Stock Produits résiduels							
19- Déchets							
20- Rebut							
21- Matières de récupération							
22- Total Stocks Produits résiduels							
23- TOTAL GÉNÉRAL (ligne 10+15+18+22)	16 039 049,15	5 394 300,31	10 644 748,84	20 156 221,56	11 148 775,76	9 007 445,80	-1 637 303,04

Rapport de
GESTION

I- ACTIVITÉ DE RISMA : FAITS MARQUANTS ET CHIFFRE CLÉS :

Une année marquée par :

- La sortie d’Accor de l’actionnariat de RISMA, et l’entrée de Mutris au capital de RISMA en date du 2 août 2023,
- La cession de la participation Accor Gestion Maroc par RISMA, en date du 3 août 2023,
- Croissance remarquable au cours de l’année 2023,
- Bonne performance du chiffre d’affaires hébergement +15,2% par rapport à 2022 et du chiffre d’affaires restauration +10,1% par rapport à 2022,
- Bonne performance du chiffre d’affaires total avec +13,5% et du GOP avec +12,3% par rapport à 2022.

Les indicateurs de performance à périmètre comparable se présentent comme suit :

- **Taux d’occupation : 57%** en amélioration de 6 pts par rapport à 2022.
- **Chiffre d’affaires : 1 174 MDH** en hausse de 13% par rapport à 2022.
- **RevPar : 686 MDH** soit **+18%** vs 31 décembre 2022.
- **Excédent Brut d’Exploitation (EBITDA) : 463 MDH** soit **+352MDH** vs 31 décembre 2022.

II- ÉTATS FINANCIERS ANNUELS CONSOLIDÉS :

2. a Compte de résultats :

Les états de synthèse de l’exercice clos le 31 décembre 2023 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d’évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

En MAD milliers	31/12/22	31/12/23	Variation	Variation en %
Chiffre d'affaires	1 036 566	1 174 515	137 949	13%
Charges d'exploitation	(678 766)	(751 395)	(72 630)	11%
Résultat Brut d'Exploitation	357 800	423 120	65 320	18%
Loyers	(5 549)	(9 214)	(3 665)	66%
Excédent brut d'exploitation	352 251	413 906	61 655	18%
Amortissements et provisions	(148 248)	(164 108)	(15 860)	11%
Résultat d'exploitation	204 004	249 799	45 795	22%
Résultat financier	(58 325)	(92 195)	(33 869)	58%
Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence	7 593		(7 593)	-100%
Résultat avant impôt	153 271	157 604	4 333	3%
Résultat de la gestion des autres actifs	15 817	161 682	145 865	922%
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL AVANT IMPÔT	169 088	319 286	150 197	89%
Dépréciation d'actif				
Impôts	(10 389)	(65 968)	(55 579)	535%
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	158 699	253 318	94 618	
Intérêts minoritaires	(6 625)	(9 264)	(2 639)	40%
Résultat Net part du Groupe	152 075	244 054	91 979	60%
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	14 326 947	14 326 947	-	0%
Résultat net par action (en MAD)	11	17	6	60%
Résultat net dilué par action (en MAD)	11	17	6	60%

L’année 2023 a permis d’atteindre :

- **Un chiffre d’affaires consolidé de 1 174 MDH** en hausse de **13%** par rapport à 2022. La hausse est principalement liée à la reprise de l’activité.
- **Un Excédent Brut d’Exploitation de 413 MDH**, en hausse de **62 MDH** par rapport à 2022 grâce à la bonne maitrise de charges du Groupe, ainsi qu’à la reprise de l’activité.
- **Un résultat financier de 92 MDH** qui enregistre une hausse par rapport à 2022.
- **Un Résultat Net Part du Groupe de 244 MDH** en hausse par rapport à 2022, liée essentiellement à la reprise de l’activité.

2. b Bilan consolidé :

Bilan actif :

En MAD milliers	31/12/22	31/12/23	Variation	Variation en %
Écart d'Acquisition	281 505	281 505	-	0%
Immobilisations Incorporelles	1 171	1 865	694	59%
Immobilisations Corporelles	2 718 996	2 755 788	36 792	1%
Titres mis en équivalence	27 806	()	(27 806)	-100%
Autres immobilisations financières	2 103	-	(2 103)	-100%
Immobilisations financières	29 909	()	(29 909)	-100%
Actifs d'impôts différés	87 720	47 776	(39 944)	-46%
Total Actif Non Courant	3 119 300	3 089 249	(30 051)	-1%
Stocks	11 499	13 646	2 147	19%
Clients	49 743	50 946	1 203	2%
Autres tiers	153 113	170 879	17 766	12%
- TVA à récupérer	112 976	134 400	21 423	19%
- Créances d'impôts et taxes	17 065	20 702	3 637	21%
- Créances vis-à-vis d'organismes sociaux	(115)	(99)	16	-14%
- Charges constatées d'avance	1 975	2 143	168	8%
- Autres débiteurs	21 212	13 734	(7 478)	-35%
Fonds réservés Titres de Services courants				
Créances sur cessions d'actifs à court terme				
Prêts à court terme				
Trésorerie et équivalence de trésorerie	839 728	676 496	(163 232)	-19%
Total Actif Courant	1 054 084	911 968	(142 116)	-13%
Total Actif	4 173 384	4 001 216	(172 167)	-4%

Bilan passif :

En MAD milliers	31/12/22	31/12/23	Variation	Variation en %
Capital	1 432 695	1 432 695	-	0%
Primes et réserves	(367 034)	(198 111)	168 923	-46%
Résultat de l'exercice	152 075	244 054	91 979	60%
Capitaux Propres Part Groupe	1 217 736	1 478 638	260 902	21%
Intérêts minoritaires	91 367	100 630	9 264	10%
Capitaux Propres	1 309 102	1 579 268	270 166	21%
Autres dettes à long terme	2 044 816	1 553 157	(373 134)	-18%
Provisions à caractère non courant	2 852	3 401	548	19%
Total Passif Non Courant	2 047 669	1 556 558	(372 586)	-18%
Fournisseurs	257 016	119 869	(137 147)	-53%
Autres tiers et impôt société	235 620	189 450	(46 170)	-20%
Provisions à caractère courant	83 410	105 175	21 765	26%
Dettes financières à court terme (y.c location financement)	158 309	364 496	87 661	55%
Banques	82 258	86 400	4 142	5%
Total Passif Courant	816 613	865 390	(69 748)	-9%
Total PASSIF	4 173 384	4 001 216	(172 168)	-4%

Les principales variations du bilan se présentent comme suit :

- **L’actif immobilisé** s’élève à **3 089 MDH** en baisse de **30 MDH** liée principalement aux acquisitions et amortissements de l’année.
- **Les créances clients** s’élèvent à **51 MDH**.
- **Les autres tiers** s’élèvent à **171 MDH** en hausse de **18 MDH**.
- **Les capitaux propres** s’élèvent à **1 579 MDH** en hausse de **270 MDH**.
- **La dette nette** s’élève à **1 328 MDH**.

III- ÉTATS FINANCIERS ANNUELS SOCIAUX :

3. a Comptes de produits et de charges :

Données en MDH	31/12/22	31/12/23	Variation en valeur	Variation en %
Ventes de bien et services produits	798	870	72	9%
Autres produits	65	75	10	15%
Total produits d'exploitation	863	945	82	9%
Achats consommés de matières et de fournitures	(141)	(155)	-14	10%
Autres charges externes	(301)	(362)	-60	20%
Impôts et taxes	(14)	(17)	-3	20%
Charges de personnel	(171)	(194)	-23	13%
Autres charges d'exploitation	(1)	(1)	-1	N/A
Dotations d'exploitation	(101)	(132)	-30	30%
Total Charges d'exploitation	(730)	(861)	-131	18%
Résultat d'exploitation	133	85	-49	-37%
Total des produits financiers	8	29	22	271%
Total des charges financières	(13)	(53)	-40	310%
Résultat Financier	(5)	(24)	-19	371%
Résulat Courant	128	61	-68	-53%
Total des produits Non Courants	4	189	183	N/A
Total des charges Non Courantes	(3)	(13)	-8	234%
Résulat Non Courant	0	175	175	43221%
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	129	236	107	83%
IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	(3)	(2)	1	-30%
RÉSULTAT NET	125	233	108	86%

L’année 2023 a été impactée positivement par la reprise de l’activité, les résultats se présentent comme suit :

- Un **Résultat d’Exploitation** de **85 MDH**, en **baisse** de **49 MDH** par rapport à 2022.
- Un **Résultat Net Social** de **+233 MDH**.

3. b Bilan social :

Bilan actif :

Données en MDH	31/12/22	31/12/23	Variation en valeur	Variation en %
Immobilisations en non valeur	0	7	7	4953%
Immobilisations incorporelles	148	148	0	0%
Immobilisations corporelles	1 343	1 827	484	36%
Immobilisations financières	901	919	19	2%
Actif Immobilisé	2 392	2 902	510	21%
Stocks	9	11	2	18%
Clients et comptes rattachés	50	45	-5	-10%
Personnel	0	0	0	N/A
État	124	151	27	21%
Comptes d'associés débiteurs	88	30	-57	-65%
Autres débiteurs	6	3	-3	-51%
Compte de régularisation actif	5	6	1	27%
Titre et valeur de placement	615	501	-114	-19%
Actif Circulant	897	747	-150	-17%
Trésorerie	155	83	-73	-47%
TOTAL ACTIF	3 444	3 732	288	8%

Bilan passif :

Données en MDH	31/12/22	31/12/23	Variation en valeur	Variation en %
Capitaux propres	1 918	2 151	233	12%
Capital Social	1 433	1 433		
Résultat	125	233	108	86%
Prime d'émission, de fusion, d'apport	444	444	0	0%
Réserve légale	15	16	0	0%
Report à nouveau (2)	-99	25	124	-126%
Subvention d'investissement	35	31		
Dettes de Financement	881	1 101	219	25%
Financement Permanent	2 835	3 283	448	16%
Fournisseurs et comptes rattachés	224	119	-105	-47%
Clients créditeurs	19	19	0	1%
Personnel	22	25	3	14%
Organismes sociaux	8	8	1	7%
État	16	15	-1	-9%
Comptes d'associés Créditeurs	76	81	4	5%
Autres créanciers	17	7	-11	-63%
Compte de régularisation passif	14	12	-2	-15%
Autres Provisions pour Risques et charges	114	129	15	13%
Passif Circulant	511	415	-97	-19%
Trésorerie	98	35	-63	-65%
TOTAL PASSIF	3 444	3 732	288	8%

Les principales variations du bilan se présentent comme suit :

- Les **Dettes Fournisseurs** s’élèvent à **119 MDH** en baisse de **105 MDH** liée principalement au paiement des tiers suite à l’entrée en vigueur de la nouvelle loi.
- Les **Créances clients** s’élèvent à **45 MDH** en baisse de **5 MDH**.
- Le **financement permanent** s’élève à **3 283 MDH** en hausse de **448 MDH**, il est composé des capitaux propres pour **2 151 MDH**, des subventions d’investissement pour **31 MDH** et des dettes de financement pour **1 101 MDH**.

IV- ÉTAT DES FILIALES ET PARTICIPATIONS :

Société	Pourcentage
Chayla	100
Emirotel	100
Moussafir Hotels	100
Saemog	40
SMHE	50

La participation de RISMA dans Accor Gestion Maroc a été cédée en date du 3 août à Accor pour 174 MDH. Les titres d’Accor Gestion Maroc dans les comptes sociaux de RISMA représentaient 1 650 100 DH.

V- SYNTHÈSE DES RÉSULTATS SOCIAUX 2023 DES FILIALES DE RISMA :

en MAD	Capital Social	Primes d'émission	Report à nouveau après distribution résultat 2022	Réserve légale après distribution résultat 2022	Autres réserves après distribution résultat 2022	Résultat net 2023	Capitaux propres au 31/12/2023	Dotation Réserve légale	Dotation autres réserves	Résultat distribuable 2024	Proposition de distribution des dividendes	Report à nouveau après distribution résultat 2023
Chayla	63 272 000,00	-	(40 005 441,21)	1 619 331,25	-	13 243 456,38	38 129 346,42	-	-	(26 761 984,83)	-	(26 761 984,83)
Emirotel	204 300 000,00	-	(774 302,19)	3 832 535,44	-	15 332 417,70	222 690 650,95	727 905,78	-	13 830 209,73	13 829 067,00	1 142,73
Moussafir Hôtels	253 000 000,00	-	(31 969 849,91)	19 300 000,00	-	24 293 793,36	264 623 943,45	-	-	(7 676 056,55)		(7 676 056,55)
Moussaf	16 000 000,00	-	(6 667 424,85)	1 600 000,00	-	2 421 447,77	13 354 022,92	-	-	(4 245 977,08)	-	(4 245 977,08)
HCH	300 000,00	-	(1 018 955,11)	8 595,06	-	(22 933,30)	(733 293,35)	-	-	(1 041 888,41)	-	(1 041 888,41)
SMHE	119 000 000,00	-	(131 204 222,52)	-	-	(1 452 500,08)	(13 656 722,60)	-	-	(132 656 722,60)	-	(132 656 722,60)

VI- FILIALES DE RISMA

6.a) CHAYLA

1. Situation financière CHAYLA

Au 31 décembre 2023, les disponibilités nettes ont connu une amélioration par rapport à leur niveau au 31 décembre 2022 passant de 382 KDH en 2022 à 1 569 KDH en 2023. Cette variation est liée aux éléments suivants :

I SYNTHÈSES DES MASSES DU BILAN	Exercice	Exercice précédent	Exercice a - b	
			Emplois	Ressources
	b	a	c	d
Financement permanent	40 665 651,88	7 986 334,37		32 679 317,51
Moins actif immobilisé	46 102 916,12	43 904 552,92	2 198 363,20	
= FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1-2) (A)	-5 437 264,24	-35 918 218,55		30 480 954,31
Actif circulant	4 731 039,99	4 568 000,35	163 039,64	
Moins Passif circulant	11 737 238,99	40 868 087,80	29 130 848,81	
= BESOINS DE FINANCEMENT GLOBAL (4-5) (B)	-7 006 199,00	-36 300 087,45	29 293 888,45	
TRÉSORERIE NETTE (ACTIF -PASSIF) A - B	1 568 934,76	381 868,90	1 187 065,86	

2. État de synthèse CHAYLA :

A C T I F	EXERCICE			EXERCICE PRÉCÉDENT
	Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net
Immobilisations en non valeurs→[A]				
Frais préliminaires				
A Charges à répartir sur plusieurs exercices				
C Primes de remboursement des obligations				
T Immobilisations incorporelles→ [B]	84 391,38	56 471,45	27 919,93	28 099,73
I Immobilisations en Recherche et Développement				
F Brevets, marques, droits et valeurs similaires	84 391,38	56 471,45	27 919,93	28 099,73
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
I Immobilisations corporelles →[C]	209 486 141,73	163 476 448,95	46 009 692,78	43 811 149,78
M Terrains	5 161 975,77	3 978 983,99	1 182 991,78	1 214 939,73
M Constructions	123 164 192,96	85 021 195,72	38 142 997,24	39 174 139,96
M Installations techniques, matériel et outillage	77 495 337,18	71 951 792,61	5 543 544,57	2 979 229,94
M Matériel de transport	93 906,88	93 906,88		
O Mobilier, Matériel de bureau, Aménagement Divers	2 718 248,86	2 428 469,75	289 779,11	108 867,32
B Autres immobilisations corporelles	2 100,00	2 100,00		
I Immobilisations corporelles en cours	850 380,08		850 380,08	333 972,83
L Immobilisations financières→[D]	65 303,41		65 303,41	65 303,41
I Prêts immobilisés				
I Autres créances financières	64 944,00		64 944,00	64 944,00
S Titres de participation				
E Autres titres immobilisés	359,41		359,41	359,41
E Écarts de conversion actif→ [E]				
Diminution des créances immobilisées				
Augmentations des dettes de financement				
TOTAL (A+B+C+D+E)	209 635 836,52	163 532 920,40	46 102 916,12	43 904 552,92
Stocks→[F]	906 023,89	220 386,42	685 637,47	545 744,01
A Marchandises	13 787,11		13 787,11	15 336,04
C Matières et fournitures consommables	892 236,78	220 386,42	671 850,36	530 407,97
T Produits en cours				
I Produits intermédiaires et produits résiduels				
F Produits finis				
C Créances de l'actif circulant→[G]	4 189 347,97	143 945,45	4 045 402,52	3 890 006,31
C Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes				
I Clients et comptes rattachés	362 033,19	143 945,45	218 087,74	566 647,71
R Personnel				-132 250,03
C État	3 503 795,93		3 503 795,93	2 971 699,39
U Comptes d'associés				
L Autres débiteurs	260 000,00		260 000,00	404 642,71
A Comptes de régularisation- Actif	63 518,85		63 518,85	79 266,53
N Titres et valeurs de placement→[H]				
T Écarts de conversion actif→ [I]Éléments circulants				
TOTAL II (F+G+H+I)	5 095 371,86	364 331,87	4 731 039,99	4 435 750,32
T Trésorerie-Actif	1 568 934,76		1 568 934,76	381 868,90
R Chèques et valeurs à encaisser	52 633,28		52 633,28	500 294,41
E Banques, T.G et C.C.P	1 455 897,72		1 455 897,72	-176 176,39
S Caisse, Régie d'avances et accreditifs	60 403,76		60 403,76	57 750,88
TOTAL III	1 568 934,76		1 568 934,76	381 868,90
TOTAL GÉNÉRAL I+II+III	216 300 143,14	163 897 252,27	52 402 890,87	48 722 172,14

P A S S I F	EXERCICE	EXERCICE PRÉCÉDENT
CAPITAUX PROPRES	38 129 346,42	4 885 890,42
Capital social ou personnel (1)	63 272 000,00	43 272 000,00
F Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé		
I Capital appelé	63 272 000,00	43 272 000,00
N Dont versé	63 272 000,00	43 272 000,00
A Prime d'émission, de fusion, d'apport		0,38
N Écarts de réévaluation		
C Réserve légale	1 619 331,25	1 619 331,25
E Autres réserves		
M Report à nouveau (2)	-40 005 441,21	-47 015 809,05
E Résultat en instance d'affectation		
N Résultat net de l'exercice (2)	13 243 456,38	7 010 367,84
N Total des capitaux propres (A)	38 129 346,42	4 885 890,42
T Capitaux propres assimilés (B)	2 528 305,46	3 092 443,95
Subventions d'investissement	2 528 305,46	3 092 443,95
P Provisions réglementées		
E Dettes de financement (C)	8 000,00	8 000,00
R Emprunts obligataires		
M Autres dettes de financement	8 000,00	8 000,00
A Provisions durables pour risques et charges (D)		
N Provisions pour risques		
E Provisions pour charges		
N Écarts de conversion-passif (E)		
T Augmentation des créances immobilisées		
T Diminution des dettes de financement		
TOTAL I (A+B+C+D+E)	40 665 651,88	7 986 334,37
P Dettes du passif circulant (F)	8 901 932,80	38 616 352,58
A Fournisseurs et comptes rattachés	3 853 412,69	9 955 927,38
S Clients créditeurs, avances et acomptes	693 883,46	318 391,77
I Personnel	966 043,48	737 305,89
F Organismes sociaux	273 186,88	264 596,38
C État	336 255,05	375 855,83
I Comptes d'associés	2 532 586,38	25 855 405,55
R Autres créanciers	246 564,86	1 005 541,65
U Comptes de régularisation passif		103 328,13
L Autres provisions pour risques et charges (G)	2 835 306,19	2 119 485,19
A Écarts de conversion - passif (Éléments circulants) (H)		
T TOTAL II (F+G+H)	11 737 238,99	40 735 837,77
TRÉSORERIE PASSIF		
T Crédits d'escompte		
R Crédits de trésorerie		
E Banques (Soldes créditeurs)		
TOTAL III		
TOTAL GÉNÉRAL I+II+III	52 402 890,87	48 722 172,14

DÉSIGNATION		OPÉRATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE	TOTAUX DE L'EXERCICE PRECEDENT
		Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents		
		1	2	3 = 2 + 1	4
E X P L O I T A T I O N	PRODUITS D'EXPLOITATION	59 447 384,60		59 447 384,60	42 342 457,84
	Ventes de marchandises (en l'état)	13 424,16		13 424,16	14 536,19
	Ventes de biens et services produits	57 695 375,28		57 695 375,28	40 845 391,84
	Chiffres d'affaires	57 708 799,44		57 708 799,44	40 859 928,03
	Variation de stocks de produits (1)				
	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même				
	Subventions d'exploitation				
	Autres produits d'exploitation				
	Reprises d'exploitation : transferts de charges	1 738 585,16		1 738 585,16	1 482 529,81
	Total I	59 447 384,60		59 447 384,60	42 342 457,84
C H A R G E S D' E X P L O I T A T I O N	CHARGES D'EXPLOITATION	45 247 275,70	26 848,26	45 274 123,96	33 418 061,11
	Achats revendus(2) de marchandises	15 587,25		15 587,25	14 517,87
	Achats consommés(2) de matières et fournitures	12 117 417,79	15 280,00	12 132 697,79	9 304 502,44
	Autres charges externes	17 273 587,69	9 318,26	17 282 905,95	11 564 112,46
	Impôts et taxes	1 437 748,81		1 437 748,81	726 960,47
	Charges de personnel	8 379 621,03	2 250,00	8 381 871,03	7 525 181,00
	Autres charges d'exploitation				1 944,00
	Dotations d'exploitation	6 023 313,13		6 023 313,13	4 280 842,87
	Total II	45 247 275,70	26 848,26	45 274 123,96	33 418 061,11
	RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	14 200 108,90	-26 848,26	14 173 260,64	8 924 396,73
F I N A N C I E R S	PRODUITS FINANCIERS	303 398,33		303 398,33	143 563,16
	Produits des titres de participation et autres titres immobilisés				
	Gains de change	43 398,33		43 398,33	31 642,99
	Interêts et autres produits financiers				76 426,17
	Reprises financières : transfert charges	260 000,00		260 000,00	35 494,00
	Total IV	303 398,33		303 398,33	143 563,16
	CHARGES FINANCIÈRES	1 525 364,50		1 525 364,50	1 763 496,80
	Charges d'interêts	1 490 280,18		1 490 280,18	1 470 741,83
	Pertes de change	35 084,32		35 084,32	25 260,97
	Autres charges financières				
Dotations financières				267 494,00	
Total V	1 525 364,50		1 525 364,50	1 763 496,80	
VI	RÉSULTAT FINANCIER (IV-V)	-1 221 966,17		-1 221 966,17	-1 619 933,64
VII	RÉSULTAT COURANT (III+VI)	12 978 142,73	-26 848,26	12 951 294,47	7 304 463,09

DÉSIGNATION		OPÉRATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE	TOTAUX DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT
		Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents		
VII	RÉSULTAT COURANT (III+VI)	12 978 142,73	-26 848,26	12 951 294,47	7 304 463,09
	PRODUITS NON COURANTS	617 172,10		617 172,10	110 534,01
	Produits des cessions d'immobilisations	52 000,00		52 000,00	45 600,00
	Subventions d'équilibre				
VIII	Reprises sur subventions d'investissement				
N	Autres produits non courants	565 172,10		565 172,10	64 934,01
O	Reprises non courantes ; transferts de charges				
N	Total VIII	617 172,10		617 172,10	110 534,01
	CHARGES NON COURANTES	117 296,06	63 331,05	180 627,11	240 497,30
C	Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées				
O	Subventions accordées				
U	Autres charges non courantes	117 296,06	63 331,05	180 627,11	240 497,30
R	Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions				
A	Total IX	117 296,06	63 331,05	180 627,11	240 497,30
N	X RÉSULTAT NON COURANT (VIII-IX)	499 876,04	-63 331,05	436 544,99	-129 963,29
T	XI RÉSULTAT AVANT IMPOTS (VII+X)	13 478 018,77	-90 179,31	13 387 839,46	7 174 499,80
	XII IMPÔTS SUR LES RESULTATS	144 383,08		144 383,08	164 131,96
	XII RESULTAT NET (XI-XII)	13 333 635,69	-90 179,31	13 243 456,38	7 010 367,84
	XIV TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VII)	60 367 955,03		60 367 955,03	42 596 555,01
	XV TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XIII)	47 034 319,34	90 179,31	47 124 498,65	35 586 187,17
XVI	RÉSULTAT NETI(total des produits-total des charges)	13 333 635,69	-90 179,31	13 243 456,38	7 010 367,84

Le résultat net 2023 s'établit à 13 MDH, il s'améliore de 6 MDH par rapport au résultat net de l'exercice 2022. Ce résultat est constitué des éléments suivants :

- **Résultat d’exploitation** : 14,173 MDH contre 8,924 MDH en 2022 ;
- **Résultat financier** : (1,222) MDH contre (1,620) MDH en 2022 ;
- **Résultat non courant** : 0 ,436 MDH contre (0,130) MDH en 2022 ;
- **L’impôt sur les résultats** : 0,144 MDH contre 0,164 MDH en 2022.

3. Affectation du résultat CHAYLA

■ Résultat net de l'exercice	: 13 243 456,38 Dhs
■ Report à nouveau débiteur	: (40 005 441,21) Dhs
■ Réserve légale	: 1 619 331,25 Dhs

A affecter comme suit: En MAD	Situation Au 31/12/2023	Proposition d'affectation du résultat	Après Affectation résultat
CAPITAUX PROPRES	38 129 346,42		91 649 060,05
Capital social ou personnel	63 272 000,00		63 272 000,00
Prime d'émission, de fusion, d'apport			0,00
Réserve légale	1 619 331,25	0,00	1 619 331,25
Autres réserves			0,00
Report à nouveau	-40 005 441,21		26 757 728,80
Résultat en instance d'affectation			0,00
Résultat net de l'exercice	13 243 456,38		0,00

4. Délai de paiement CHAYLA

	(A) Montant des dettes fournisseurs à la clôture A = B + C+ D + E + F	(B) Montant des dettes payées Post- Clôture	(C) Montant des dettes non échues	Montant des dettes échues		
				(D) Dettes échues de moins de 30 jours	(E) Dettes échues entre 31 et 60 jours	(F) Dettes échues Sup à 60 jours
Date de clôture exercice N-1	9 955 927,38	4 835 336,33	4 247 087,94	-35 919,01	240 730,43	668 691,69
Date de clôture exercice N	3 853 412,69	1 155 498,01	2 688 067,14	3 948,00	3 372,00	2 527,54

5. Difficultés rencontrées CHAYLA

Néant

6. Opérations réalisées CHAYLA

Néant

7. Perspectives d’avenir :

Vu le contexte actuel, il est difficile de se prononcer sur les perspectives d’avenir à court terme, toutefois nous estimons une reprise croissante de l’activité.

6.b) EMIROTEL

1. Situation financière EMIROTEL

Au 31 décembre 2023, les disponibilités nettes ont connu une baisse par rapport à leur niveau au 31 décembre 2022 passant de 4,19 MDH en 2022 à 3,86 MDH en 2023.

En effet, cette régression s’explique essentiellement par les variations des éléments suivants :

I SYNTHÈSES DES MASSES DU BILAN	Exercice	Exercice précédent	Exercice a - b	
			Emplois	Ressources
	b	a	c	d
Financement permanent	397 355 985,53	411 124 096,95	13 768 111,42	
Moins actif immobilisé	283 646 478,98	293 134 662,05		9 488 183,07
= FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1-2) (A)	113 709 506,55	117 989 434,90	4 279 928,35	
Actif circulant	122 339 661,53	126 003 745,94		3 664 084,41
Moins Passif circulant	12 498 380,07	12 206 121,21		292 258,86
= BESOINS DE FINANCEMENT GLOBAL (4-5) (B)	109 841 281,46	113 797 624,73		3 956 343,27
TRÉSORERIE NETTE (ACTIF -PASSIF) A - B	3 868 225,09	4 191 810,17		323 585,08

- La baisse des immobilisations de la société de 9,5 MDH due essentiellement à l’amortissement mécanique des immobilisations.
- Les financements permanents ont connu une baisse de 14 MDH.
- La hausse du passif circulant de l’ordre de 0,2 MDH.

2. État de synthèse EMIROTEL :

A C T I F	EXERCICE			EXERCICE PRÉCÉDENT
	Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net
Immobilisations en non valeurs→[A]	2 588 400,00	2 588 400,00		
A Frais préliminaires	2 588 400,00	2 588 400,00		
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
C Primes de remboursement des obligations				
T Immobilisations incorporelles→ [B]	16 678 254,47	3 192 904,87	13 485 349,60	13 485 349,60
I Immobilisations en Recherche et Developpement				
F Brevets, marques, droits et valeurs similaires	3 192 904,87	3 192 904,87		
F Fonds commercial	13 485 349,60		13 485 349,60	13 485 349,60
Autres immobilisations incorporelles				
I Immobilisations corporelles →[C]	803 525 324,45	533 726 832,87	269 798 491,58	279 286 674,65
I Terrains	154 007 184,60	444 912,59	153 562 272,01	153 594 051,48
M Constructions	482 356 073,53	373 557 688,19	108 798 385,34	119 350 720,86
M Installations techniques, matériel et outillage	155 981 044,52	153 017 939,64	2 963 104,88	4 225 213,82
M Matériel de transport	519 324,57	519 324,57		
O Mobilier, Matériel de bureau, Aménagement Divers	6 186 967,88	6 186 967,88		664,67
B Autres immobilisations corporelles	54 010,00		54 010,00	54 010,00
I Immobilisations corporelles en cours	4 420 719,35		4 420 719,35	2 062 013,82
I Immobilisations financières→[D]	362 637,80		362 637,80	362 637,80
L Prêts immobilisés				
I Autres créances financières	362 637,80		362 637,80	362 637,80
S Titres de participation				
S Autres titres immobilisés				
E Écarts de conversion actif→ [E]				
Diminution des créances immobilisées				
Augmentations des dettes de financement				
TOTAL (A+B+C+D+E)	823 154 616,72	539 508 137,74	283 646 478,98	293 134 662,05
Stocks→[F]				
A Marchandises				
C Matières et fournitures consommables				
T Produits en cours				
I Produits intermédiaires et produits résiduels				
F Produits finis				
C Créances de l'actif circulant→[G]	122 820 273,69	480 612,16	122 339 661,53	126 003 745,94
C Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes				
I Clients et comptes rattachés	31 562 999,41	480 612,16	31 082 387,25	30 297 056,74
R Personnel				
C État	10 019 736,27		10 019 736,27	16 861 008,58
C Comptes d'associés	80 282 023,04		80 282 023,04	76 391 156,03
U Autres débiteurs	955 514,97		955 514,97	2 186 057,98
L Comptes de régularisation- Actif				268 466,61
A Titres valeurs de placement→[H]				
N Écarts de conversion actif→ [I]]Eléments circulants				
TOTAL II (F+G+H+I)	122 820 273,69	480 612,16	122 339 661,53	126 003 745,94
T Trésorerie-Actif	4 011 075,09	142 850,00	3 868 225,09	4 191 810,17
R Chèques et valeurs à encaisser	142 850,00	142 850,00		
E Banques, T.G et C.C.P	3 868 225,09		3 868 225,09	4 191 810,17
S Caisse, Régie d'avances et accréditifs				
TOTAL III	4 011 075,09	142 850,00	3 868 225,09	4 191 810,17
TOTAL GÉNÉRAL I+II+III	949 985 965,50	540 131 599,90	409 854 365,60	423 330 218,16

P A S S I F	EXERCICE	EXERCICE PRÉCÉDENT
CAPITAUX PROPRES	222 690 650,95	207 358 233,25
Capital social ou personnel (1)	204 300 000,00	204 300 000,00
F Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé		
I Capital appelé	204 300 000,00	204 300 000,00
N Dont versé	204 300 000,00	204 300 000,00
A Prime d'émission, de fusion, d'apport		
N Écarts de réévaluation		
C Réserve légale	3 832 535,44	3 832 535,44
E Autres réserves		
M Report à nouveau (2)	-774 302,19	-24 952 237,62
E Résultat en instance d'affectation		
N Résultat net de l'exercice (2)	15 332 417,70	24 177 935,43
N Total des capitaux propres (A)	222 690 650,95	207 358 233,25
T Capitaux propres assimilés (B)		
Subventions d'investissement		
P Provisions réglementées		
E Dettes de financement (C)	174 665 334,58	203 765 863,70
R Emprunts obligataires		
M Autres dettes de financement	174 665 334,58	203 765 863,70
A Provisions durables pour risques et charges (D)		
N Provisions pour risques		
E Provisions pour charges		
N Écarts de conversion-passif (E)		
T Augmentation des créances immobilisées		
Diminution des dettes de financement		
TOTAL I (A+B+C+D+E)	397 355 985,53	411 124 096,95
p Dettes du passif circulant (F)	8 588 641,49	8 216 382,63
A Fournisseurs et comptes rattachés	7 248 370,19	6 824 981,12
S Clients créditeurs, avances et acomptes		
I Personnel	135 511,39	135 511,39
F Organismes sociaux	155 019,20	155 019,20
C État	748 887,81	593 943,06
I Comptes d'associés		321,51
R Autres créanciers	300 852,87	500 326,67
U Comptes de régularisation passif	0,03	6 279,68
L Autres provisions pour risques et charges (G)	3 909 738,58	3 989 738,58
N Écarts de conversion - passif (Eléments circulants) (H)		
TOTAL II (F+G+H)	12 498 380,07	12 206 121,21
TRÉSORERIE PASSIF		
T Crédits d'escompte		
R Crédits de trésorerie		
S Banques (Soldes créditeurs)		
TOTAL III		
TOTAL GÉNÉRAL I+II+III	409 854 365,60	423 330 218,16

DÉSIGNATION		OPÉRATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE	TOTAUX DE L'EXERCICE PRECEDENT
		Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents		
E X P L O I T A T I O N	PRODUITS D'EXPLOITATION	50 266 989,31		50 266 989,31	49 428 935,00
	Ventes de marchandises (en l'état)				
	Ventes de biens et services produits	49 119 972,31		49 119 972,31	49 399 618,50
	Chiffre d'affaires	49 119 972,31		49 119 972,31	49 399 618,50
	Variation de stocks de produits (1)				
	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même				
	Subventions d'exploitation				
	Autres produits d'exploitation				
	Reprises d'exploitation : transferts de charges	1 147 017,00		1 147 017,00	29 316,50
	Total I	50 266 989,31		50 266 989,31	49 428 935,00
C H A R G E S F I N A N C I E R E S	CHARGES D'EXPLOITATION	23 499 749,77	8 750,00	23 508 499,77	25 805 107,38
	Achats revendus(2) de marchandises				
	Achats consommés(2) de matières et fournitures	432 401,70		432 401,70	450 417,59
	Autres charges externes	9 885 255,60	8 750,00	9 894 005,60	9 574 256,97
	Impôts et taxes	1 264 650,47		1 264 650,47	1 770 838,63
	Charges de personnel	73 532,40		73 532,40	241 156,84
	Autres charges d'exploitation				
	Dotations d'exploitation	11 843 909,60		11 843 909,60	13 768 437,35
	Total II	23 499 749,77	8 750,00	23 508 499,77	25 805 107,38
	RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	26 767 239,54	-8 750,00	26 758 489,54	23 623 827,62
F I N A N C I E R E S	PRODUITS FINANCIERS	4 550 861,11		4 550 861,11	2 751 585,96
	Produits des titres de participation et autres titres immobilisés				
	Gains de change				
	Interêts et autres produits financiers	4 550 861,11		4 550 861,11	2 751 585,96
	Reprises financières : transfert charges				
	Total IV	4 550 861,11		4 550 861,11	2 751 585,96
	CHARGES FINANCIÈRES	9 074 980,83		9 074 980,83	2 003 186,38
	Charges d'interêts	9 062 377,07		9 062 377,07	2 001 736,94
	Pertes de change	12 603,76		12 603,76	1 449,44
	Autres charges financières				
R	Dotations financières				
	Total V	9 074 980,83		9 074 980,83	2 003 186,38
	RÉSULTAT FINANCIER (IV-V)	-4 524 119,72		-4 524 119,72	748 399,58
	RÉSULTAT COURANT (III+VI)	22 243 119,82	-8 750,00	22 234 369,82	24 372 227,20

DÉSIGNATION		OPÉRATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE	TOTAUX DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT
		Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents		
VII	RÉSULTAT COURANT (III+VI)	22 243 119,82	-8 750,00	22 234 369,82	24 372 227,20
	PRODUITS NON COURANTS	247 686,61		247 686,61	42 874,24
	Produits des cessions d'immobilisations	76 300,00		76 300,00	41 000,00
	Subventions d'équilibre				
VIII	Reprises sur subventions d'investissement				
N	Autres produits non courants	171 386,61		171 386,61	1 874,24
O	Reprises non courantes ; transferts de charges				
N	Total VIII	247 686,61		247 686,61	42 874,24
	CHARGES NON COURANTES	1 070 001,51		1 070 001,51	28 553,70
C	Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	2 979,00		2 979,00	
O	Subventions accordées				
U	Autres charges non courantes	1 067 022,51		1 067 022,51	28 553,70
R	Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions				
A	Total IX	1 070 001,51		1 070 001,51	28 553,70
N	X RÉSULTAT NON COURANT (VIII-IX)	-822 314,90		-822 314,90	14 320,54
T	XI RÉSULTAT AVANT IMPOTS (VII+X)	21 420 804,92	-8 750,00	21 412 054,92	24 386 547,74
	XII IMPÔTS SUR LES RESULTATS	6 079 637,22		6 079 637,22	208 612,31
	XII RESULTAT NET (XI-XII)	15 341 167,70	-8 750,00	15 332 417,70	24 177 935,43
	XIV TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VII)	55 065 537,03		55 065 537,03	52 223 395,20
	XV TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XIII)	39 724 369,33	8 750,00	39 733 119,33	28 045 459,77
	XVI RÉSULTAT NETI(total des produits-total des charges)	15 341 167,70	-8 750,00	15 332 417,70	24 177 935,43

Le résultat net 2023 s’établit à 15,34 MDH, il est en baisse de 8,8 MDH par rapport au résultat net de l’exercice 2022. Ce résultat est constitué des éléments suivants :

- **Résultat d’exploitation** : 26,75 MDH contre 23,6 MDH en 2022 ;
- **Résultat financier** : (4,52) MDH contre 0,74 MDH en 2022 ;
- **Résultat non courant** : (0,822) MDH contre 0,014 MDH en 2022 ;
- **L’impôt sur les résultats** : 6,079 MDH contre 0,208 MDH en 2022.

3. Affectation du résultat EMIROTEL

En MAD	Situation Au 31/12/2023	Proposition d'affectation du résultat	Après Affectation résultat
CAPITAUX PROPRES	222 690 650,95		208 861 583,95
Capital social ou personnel	204 300 000,00		204 300 000,00
Prime d'émission, de fusion, d'apport	0,00		0,00
Réserve légale	3 832 535,44	727 905,78	4 560 441,21
Autres réserves	0,00		0,00
Report à nouveau	-774 302,19		1 142,74
Résultat en instance d'affectation			0,00
Résultat net de l'exercice	15 332 417,70		0,00
Résultat distribualble		13 830 209,74	
Proposition Dividende à distribuer		13 829 067,00	13 829 067,00

■ Bénéfice Net de l'exercice	: 15 332 417,70 Dhs
■ Réserve légale	: 3 832 535,44 Dhs
■ Proposition de dividendes à distribuer	: 13 829 067 Dhs
■ Report à nouveau débiteur au 31/12/2023	: (774 302,19) Dhs

4. Prise de participation EMIROTEL

Aucune prise de participation n’a été opérée au cours de l’exercice 2023.

5. Difficultés rencontrées EMIROTEL

Néant

6. Opérations réalisées EMIROTEL

Néant

7. Perspectives d’avenir :

Vu le contexte actuel, il est difficile de se prononcer sur les perspectives d’avenir à court terme, toutefois nous estimons une reprise croissante de l’activité.

8. Délais de paiement EMIROTEL

Veuillez trouver ci-après, la décomposition de la situation des fournisseurs par échéance à la date du 31/12/2023 :

	(A) Montant des dettes fournisseurs à la clôture A = B + C+ D + E + F	(B) Montant des dettes payées Post- Clôture	(C) Montant des dettes non échues	Montant des dettes échues		
				(D) Dettes échues de moins de 30 jours	(E) Dettes échues entre 31 et 60 jours	(F) Dettes échues Sup à 60 jours
Date de clôture exercice N-1	6 824 981,12	840 897,12	5 888 460,00	0,00	0,00	95 624,00
Date de clôture exercice N	7 248 370,19	753 400,07	6 399 346,12	0,00	0,00	95 624,00

6.c) MOUSSAFIR

1. Situation financière MOUSSAFIR

I SYNTHÈSES DES MASSES DU BILAN	Exercice	Exercice précédent	Exercice a - b	
	b	a	Emplois	Ressources
			c	d
Financement permanent	559 736 938,27	567 737 428,89	8 000 490,62	
Moins actif immobilisé	580 845 097,65	593 535 696,76		12 690 599,11
= FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1-2) (A)	-21 108 159,38	-25 798 267,87		4 690 108,49
Actif circulant	47 386 553,48	49 095 166,01		1 708 612,53
Moins Passif circulant	92 797 301,72	147 139 759,29	54 342 457,57	
= BESOINS DE FINANCEMENT GLOBAL (4-5) (B)	-45 410 748,24	-98 044 593,28	52 633 845,04	
TRÉSORERIE NETTE (ACTIF -PASSIF) A - B	24 302 588,86	72 246 325,41		47 943 736,55
II. EMPLOIS ET RESSOURCES	Exercice	Exerce précédent		
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
I. RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE				
AUTOFINANCEMENT (A)		64 997 958,44		59 259 120,78
+ Capacité d'autofinancement		64 997 958,44		59 259 120,78
- Distributions de bénéfices				
CESSIONS ET REDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)		106 643,00		54 499,99
+ Cessions d'immobilisations incorporelles				
+ Cessions d'immobilisations corporelles		106 643,00		54 499,99
+ Cessions d'immobilisations financières				
+ Récupérations sur créances immobilisées				
AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES (C)		-3 740 727,06		18 517 731,20
+ Augmentations de capital, apports				
+ Subvention d'investissement		-3 740 727,06		18 517 731,20
AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D)I (nettes de primes de remboursement)				2 716 886,00
TOTAL I. RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)				
II.EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE				
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)	28 120 208,51		8 929 862,86	
+ Acquisitions d'immobilisations incorporelles	124 600,00		15 080,00	
+ Acquisitions d'immobilisations corporelles	27 995 608,97		8 914 782,86	
+ Acquisitions d'immobilisations financières	-0,46			
+ Augmentation des créances immobilisées				
REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)				
REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)	28 553 557,38			
EMPLOIS EN NON VALEURS (H)				
TOTAL II. EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	56 673 765,89		8 929 862,86	
III. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G.)	52 633 845,04		3 607 308,37	
IV. VARIATION DE LA TRESORERIE		47 943 736,55	68 011 066,75	
TOTAL GENERAL	109 307 610,93	109 307 610,93	80 548 237,98	80 548 237,97

2. État de synthèse MOUSSAFIR :

A C T I F	EXERCICE			EXERCICE PRÉCÉDENT
	Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net
Immobilisations en non valeurs→[A]	9 666 394,14	9 340 885,24	325 508,90	943 564,03
A Frais préliminaires	1 888 679,00	1 888 679,00		288 769,67
C Charges à répartir sur plusieurs exercices	7 777 715,14	7 452 206,24	325 508,90	654 794,36
T Primes de remboursement des obligations				
I Immobilisations incorporelles→ [B]	2 479 289,88	2 300 773,62	178 516,26	143 852,87
F Immobilisations en Recherche et Developpement				
F Brevets, marques, droits et valeurs similaires	2 479 289,88	2 300 773,62	178 516,26	143 852,87
F Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
I Immobilisations corporelles →[C]	1 173 712 085,61	604 962 655,25	568 749 430,36	580 856 637,73
M Terrains	171 926 523,38	10 536 802,93	161 389 720,45	161 760 584,81
M Constructions	713 752 209,33	380 149 614,75	333 602 594,58	351 545 291,73
M Installations techniques, matériel et outillage	249 135 025,27	199 841 084,03	49 293 941,24	42 851 985,56
O Matériel de transport				
O Mobilier, Matériel de bureau, Aménagement Divers	14 923 109,56	13 250 692,15	1 672 417,41	1 013 248,60
B Autres immobilisations corporelles	454 426,13	203 926,13	250 500,00	250 000,00
I Immobilisations corporelles en cours	23 520 791,94	980 535,26	22 540 256,68	23 435 527,03
L Immobilisations financières→[D]	11 891 642,13	300 000,00	11 591 642,13	11 591 642,13
L Prêts immobilisés				
I Autres créances financières	391 842,13		391 842,13	391 842,13
S Titres de participation	11 499 800,00	300 000,00	11 199 800,00	11 199 800,00
E Autres titres immobilisés				
E Écarts de conversion actif→ [E]				
Diminution des créances immobilisées				
Augmentations des dettes de financement				
TOTAL (A+B+C+D+E)	1 197 749 411,76	616 904 314,11	580 845 097,65	593 535 696,76
A Stocks→[F]	2 351 993,04	236 910,43	2 115 082,61	1 785 623,70
A Marchandises	23 945,44		23 945,44	31 370,89
C Matières et fournitures consommables	2 328 047,60	236 910,43	2 091 137,17	1 754 252,81
T Produits en cours				
I Produits intermédiaires et produits résiduels				
F Produits finis				
C Créances de l'actif circulant→[G]	45 426 815,24	155 344,37	45 271 470,87	47 309 542,31
C Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	12 654,63		12 654,63	1 347,33
I Clients et comptes rattachés	6 354 319,98	155 343,40	6 198 976,58	6 854 638,91
R Personnel	1 437,00		1 437,00	15 586,72
C État	28 582 732,48		28 582 732,48	29 711 534,58
C Comptes d'associés	9 649 999,99		9 649 999,99	9 650 914,43
U Autres débiteurs	364 712,02	0,97	364 711,05	384 518,16
L Comptes de régularisation- Actif	460 959,14		460 959,14	691 002,18
A Titres valeurs de placement→[H]				
N Écarts de conversion actif→ [I]]Eléments circulants				
TOTAL II (F+G+H+I)	47 778 808,28	392 254,80	47 386 553,48	49 095 166,01
T Trésorerie-Actif	25 753 813,39	406 782,71	25 347 030,68	84 096 191,19
R Chèques et valeurs à encaisser	1 443 055,78	406 782,71	1 036 273,07	1 502 997,01
E Banques, T.G et C.C.P	24 250 700,06		24 250 700,06	82 537 239,92
S Caisse, Régie d'avances et accreditifs	60 057,55		60 057,55	55 954,26
TOTAL III	25 753 813,39	406 782,71	25 347 030,68	84 096 191,19
TOTAL GÉNÉRAL I+II+III	1 271 282 033,43	617 703 351,62	653 578 681,81	726 727 053,96

P A S S I F	EXERCICE	EXERCICE PRÉCÉDENT
CAPITAUX PROPRES	264 623 943,45	240 330 149,64
Capital social ou personnel (1)	253 000 000,00	253 000 000,00
F Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé		
I Capital appelé	253 000 000,00	253 000 000,00
N Dont versé	253 000 000,00	253 000 000,00
A Prime d'émission, de fusion, d'apport		-0,47
N Écarts de réévaluation		
C Réserve légale	19 300 000,00	19 300 000,00
E Autres réserves		
M Report à nouveau (2)	-31 969 849,91	-50 899 640,83
E Résultat en instance d'affectation		
N Résultat net de l'exercice (2)	24 293 793,36	18 929 790,94
T Total des capitaux propres (A)	264 623 943,45	240 330 149,64
T Capitaux propres assimilés (B)	14 777 004,14	18 517 731,20
Subventions d'investissement	14 777 004,14	18 517 731,20
P Provisions réglementées		
E Dettes de financement (C)	280 335 990,68	308 889 548,06
R Emprunts obligataires		
M Autres dettes de financement	280 335 990,68	308 889 548,06
A Provisions durables pour risques et charges (D)		
N Provisions pour risques		
E Provisions pour charges		
N Écarts de conversion-passif (E)		
T Augmentation des créances immobilisées		
Diminution des dettes de financement		
TOTAL I (A+B+C+D+E)	559 736 938,27	567 737 428,90
p Dettes du passif circulant (F)	77 944 409,72	134 162 127,40
A Fournisseurs et comptes rattachés	28 538 393,02	48 626 344,93
S Clients créditeurs, avances et acomptes	412 780,31	592 419,62
S Personnel	6 216 832,60	6 028 019,65
F Organismes sociaux	1 759 091,63	1 725 360,56
C État	7 274 373,48	7 492 795,11
I Comptes d'associés	27 570 481,83	61 570 578,68
R Autres créanciers	4 258 104,20	5 033 935,26
U Comptes de régularisation passif	1 914 352,65	3 092 673,59
L Autres provisions pour risques et charges (G)	14 852 892,00	12 977 631,89
A Écarts de conversion - passif (Eléments circulants) (H)		
TOTAL II (F+G+H)	92 797 301,72	147 139 759,29
TRÉSORERIE PASSIF	1 044 441,82	11 849 865,78
T Crédits d'escompte		
R Crédits de trésorerie		
E Banques (Soldes créditeurs)	1 044 441,82	11 849 865,78
S TOTAL III	1 044 441,82	11 849 865,78
TOTAL GÉNÉRAL I+II+III	653 578 681,81	726 727 053,97

DÉSIGNATION		OPÉRATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE	TOTAUX DE L'EXERCICE PRECEDENT
		Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents		
E X P L O I T A T I O N	PRODUITS D'EXPLOITATION	246 250 498,54		246 250 498,54	200 535 141,63
	Ventes de marchandises (en l'état)	5 046,67		5 046,67	3 225,01
	Ventes de biens et services produits	238 974 112,04		238 974 112,04	192 867 422,64
	Chiffres d'affaires	238 979 158,71		238 979 158,71	192 870 647,65
	Variation de stocks de produits (1)				
	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même				
	Subventions d'exploitation				
	Autres produits d'exploitation				
	Reprises d'exploitation : transferts de charges	7 271 339,83		7 271 339,83	7 664 493,98
	Total I	246 250 498,54		246 250 498,54	200 535 141,63
C H A R G E S D' E X P L O I T A T I O N	CHARGES D'EXPLOITATION	206 583 057,49	104 233,00	206 687 290,49	175 911 923,03
	Achats revendus(2) de marchandises	7 350,45		7 350,45	1 690,30
	Achats consommés(2) de matières et fournitures	37 708 393,72	15 424,00	37 723 817,72	30 386 885,48
	Autres charges externes	70 097 619,75	51 259,00	70 148 878,75	57 669 851,14
	Impôts et taxes	6 909 294,05	17 000,00	6 926 294,05	3 461 688,01
	Charges de personnel	47 056 322,77	20 550,00	47 076 872,77	42 234 388,00
	Autres charges d'exploitation				1 277,71
	Dotations d'exploitation	44 804 076,75		44 804 076,75	42 156 142,39
	Total II	206 583 057,49	104 233,00	206 687 290,49	175 911 923,03
	RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	39 667 441,05	-104 233,00	39 563 208,05	24 623 218,60
F I N A N C I E R E S	PRODUITS FINANCIERS	449 376,62		449 376,62	676 669,34
	Produits des titres de participation et autres titres immobilisés				
	Gains de change	20 562,70		20 562,70	43 951,10
	Interêts et autres produits financiers	424 444,32		424 444,32	431 800,22
	Reprises financières : transfert charges	4 369,60		4 369,60	200 918,02
	Total IV	449 376,62		449 376,62	676 669,34
	CHARGES FINANCIÈRES	17 630 362,03		17 630 362,03	5 674 017,58
	Charges d'interêts	17 176 343,77		17 176 343,77	5 521 841,07
	Pertes de change	85 179,11		85 179,11	81 962,94
	Autres charges financières				
Dotations financières	368 839,15		368 839,15	70 213,57	
Total V	17 630 362,03		17 630 362,03	5 674 017,58	
VI	RÉSULTAT FINANCIER (IV-V)	-17 180 985,41		-17 180 985,41	-4 997 348,24
VII	RÉSULTAT COURANT (III+VI)	22 486 455,64	-104 233,00	22 382 222,64	19 625 870,36

DÉSIGNATION		OPÉRATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE	TOTAUX DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT
		Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents		
VII	RÉSULTAT COURANT (III+VI)	22 486 455,64	-104 233,00	22 382 222,64	19 625 870,36
	PRODUITS NON COURANTS	4 965 932,73	2 865,43	4 968 798,16	842 356,69
	Produits des cessions d'immobilisations	106 643,00		106 643,00	54 499,99
	Subventions d'équilibre				
VIII	Reprises sur subventions d'investissement				
N	Autres produits non courants	4 859 289,73	2 865,43	4 862 155,16	787 856,70
O	Reprises non courantes ; transferts de charges				
N	Total VIII	4 965 932,73	2 865,43	4 968 798,16	842 356,69
	CHARGES NON COURANTES	2 454 030,26	1 814,01	2 455 844,27	761 898,34
C	Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	752,17		752,17	71 463,29
O	Subventions accordées				
U	Autres charges non courantes	2 453 278,09	1 814,01	2 455 092,10	690 435,05
R	Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions				
A	Total IX	2 454 030,26	1 814,01	2 455 844,27	761 898,34
N	X RÉSULTAT NON COURANT (VIII-IX)	2 511 902,47	1 051,42	2 512 953,89	80 458,35
T	XI RÉSULTAT AVANT IMPOTS (VII+X)	24 998 358,11	-103 181,58	24 895 176,53	19 706 328,71
	XII IMPÔTS SUR LES RESULTATS	601 383,17		601 383,17	776 537,77
	XII RESULTAT NET (XI-XII)	24 396 974,94	-103 181,58	24 293 793,36	18 929 790,94
	XIV TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VII)	251 665 807,89	2 865,43	251 668 673,32	202 054 167,66
	XV TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XIII)	227 268 832,95	106 047,01	227 374 879,96	183 124 376,72
XVI	RÉSULTAT NETI(total des produits-total des charges)	24 396 974,94	-103 181,58	24 293 793,36	18 929 790,94

3. Affectation du résultat distribuable MOUSSAFIR

En MAD	Situation Au 31/12/2023	Proposition d'affectation du résultat	Après Affectation résultat
CAPITAUX PROPRES	264 623 943,48		264 623 943,48
Capital social ou personnel	253 000 000,00		253 000 000,00
Prime d'émission, de fusion, d'apport			0,00
Réserve légale	19 300 000,00	0,00	19 300 000,00
Autres réserves	0,00		0,00
Report à nouveau	-31 969 849,88		-7 676 056,52
Résultat en instance d'affectation			0,00
Résultat net de l'exercice	24 293 793,36		0,00
Résultat distribuable			

4. Délai de paiement MOUSSAFIR

Veillez trouver ci-joint, la décomposition de la situation des fournisseurs par échéance à la date du 31/12/2023 :

	(A) Montant des dettes fournisseurs à la clôture A = B + C+ D + E + F	(B) Montant des dettes payées Post- Clôture	(C) Montant des dettes non échues	Montant des dettes échues		
				(D) Dettes échues de moins de 30 jours	(E) Dettes échues entre 31 et 60 jours	(F) Dettes échues Sup à 60 jours
Date de clôture exercice N-1	48 626 344,93	16 285 765,69	23 561 403,07	84 910,33	1 159 539,84	7 534 726,00
Date de clôture exercice N	28 538 393,00	23 770 892,56	2 908 966,13	399 137,90	1 048,76	1 458 347,65

5. Difficultés rencontrées MOUSSAFIR

Néant

6. Opérations réalisées MOUSSAFIR

Néant

7. Perspectives d’avenir

Vu le contexte actuel, il est difficile de se prononcer sur les perspectives d’avenir à court terme, toutefois nous estimons une reprise croissante de l’activité.

5.d) MOUSSAF

1. Situation financière MOUSSAF

Au 31 décembre 2023, les disponibilités nettes ont connu une hausse par rapport à leur niveau au 31 décembre 2022 passant de 3,306 MDH en 2022 à 4,702 MDH en 2023. Cette variation est liée aux éléments suivants :

I SYNTHÈSES DES MASSES DU BILAN	Exercice	Exercice précédent	Exercice a - b	
			Emplois	Ressources
	b	a	c	d
Financement permanent	14 080 359,81	11 875 985,11		2 204 374,70
Moins actif immobilisé	19 225 457,83	19 510 018,27		284 560,44
= FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1-2) (A)	-5 145 098,02	-7 634 033,16		2 488 935,14
Actif circulant	2 914 932,31	2 772 835,65	142 096,66	
Moins Passif circulant	12 761 775,78	13 713 121,28	951 345,50	
= BESOINS DE FINANCEMENT GLOBAL (4-5) (B)	-9 846 843,47	-10 940 285,63	1 093 442,16	
TRÉSORERIE NETTE (ACTIF -PASSIF) A - B	4 701 745,45	3 306 252,47	1 395 492,98	

La diminution des immobilisations de la société de 0,284 MDH due essentiellement aux effets compensés suivants :

- Des investissements sur actifs existants de l’ordre de 1,8 MDH.
- Des dotations de l’exercice de l’ordre de -2,08 MDH.

2. État de synthèse MOUSSAF :

A C T I F	EXERCICE			EXERCICE PRÉCÉDENT
	Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net
A	Immobilisations en non valeurs→[A]	495 360,00	495 360,00	
	Frais préliminaires	495 360,00	495 360,00	
	Charges à répartir sur plusieurs exercices			
C	Primes de remboursement des obligations			
T	Immobilisations incorporelles→ [B]	363 306,20	355 242,64	8 063,5616 860,22
I	Immobilisations en Recherche et Developpement			
F	Brevets, marques, droits et valeurs similaires	363 306,20	355 242,64	8 063,5616 860,22
	Fonds commercial			
	Autres immobilisations incorporelles			
I	Immobilisations corporelles →[C]	73 889 224,23	54 750 321,96	19 138 902,2719 414 666,05
M	Terrains	5 597 530,00	2 918 163,90	2 679 366,102 781 032,76
M	Constructions	48 827 993,79	34 292 898,45	14 535 095,3415 657 316,92
M	Installations techniques, matériel et outillage	17 907 825,96	16 156 478,56	1 751 347,40788 637,63
O	Matériel de transport			
B	Mobilier, Matériel de bureau, Aménagement Divers	1 405 874,48	1 382 781,05	23 093,4337 678,74
I	Autres immobilisations corporelles	150 000,00		150 000,00150 000,00
I	Immobilisations corporelles en cours			
L	Immobilisations financières→[D]	78 492,00		78 492,0078 492,00
I	Prêts immobilisés			
I	Autres créances financières	78 492,00		78 492,0078 492,00
S	Titres de participation			
E	Autres titres immobilisés			
E	Écarts de conversion actif→ [E]			
	Diminution des créances immobilisées			
	Augmentations des dettes de financement			
	TOTAL (A+B+C+D+E)	74 826 382,43	55 600 924,60	19 225 457,8319 510 018,27
A	Stocks→[F]	210 078,61	9 752,00	200 326,61159 722,92
C	Marchandises			
T	Matières et fournitures consommables	210 078,61	9 752,00	200 326,61159 722,92
I	Produits en cours			
F	Produits intermédiaires et produits résiduels			
F	Produits finis			
C	Créances de l'actif circulant→[G]	2 714 605,70		2 714 605,702 613 112,73
I	Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes			
I	Clients et comptes rattachés	334 774,87		334 774,87216 924,63
R	Personnel			
C	État	2 344 179,75		2 344 179,752 339 524,80
U	Comptes d'associés			
L	Autres débiteurs	26 144,34		26 144,3429 749,72
A	Comptes de régularisation- Actif	9 506,74		9 506,7426 913,58
N	Titres valeurs de placement→[H]			
T	Écarts de conversion actif→ [I]]Eléments circulants			
	TOTAL II (F+G+H+I)	2 924 684,31	9 752,00	2 914 932,312 772 835,65
T	Trésorerie-Actif	4 711 923,72	10 178,27	4 701 745,453 306 252,47
R	Chèques et valeurs à encaisser	193 996,06	10 178,27	183 817,79112 714,81
E	Banques, T.G et C.C.P	4 515 120,11		4 515 120,113 191 388,97
S	Caisse, Régie d'avances et accreditifs	2 807,55		2 807,552 148,69
	TOTAL III	4 711 923,72	10 178,27	4 701 745,453 306 252,47
	TOTAL GÉNÉRAL I+II+III	82 462 990,46	55 620 854,87	26 842 135,5925 589 106,39

P A S S I F		EXERCICE	EXERCICE PRÉCÉDENT
CAPITAUX PROPRES		13 354 022,92	10 932 575,14
Capital social ou personnel (1)		16 000 000,00	16 000 000,00
F	Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé		
I	Capital appelé	16 000 000,00	16 000 000,00
N	Dont versé	16 000 000,00	16 000 000,00
A	Prime d'émission, de fusion, d'apport		-0,0
N	Écarts de réévaluation		
C	Réserve légale	1 600 000,00	1 600 000,00
E	Autres réserves		
M	Report à nouveau (2)	-6 667 424,85	-7 584 558,30
E	Résultat en instance d'affectation		
N	Résultat net de l'exercice (2)	2 421 447,77	917 133,45
T	Total des capitaux propres (A)	13 354 022,92	10 932 575,14
T	Capitaux propres assimilés (B)	726 336,79	943 409,87
	Subventions d'investissement	726 336,79	943 409,87
P	Provisions réglementées		
E	Dettes de financement (C)	0,10	0,10
R	Emprunts obligataires		
M	Autres dettes de financement	0,10	0,10
A	Provisions durables pour risques et charges (D)		
	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
E	Écarts de conversion-passif (E)		
N	Augmentation des créances immobilisées		
T	Diminution des dettes de financement		
	TOTAL I (A+B+C+D+E)	14 080 359,81	11 875 985,11
P	Dettes du passif circulant (F)	12 388 561,34	13 353 770,39
A	Fournisseurs et comptes rattachés	1 645 603,03	2 482 616,87
S	Clients créditeurs, avances et acomptes	164 069,86	82 242,88
I	Personnel	341 542,37	353 349,47
F	Organismes sociaux	113 702,24	88 953,51
C	État	177 493,42	285 347,22
I	Comptes d'associés	9 649 999,99	9 650 201,45
R	Autres créanciers	296 150,43	378 892,31
U	Comptes de régularisation passif		32 166,68
L	Autres provisions pour risques et charges (G)	373 214,44	359 350,89
A	Écarts de conversion - passif (Eléments circulants) (H)		
T	TOTAL II (F+G+H)	12 761 775,78	13 713 121,28
TRÉSORERIE PASSIF			
T	Crédits d'escompte		
R	Crédits de trésorerie		
E	Banques (Soldes créditeurs)		
S	TOTAL III		
TOTAL GÉNÉRAL I+II+III		26 842 135,59	25 589 106,39

DÉSIGNATION		OPÉRATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE	TOTAUX DE L'EXERCICE PRECEDENT
		Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents		
E X P L O I T A T I O N	PRODUITS D'EXPLOITATION	16 084 478,77		16 084 478,77	12 950 644,45
	Ventes de marchandises (en l'état)				
	Ventes de biens et services produits	15 766 481,37		15 766 481,37	12 661 614,60
	Chiffres d'affaires	15 766 481,37		15 766 481,37	12 661 614,60
	Variation de stocks de produits (1)				
	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même				
	Subventions d'exploitation				
	Autres produits d'exploitation				
	Reprises d'exploitation : transferts de charges	317 997,40		317 997,40	289 029,85
	Total I	16 084 478,77		16 084 478,77	12 950 644,45
C H A R G E S F I N A N C I E R E S	CHARGES D'EXPLOITATION	13 401 017,00	31 206,69	13 432 223,69	11 578 600,98
	Achats revendus(2) de marchandises				
	Achats consommés(2) de matières et fournitures	3 459 665,77	948,50	3 460 614,27	2 888 616,90
	Autres charges externes	4 097 499,30	30 258,19	4 127 757,49	3 050 997,09
	Impôts et taxes	412 859,66		412 859,66	411 085,34
	Charges de personnel	3 145 997,60		3 145 997,60	3 018 835,59
	Autres charges d'exploitation				
	Dotations d'exploitation	2 284 994,67		2 284 994,67	2 209 066,06
	Total II	13 401 017,00	31 206,69	13 432 223,69	11 578 600,98
	RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	2 683 461,77	-31 206,69	2 652 255,08	1 372 043,47
F I N A N C I E R E S	PRODUITS FINANCIERS	8 520,68		8 520,68	28 279,76
	Produits des titres de participation et autres titres immobilisés				
	Gains de change	8 520,68		8 520,68	9 094,76
	Interêts et autres produits financiers				
	Reprises financières : transfert charges				19 185,00
	Total IV	8 520,68		8 520,68	28 279,76
	CHARGES FINANCIÈRES	442 555,22		442 555,22	456 809,80
	Charges d'interêts	426 799,46		426 799,46	432 100,22
	Pertes de change	5 599,36		5 599,36	5 502,71
	Autres charges financières				
R	Dotations financières	10 156,40		10 156,40	19 206,87
	Total V	442 555,22		442 555,22	456 809,80
	RÉSULTAT FINANCIER (IV-V)	-434 034,54		-434 034,54	-428 530,04
	RÉSULTAT COURANT (III+VI)	2 249 427,23	-31 206,69	2 218 220,54	943 513,43

DÉSIGNATION		OPÉRATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE	TOTAUX DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT
		Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents		
VII	RÉSULTAT COURANT (III+VI)	2 249 427,23	-31 206,69	2 218 220,54	943 513,43
	PRODUITS NON COURANTS	262 125,56		262 125,56	42 540,26
	Produits des cessions d'immobilisations				8 700,00
	Subventions d'équilibre				
VIII	Reprises sur subventions d'investissement				
N	Autres produits non courants	262 125,56		262 125,56	33 840,26
O	Reprises non courantes ; transferts de charges				
N	Total VIII	262 125,56		262 125,56	42 540,26
	CHARGES NON COURANTES	19 348,19		19 348,19	18 101,25
C	Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées				
O	Subventions accordées				
U	Autres charges non courantes	19 348,19		19 348,19	18 101,25
R	Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions				
A	Total IX	19 348,19		19 348,19	18 101,25
N	X RÉSULTAT NON COURANT (VIII-IX)	242 777,37		242 777,37	24 439,01
T	XI RÉSULTAT AVANT IMPOTS (VII+X)	2 492 204,60	-31 206,69	2 460 997,91	967 952,44
	XII IMPÔTS SUR LES RESULTATS	39 550,14		39 550,14	50 818,99
	XII RESULTAT NET (XI-XII)	2 452 654,46	-31 206,69	2 421 447,77	917 133,45
	XIV TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VII)	16 355 125,01		16 355 125,01	13 021 464,47
	XV TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XIII)	13 902 470,55	31 206,69	13 933 677,24	12 104 331,02
XVI	RÉSULTAT NETI(total des produits-total des charges)	2 452 654,46	-31 206,69	2 421 447,77	917 133,45

Le résultat net 2023 s'établit à 2,421 MDH, il est en hausse de 1,504 MDH par rapport au résultat net de l'exercice 2022. Ce résultat est constitué des éléments suivants :

- **Résultat d’exploitation** : 2,652 MDH contre 1,372 MDH en 2022 ;
- **Résultat financier** : (0,434) MDH contre (0,428) MDH en 2022 ;
- **Résultat non courant** : 0,243 MDH contre 0,024 MDH en 2022 ;
- **L’impôt sur les résultats** : 39,55 KDH contre 50,18 KDH en 2022.

3. Affectation du résultat MOUSSAF

▪ Bénéfice Net de l’exercice	: 2 421 447,77 Dhs
▪ Réserve légale	: 1 600 000,00 Dhs
▪ Report à nouveau débiteur au 31/12/2023	: 6 667 424,85 Dhs

À affecter comme suit :

En MAD	Situation Au 31/12/2023	Proposition d'affectation du résultat	Après Affectation résultat
CAPITAUX PROPRES	13 354 022,92		13 354 022,92
Capital social ou personnel	16 000 000,00		16 000 000,00
Prime d’émission, de fusion, d'apport			0,00
Réserve légale	1 600 000,00	0,00	1 600 000,00
Autres réserves	0,00		0,00
Report à nouveau	-6 667 424,85		-4 245 977,08
Résultat en instance d'affectation			0,00
Résultat net de l'exercice	2 421 447,77		0,00
Résultat distribuable		0,00	0,00

4. Prise de participation MOUSSAF

Aucune prise de participation n’a été opérée au cours de l’exercice 2023.

5. Délai de paiement MOUSSAF

	(A) Montant des dettes fournisseurs à la clôture A = B + C+ D + E + F	(B) Montant des dettes payées Post- Clôture	(C) Montant des dettes non échues	Montant des dettes échues		
				(D) Dettes échues de moins de 30 jours	(E) Dettes échues entre 31 et 60 jours	(F) Dettes échues Sup à 60 jours
Date de clôture exercice N-1	2 482 616,87	1 274 183,55	932 221,21	3 600,00	137 613,38	134 998,73
Date de clôture exercice N	1 645 603,03	322 174,88	310 385,62	364 406,46	0,00	648 636,07

6. Difficultés rencontrées MOUSSAF

Néant

7. Opérations réalisées MOUSSAF

Néant

8. Perspectives d’avenir :

Vu le contexte actuel, il est difficile de se prononcer sur les perspectives d’avenir à court terme, toutefois nous estimons une reprise croissante de l’activité.

VII - AFFECTATION DU RÉSULTAT DISTRIBUABLE ET PROPOSITION D’AFFECTATION DU RÉSULTAT :

En MAD	Situation Au 31/12/2023	Proposition d'affectation du résultat	Après Affectation résultat
CAPITAUX PROPRES	2 151 334 485,08		2 065 372 803,08
Capital social ou personnel	1 432 694 700,00		1 432 694 700,00
Prime d’émission, de fusion, d'apport	443 607 427,19		443 607 427,19
Réserve légale	16 489 818,80	11 666 216,97	28 156 035,77
Autres réserves			0,00
Report à nouveau	25 218 199,68	135 696 440,44	160 914 640,12
Résultat en instance d'affectation			0,00
Résultat net de l'exercice	233 324 339,41		0,00
Résultat à distribuer		85 961 682,00	85 961 682,00

VIII - CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES :

Le Directoire, constate, que les conventions réglementées antérieurement conclues par la société ont continué à produire leurs effets.

Conventions conclues au cours de l’exercice :

Convention de location des locaux PATRIMONIA à RISMA SA :

- Personnes concernées (Administrateur ou dirigeant commun) : Monsieur Mohammed Amine ECHCHERKI.
- Nature et objet de la convention : location des locaux PATRIMONIA à RISMA S.A.
- Modalités essentielles : Refacturation des frais de location de la part de PATRIMONIA à RISMA S.A.

IX - ÉVÈNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS APRÈS LA CLÔTURE DE L’EXERCICE :

Néant.

X - DÉLAIS DE PAIEMENT :

	(A) Montant des dettes fournisseurs à la clôture A = B + C+ D + E + F	(B) Montant des dettes payées Post- Clôture	(C) Montant des dettes non échues	Montant des dettes échues		
				(D) Dettes échues de moins de 30 jours	(E) Dettes échues entre 31 et 60 jours	(F) Dettes échues Sup à 60 jours
Date de clôture exercice N-1	223 636 554,02	106 987 873,35	72 466 186,68	617 699,00	8 170 621,64	35 394 173,35
Date de clôture exercice N	118 663 301,72	71 927 517,34	34 434 460,05	4 135 343,60	2 628,60	8 163 352,13

XI- PERSPECTIVES D’AVENIR :

Vu le contexte actuel, il est difficile de se prononcer sur les perspectives d’avenir à court terme, toutefois nous estimons une reprise croissante de l’activité.

XII- MANDATS

LISTE DES MANDATS DANS D’AUTRES CONSEILS D’ADMINISTRATION OU CONSEILS DE SURVEILLANCE AINSI QUE LEURS EMPLOIS OU FONCTIONS PRINCIPAUX

En application de l’article 142 de la Loi 17-95 relative aux sociétés anonymes, telle que modifiée et complétée par la Loi 20-19 du 26 avril 2019, nous vous communiquons ci-dessous la liste des mandats dans d’autres conseils d’administration ou de surveillance ainsi que leurs emplois ou fonctions principaux :

M. AZEDDINE GUESSOUS

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
MAGHREBAIL	Président Directeur Général
BANK OF AFRICA EUROPE	Administrateur
BOA Group	Administrateur
RMA	Vice-Président du Conseil
SETTAVEX	Administrateur
LYDEC	Administrateur
AL MADA	Administrateur
SONASID	Administrateur
MAROCAINE DES TABACS	Administrateur
ALMA PACK	Administrateur
ALMA BAT	Administrateur
Budget Locasom	Administrateur
MUTANDIS	Administrateur
AL AKHAWAYN	Administrateur
SANIZAG	Administrateur

M. HICHAM EL AMRANI

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
AIR ARABIA MAROC	Représentant permanent de INTERFINA, Administrateur
AL BAIDAA DESALINATION COMPANY	Administrateur
ARGAN INVEST	Président Directeur Général
BANK OF AFRICA (ex-BMCE Bank)	Représentant permanent de O CAPITAL GROUP, Administrateur
BRICO-INVEST	Représentant permanent de INTERFINA, Administrateur
CAP ESTATE	Représentant permanent de O CAPITAL GROUP, Administrateur et Directeur Général Délégué
COLLIERS INTERNATIONAL MAROC	Administrateur
CTM	Administrateur
CTM MESSEAGERIE	Administrateur
DBM MEDIA GROUP	Administrateur, Vice-Président du Conseil d’Administration
FINANCIERE YACOUT	Représentant permanent de O CAPITAL GROUP, Administrateur et Directeur Général Délégué
FINATECH GROUP	Administrateur
FONDATION OTHMAN BENJELLOUN	Membre Fondateur, Administrateur
INTERFINA	Administrateur et Directeur Général Délégué
MEDITELECOM (Orange)	Administrateur
MEDIUM FINANCE	Président Directeur Général
O CAPITAL GREEN INVESTMENT (ex-O CAPITAL AFRICA)	Administrateur Directeur Général Délégué
O CAPITAL EUROPE	Administrateur
O CAPITAL GROUP	Administrateur et Directeur Général Délégué (Fonction Principale)
O TOWER	Représentant permanent de O CAPITAL GROUP, Administrateur
REVLV’S	Représentant permanent de INTERFINA, Administrateur
RISMA	Membre du Conseil de Surveillance et représentant permanent de RMA
RMA	Administrateur
SFCM	Représentant permanent de O CAPITAL GROUP, Administrateur

M. KHALID CHEDDADI

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
AUTO HALL	Administrateur
ATLAS HOSPITALITY MOROCCO	Administrateur
IMC	Administrateur, Président du Conseil
COSUMAR	Administrateur
CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER	Administrateur
AXA ASSURANCES MAROC	Administrateur
ARRAWAJ IMC	Administrateur
RAMICAL	Président Directeur Général
AKILAM	Président Directeur Général
LARBEL	Gérant
UPLINE VENTURES	Administrateur
LESIEUR CRISTAL	Administrateur, Président du Conseil

M. KHALID CHEDDADI EN QUALITÉ DE REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA CIMR

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
AFMA	Administrateur Représentant de la CIMR
AL MADA HOLDING	Administrateur Représentant de la CIMR
A6 IMMOBILIER	Administrateur Représentant de la CIMR
BANQUE POPULAIRE	Administrateur Représentant de la CIMR
SOCIÉTÉ DES BOISSONS DU MAROC	Administrateur Représentant de la CIMR
CFG BANK	Administrateur Représentant de la CIMR
CIMENTS DU MAROC	Administrateur Représentant de la CIMR
LESIEUR CRISTAL	Administrateur Représentant de la CIMR
EQDOM	Administrateur Représentant de la CIMR
JORF FERTILIZERS COMPANY V	Administrateur Représentant de la CIMR
LAFARGE HOLCIM MAROC	Administrateur Représentant de la CIMR
OLEA CAPITAL FUND	Administrateur Représentant de la CIMR
SAPRESS	Administrateur Représentant de la CIMR
SOCIETE DE SEL DE MOHAMMEDIA	Administrateur Représentant de la CIMR
SOMED	Administrateur Représentant de la CIMR
SONASID	Administrateur Représentant de la CIMR
WARAK PRESS	Administrateur Représentant de la CIMR

M. ADIL DOUIRI

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
CFG Bank	Président CA
CMB Plastique	Président CA
Distra	Président CA
ISHAM Finance	Administrateur (RP de Mutandis Automobile)
LGMC	Président CA
Mugest SARLAU	Gérant
Mutandis Automobile	Gérant (RP de Mugest)
Mutandis SCA	Gérant (RP de Mugest)
Mutandis USA Inc	Administrateur
Mutatis	Gérant (RP de Mugest)
RISMA	Membre CS
Univers Motors Asie	Président-Directeur Général
Univers Motors Distribution	Président-Directeur Général
Univers Motors Europe	Président-Directeur Général
Euro Africaine des Eaux	Membre du CA

M. HICHAM BELMRAH

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
BCP	Administrateur
COSUMAR	Administrateur
LESIEUR	Administrateur
MAGHREBAIL	Administrateur
SONASID	Administrateur
AL MADA	Administrateur
CAM	Membre du Conseil de Surveillance
SOMED	Administrateur
AFRIQUIA SMDC	Administrateur
NSI	Administrateur
AKWA AFRICA	Administrateur
RYAD RESSORT DEVELOPPEMENT	Administrateur
CAT	Administrateur
MAMDA IT	Administrateur
RESORT CO	Administrateur
UIR	Administrateur
OLEA CAPITAL	Administrateur
ALHIF	Administrateur
MASSIMISSA	Administrateur
A6 IMMOBILIER	Administrateur
UPLINE VENTURE	Administrateur
Prayon (Belgique)	Membre du Conseil d'Administration
ZMPPL (Inde)	Membre du Conseil d'Administration
PPL (Inde)	Membre du Conseil d'Administration
BSFT (Turquie)	Membre du Conseil d'Administration
OCP North America (USA)	Membre du Conseil d'Administration
Imacid (Maroc)	Président du Conseil d'Administration
SAEDM (Maroc)	Membre du Conseil d'Administration
UM6P (Maroc)	Membre du Conseil d'Administration
UM6P Endowment Holding (Maroc)	Membre du Conseil d'Administration

MME. GHISLANE GUEDIRA BENNOUNA

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
PRAYON (BELGIQUE)	Membre du Conseil d'Administration
ZMPPL (INDE)	Membre du Conseil d'Administration
PPL (INDE)	Membre du Conseil d'Administration
BSFT (TURQUIE)	Membre du Conseil d'Administration
OCP NORTH AMERICA (USA)	Membre du Conseil d'Administration
IMACID (MAROC)	Président du Conseil d'Administration
SAEDM (MAROC)	Membre du Conseil d'Administration
CDG CAPITAL	Administrateur
UM6P (MAROC)	Membre du Conseil d'Administration
UM6P ENDOWMENT HOLDING (MAROC)	Membre du Conseil d'Administration

M. HAMID BENBRAHIM EL ANDALOUSSI

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
MA AEROSPACE	Président
Institut des Métiers de l'Aéronautique	Président
SAFRAN NACELLES AIRCRAFT	Président
MIDPARC	Président
ALOLEN (énergie solaire)	Administrateur
Safran Aircraft Engines Services Morocco	Administrateur

M. CHRISTIAN KARAOGLANIAN

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
MMSHELTER	Administrateur
ADAGIO	Administrateur
INDEVHO (Société de Management Hôtelier)	Président

M. NICOLAS BROUSSAUD

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
Gekko SAS	Président
25HOURS GMBH	Administrateur

M. Sven BOINET

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
ACCORINVEST	Administrateur
SIEHA	Administrateur
FINANCIÈRE LOUIS (POTEL & CHABOT)	Administrateur
PARIS SOCIETY	Administrateur
INSTITUT PAUL BOCUSE	Administrateur
HAUT COMITÉ DE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE (HCGE)	Membre
ALLIANCE FRANCE TOURISME	Président

M. ZOUHEIR BENSAID

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
AIR ARABIA	Administrateur
ARGAN INVEST	Administrateur
BANK OF AFRICA BMCE GROUP	Administrateur
CAP ESTATE	Administrateur
CFG	Administrateur
CTM	Administrateur
DBM MEDIA GROUP	Administrateur
DECROW CAPITAL	Administrateur
EURAFRIC INFORMATION	Administrateur
FINANCECOM	Administrateur
FINANCECOM INTERNATIONAL GROUPE	Administrateur
FINATECH GROUPE	Administrateur
INFRA INVEST	Président du Conseil d'Administration
LYDEC	Administrateur
MAGHREBAIL	Administrateur
MBT	Administrateur Directeur Général Exécutif
MEDIUM FINANCE GROUPE	Président Directeur Général
MUTANDIS	Administrateur
MUTANDIS AUTOMOBILE	Administrateur
MUTATIS	Administrateur
O TOWER ADMINISTRATEUR	Administrateur
REVLV'S GROUPE	Administrateur représentant de RMA

M. SAMI NASSER

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
SOCIÉTÉ SIEHA (ALGÉRIE)	Président du Directoire
SOCIETE ACCOR GESTION MAROC (MAROC)	Représentant permanent de la Société Accor SA
SOCIÉTÉ MÖVENPICK MAN TUNISIA (TUNISIE)	Gérant
SOCIÉTÉ TUNISIA HOTELS & RESORTS (TUNISIE)	Président du Conseil d'Administration
SOCIÉTÉ EL GEZIRAH COMPANY FOR HOTELS AND TOURISM (EGYPTE)	Membre du Conseil d'Administration
SOCIÉTÉ TAMARIS TURIZM ANONIM SIRKETI (TURQUIE)	Membre du Conseil d'Administration
SOCIETE FHR GULF MANAGEMENT FZ-LLC (EMIRATS ARABES UNIS)	Membre du Conseil d'Administration
SOCIÉTÉ "SAUDI FRENCH COMPANY FOR HOTEL MANAGEMENT" (ARABIE SAOUDITE)	Membre du Conseil d'Administration

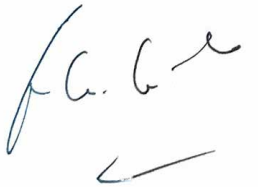
A NOTER LES DÉMISSIONS SUIVANTES QUI ONT EU LIEU EN 2023 :

- M. Sami Nasser : avril 2023
- M. Zouheir Bensaid : avril 2023
- M. Sven Boinet : août 2023
- M. Nicolas Broussaud : août 2023
- M. Christian Karaoglanian : octobre 2023

XIII- TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT :

OPCVM	Nombre de parts	Montant investi
Capital Monétaire Plus	28 285	501 073 479,15

Le Directoire



État des honoraires versés

AUX CONTRÔLEURS DE COMPTES

ÉTAT DES HONORAIRES VERSÉS AUX CONTRÔLEURS DE COMPTES

	Fidaroc Grant Thornton							
	Montant par année				% par année			
	2023	2022	2021	2020	2023	2022	2021	2020
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	450 000	320 000	320 000	320 000	78%	85%	100%	91%
Autres diligences et prestations liées à la mission des CAC	130 000	55 000	0	30 000	22%	15%	0%	9%
Autres prestations rendues		0	0	0		0%	0%	0%
Total	580 000	375 000	320 000	350 000	100%	100%	100%	100%

	Mazars	
	Montant par année	% par année
	2023	2023
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	400 000	57%
Autres diligences et prestations liées à la mission des CAC	300 000	43%
Autres prestations rendues		
Total	700 000	100%

	Autres CAC							
	Montant par année				% par année			
	2023	2022	2021	2020	2023	2022	2021	2020
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	0	415 000	415 000	415 000	0%	88%	100%	80%
Autres diligences et prestations liées à la mission des CAC	0	55 000	0	105 000	0%	12%	0%	20%
Autres prestations rendues		0	0	0		0%	0%	0%
Total	0	470 000	415 000	520 000	0%	100%	100%	100%

Rapport
**DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES**



Aux Actionnaires
Groupe RISMA
240, Boulevard Zerktouni
Casablanca

**RAPPORT D'AUDIT SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES
EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER 2023 AU 31 DECEMBRE 2023**

AUDIT DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la société Risma S.A. et de ses filiales (le « Groupe »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2023, ainsi que l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de KMAD 1.579.268 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 253.318.

Nous certifions que les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe au 31 décembre 2023, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Question clé de l'audit	Notre réponse
Tests de dépréciation des actifs hôteliers Au 31 décembre 2023, la valeur comptable des goodwill et actifs hôteliers s'élève à un montant total de 3.037 MMAD. Ces actifs peuvent présenter un risque de dépréciation lié à des facteurs internes ou externes, comme par exemple la détérioration de la performance du Groupe, l'évolution de l'environnement concurrentiel, des conditions de marché défavorables et des changements de législations ou de réglementations. Ces évolutions sont susceptibles d'avoir une incidence sur les prévisions de flux de trésorerie du Groupe et par conséquent sur la détermination des valeurs recouvrables de ces actifs. Comme indiqué dans les notes annexes « Test de dépréciation et pertes de valeur des actifs », le test de dépréciation annuel se fonde sur la valeur recouvrable de chaque unité génératrice de trésorerie testée, déterminée sur la base de flux de trésoreries nets futurs actualisés. Les goodwill et les immobilisations corporelles impactent de manière significative les comptes du Groupe et font par ailleurs appel, pour les besoins de leur évaluation, au jugement et aux estimations de la Direction. De ce fait, nous avons considéré que l'évaluation de ces actifs constitue un point clé de l'audit.	Nos travaux d'audit ont principalement consisté à : - Prendre connaissance du processus appliqué par le Groupe pour l'identification des indices de pertes de valeur et la mise en œuvre des tests de dépréciation pour ces actifs, et examiner les contrôles clés y afférents ; - Examiner les éléments chiffrés utilisés par le Groupe pour déterminer les valeurs recouvrables ; - Tester par sondage l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs recouvrables retenues par le Groupe.

Responsabilités de la Direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la Direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 24 avril 2024

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

FIDAROC GRANT THORNTON
Membre Réseau Grant Thornton
7 Bd. Driss El Glaoui - Casablanca
Tél : 05 22 54 66 00 - Fax : 05 22 29 66 70

Faïçal MEKOUAR
Associé

MAZARS AUDIT ET CONSEIL

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
76, Bd. Abdellmouhnen
Résidence Koutoubia - Maroc
Casablanca - Maroc
Tél. : +212 522 423 423
www.mazars.ma

Abdou Souleye DIOP
Associé



Aux Actionnaires de la société
RISMA S.A
240, Boulevard Zerkouni
Casablanca

Rapport Général des commissaires aux comptes
Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023

Audit des états de synthèse

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 13 juin 2023, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société RISMA S.A, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2023, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 2.181.916.204,92 MAD dont un bénéfice net de 233.324.339,41 MAD.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société RISMA S.A au 31 décembre 2023 conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés d'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Questions clés d'audit	Notre réponse
Evaluation des titres de participation Les titres de participation figurent au bilan au 31 décembre 2023 pour un montant net de 918 MMAD, compte tenu d'une provision pour dépréciation de 413 MMAD. Ces titres de participation sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition. Comme indiqué dans l'état A.1, ces titres sont dépréciés par référence à la valeur actuelle à la clôture de l'exercice. Compte tenu de l'importance du jugement de la Direction dans l'estimation de la valeur actuelle de ces titres de participation, nous avons considéré que l'évaluation de ces titres constitue un point clé de notre audit.	Nos travaux ont consisté principalement à : - Prendre connaissance du processus de la détermination de la valeur actuelle des titres de participation ; - Examiner les méthodes d'évaluation et les éléments chiffrés utilisés par la Direction pour déterminer les valeurs actuelles ; - Tester par sondage l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs actuelles retenues par la Direction.
Evaluation des fonds commerciaux. Au 31 décembre 2023, la valeur nette comptable des fonds commerciaux s'élève à 148 MMAD. Comme indiqué dans l'état A.1, une dépréciation du fond commercial doit être constatée lorsque sa valeur recouvrable devient inférieure à sa valeur nette comptable. La valeur recouvrable des fonds commerciaux est déterminée par la méthode des flux de trésorerie prévisionnels prenant en considération le risque marché et les risques spécifiques à Risma. Nous avons considéré que l'évaluation des fonds commerciaux constitue un point clé de notre audit en raison de l'importance du jugement et des estimations de la Direction dans la détermination de la valeur recouvrable.	Nos travaux ont consisté principalement à : - Prendre connaissance du processus appliqué par la Direction pour la détermination de la valeur recouvrable des fonds commerciaux et examiner les contrôles clés y afférent ; - Examiner les méthodes d'évaluation et les éléments chiffrés utilisés par la Direction pour la détermination de la valeur recouvrable ; - Tester par sondage l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs recouvrables retenues par la Direction.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

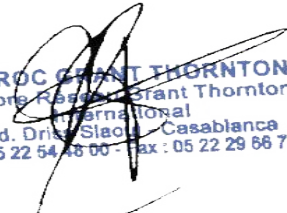
Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Directoire destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 24 avril 2024

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON


FIDAROC GRANT THORNTON
Membre Réseau Grant Thornton
International
7 Bd. Othman Sbaï, Casablanca
Tél : 05 22 54 46 00 - Fax : 05 22 29 66 70

Faïçal MEKOUAR
Associé

MAZARS AUDIT ET CONSEIL


MAZARS AUDIT ET CONSEIL
76, Bd. Abderrahmane
Résidence Koutoubia - Maroc
Casablanca - Tél. : +212 522 423 423
www.mazars.ma

Abdou Souleye DIOP
Associé

Aux Actionnaires de la société

RISMA S.A.

240, Boulevard Zerktouni
Casablanca

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE du 1^{er} Janvier 2023 au 31 décembre 2023

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées conformément aux dispositions des articles 95 à 97 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée.

Il nous appartient de vous présenter les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés par le Président du Conseil de Surveillance ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé, ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon la loi ci-dessus, de vous prononcer sur leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimés nécessaires au regard des normes de la profession au Maroc. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été communiquées avec les documents de base dont elles sont issues.

1. CONVENTION CONCLUE AU COURS DE L'EXERCICE 2023 :

Convention de location des locaux PATRIMONIA INVESTISSEMENTS SARL à RISMA SA :

- **Personnes concernées :** Monsieur Mohammed Amine ECHCHERKI en sa qualité d'actionnaire/Associé en commun dans les deux sociétés.
- **Nature et objet de la convention :** Location des locaux PATRIMONIA INVESTISSEMENTS SARL à RISMA S.A.
- **Conditions de rémunération :** Refacturation des frais de location de la part de PATRIMONIA INVESTISSEMENTS SARL à RISMA S.A.
- **Montant comptabilisé en charges au titre de l'exercice 2023 :** 1.971 KMAD HT.
- **Montant décaissé au titre de l'exercice 2023 :** 2.365 KMAD TTC.

2. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DES EXERCICES ANTERIEURS ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE :

2.1. Conventions conclues avec la société MOUSSAFIR Hôtels S.A. :

- **Personnes concernées :**
 - Monsieur Mohammed Amine ECHCHERKI en sa qualité de Président du directoire et président du conseil d'administration de la filiale MOUSSAFIR Hôtels S.A.
 - Madame Sofia Lopez BENHAMIDA en sa qualité de Membre du directoire et administrateur de la filiale MOUSSAFIR Hôtels S.A.

2.1.1. Convention de sous-location des locaux :

- **Nature et objet de la convention :** Sous location des locaux de la société RISMA S.A à la société MOUSSAFIR Hôtels S.A.
- **Modalités essentielles :** La société RISMA S.A procède à la sous-location de ses locaux à la société MOUSSAFIR Hôtels S.A.

- **Montant comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2023 :** 288 KMAD H.T.
- **Montant encaissé au titre de l'exercice 2023 :** 346 KMAD TTC.

2.1.2. Convention de refacturation des frais de sièges :

- **Nature et objet de la convention :** Refacturation des frais de siège de la part de la société RISMA S.A à la société MOUSSAFIR Hôtels S.A.
- **Modalités essentielles :** Refacturation des frais de siège de la part de la société RISMA S.A à la société MOUSSAFIR Hôtels S.A à hauteur de la quote-part de l'actif de cette dernière dans la somme des actifs de RISMA S.A, MOUSSAF S.A, MOUSSAFIR Hôtels S.A, CHAYLA S.A et EMIROTEL S.A.
- **Montant comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2023 :** 4.886 KMAD H.T.
- **Montant encaissé au titre de l'exercice 2023 :** 5.420 KMAD TTC.

2.1.3. Convention de rémunération des comptes courants :

- **Nature et objet de la convention :** Avances en comptes courants.
- **Modalités essentielles :** Les avances en comptes courants consenties par RISMA S.A font l'objet (d'une rémunération sur la base d'un taux annuel de 5% H.T.)
- **Montant comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2023 :** 913 KMAD H.T.
- **Montant encaissé au titre de l'exercice 2023 :** 515 KMAD H.T.

2.1.4. Redevances HR Access :

- **Nature et objet de la convention :** Logiciel de Paie HR Access.
- **Modalités essentielles :** Dans le cadre de la gestion de la paie des filiales (MOUSSAFIR Hôtels S.A, MOUSSAF S.A, Horizons Compétences Hôtelières S.A, CHAYLA S.A, EMIROTEL S.A) la société RISMA S.A. a mis à leur disposition, le logiciel de paie HR Access.
- **Montant comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2023 :** 23 KMAD HT.
- **Montant encaissé au titre de l'exercice 2023 :** Néant.

2.1.5. Honoraires constructions facturés par RISMA S.A. :

- **Nature et objet de la convention :** Honoraires du département construction.
- **Modalités essentielles :** Dans le cadre du développement des hôtels par RISMA S.A., cette dernière facture les honoraires du département construction pour les hôtels en cours de construction de MOUSSAFIR HOTELS S.A.
- **Montant comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2023 :** 139 KMAD HT.
- **Montant encaissé au titre de l'exercice 2023 :** 110 KMAD TTC.

2.2. Conventions conclues avec la société MOUSSAF Hôtels S.A :

- **Personnes concernées :**
 - Monsieur Mohammed Amine ECHCHERKI en sa qualité de Président du directoire et président du conseil d'administration de la filiale MOUSSAF Hôtels S.A.
 - Mme Sofia BENHAMIDA en sa qualité de Membre du directoire et administrateur de la filiale MOUSSAF Hôtels S.A.

2.2.1 Convention de sous location des locaux :

- **Nature et objet de la convention** : Sous location des locaux de la société RISMA à la société MOUSSAF Hôtels S.A.
- **Modalités essentielles** : La société a procédé à la sous-location de ses locaux à la société MOUSSAF Hôtels S.A.
- **Montant comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2023** : 24 KMAD HT.
- **Montant encaissé au titre de l'exercice 2023** : 29 KMAD TTC.

2.2.2 Convention de refacturation des frais de siège :

- **Nature et objet de la convention** : Refacturation des frais de siège de la part de la société RISMA S.A à la société MOUSSAF S.A.
- **Conditions de rémunération** : Refacturation des frais de siège de la part de la société RISMA S.A. à la société MOUSSAF S.A. à hauteur de la quote-part de l'actif de cette dernière dans la somme des actifs de RISMA S.A., MOUSSAF S.A, MOUSSAFIR Hôtels S.A, CHAYLA S.A. et EMIROTEL S.A.
- **Montant comptabilisé en produit au titre de l'exercice 2023** : 233 KMAD HT.
- **Montant encaissé au titre de l'exercice 2023** : 258 KMAD TTC.

2.2.3 Redevances HR Access :

- **Nature et objet de la convention** : Logiciel de Paie HR Access.
- **Modalités essentielles** : Dans le cadre de la gestion de la paie des filiales (MOUSSAFIR Hôtels S.A, MOUSSAF S.A, Horizons Compétences Hôtelières S.A, CHAYLA S.A, EMIROTEL S.A) la société RISMA S.A. a mis à leur disposition le logiciel de paie HR Access.
- **Montant comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2023** : 2 KMAD HT.
- **Montant encaissé au titre de l'exercice 2023** : Néant.

2.3. Convention conclue avec la société CHAYLA S.A. :

- **Personnes concernées** :
 - Monsieur Mohammed Amine ECHCHERKI en sa qualité de Président du directoire et président du conseil d'administration de la filiale CHAYLA S.A.
 - Madame Sofia Lopez BENHAMIDA en sa qualité de Membre du directoire et administrateur de la filiale CHAYLA S.A.

2.3.1. Convention de sous location des locaux :

- **Nature et objet de la convention** : Sous location des locaux de la société RISMA à la société CHAYLA S.A.
- **Modalités essentielles** : La société a procédé à la sous-location de ses locaux à la société CHAYLA S.A.
- **Montant comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2023** : 60 KMAD H.T.
- **Montant encaissé au titre de l'exercice 2023** : 72 KMAD TTC.

2.3.2. Convention de refacturation des frais de sièges :

- **Nature et objet de la convention** : Refacturation des frais de siège de la part de la société RISMA S.A à la société CHAYLA S.A.
- **Modalités essentielles** : Refacturation des frais de siège de la part de la société RISMA S.A. à la société MOUSSAF S.A. à hauteur de la quote-part de l'actif de cette dernière dans la somme des actifs de RISMA S.A, MOUSSAF S.A, MOUSSAFIR Hôtels S.A, CHAYLA S.A. et EMIROTEL S.A.

- **Montant comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2023** : 931 KMAD H.T.
- **Montant encaissé au titre de l'exercice 2023** : 1.032 KMAD TTC.

2.3.3. Convention de rémunération des comptes courants :

- **Nature et objet de la convention** : Avances en comptes courants.
- **Modalités essentielles** : Les avances en comptes courants consenties ou reçues par RISMA S.A font l'objet d'une rémunération sur la base d'un taux annuel de 5% H.T.
- **Montant comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2023** : 1.486 KMAD H.T.
- **Montant encaissé au titre de l'exercice 2023** : 1.795 KMAD TTC.

2.3.4. Redevances HR Access :

- **Nature et objet de la convention** : Logiciel de Paie HR Access.
- **Modalités essentielles** : Dans le cadre de la gestion de la paie des filiales (MOUSSAFIR Hôtels S.A, MOUSSAF S.A, Horizons Compétences Hôtelières S.A, CHAYLA S.A, EMIROTEL S.A) la société RISMA S.A. a mis à leur disposition, le logiciel de paie HR Access.
- **Montant comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2023** : 4 KMAD HT.
- **Montant encaissé au titre de l'exercice 2023** : Néant.

2.3.5. Honoraires constructions facturés par RISMA S.A. :

- **Nature et objet de la convention** : Honoraires du département construction.
- **Modalités essentielles** : Dans le cadre du développement des hôtels par RISMA S.A., cette dernière facture les honoraires du département construction pour les hôtels en cours de construction de CHAYLA S.A.
- **Montant comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2023** : 174 KMAD HT.
- **Montant encaissé au titre de l'exercice 2023** : 196 KMAD TTC.

2.4. Conventions conclues avec la société EMIROTEL S.A :

• Personnes concernées

- Monsieur Mohammed Amine ECHCHERKI en sa qualité de Président du directoire et président du conseil d'administration de la filiale EMIROTEL S.A.
- Mme Sofia BENHAMIDA en sa qualité de Membre du directoire et administrateur de la filiale EMIROTEL S.A.

2.4.1. Convention de refacturations des frais de siège :

- **Nature et objet de la convention** : Refacturation des frais de siège de la part de la société RISMA S.A à la société EMIROTEL S.A.
- **Modalités essentielles** : Refacturation des frais de siège de la part de la société RISMA S.A. à la société MOUSSAF S.A. à hauteur de la quote-part de l'actif de cette dernière dans la somme des actifs de RISMA S.A., MOUSSAF S.A, MOUSSAFIR Hôtels S.A, CHAYLA S.A. et EMIROTEL S.A.
- **Montant comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2023** : 4.972 KMAD HT.
- **Montant encaissé au titre de l'exercice 2023** : 5.545 KMAD TTC.

2.4.2. Convention de rémunération des comptes courants :

- **Nature et objet de la convention** : Avances en comptes courants.
- **Modalités essentielles** : Les avances en comptes courants consenties ou reçues par RISMA S.A font l'objet d'une rémunération sur la base d'un taux annuel de 5% H.T.
- **Montant comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2023** : 74 KMAD.
- **Montant encaissé au titre de l'exercice 2023** : 6 KMAD.
- **Montant comptabilisé en charge au titre de l'exercice 2023** : 4.551 KMAD H.T.
- **Montant décaissé au titre de l'exercice 2023** : 242 KMAD TTC.

2.4.3. Redevances HR Access :

- **Nature et objet de la convention** : Logiciel de Paie HR Access.
- **Modalités essentielles** : Dans le cadre de la gestion de la paie des filiales (MOUSSAFIR Hôtels S.A, MOUSSAF S.A, Horizons Compétences Hôtelières S.A, CHAYLA S.A, EMIROTEL S.A) la société RISMA S.A. a mis à leur disposition, le logiciel de paie HR Access
- **Montant comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2023** : Néant.
- **Montant encaissé au titre de l'exercice 2023** : Néant.

2.4.4. Honoraires de construction facturés par RISMA S.A. :

- **Nature et objet de la convention** : Honoraires du département construction.
- **Modalités essentielles** : Dans le cadre du développement des hôtels par RISMA S.A., cette dernière facture les honoraires du département construction pour les hôtels en cours de construction de EMIROTEL S.A.
- **Montant comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2023** : 410 KMAD HT.
- **Montant encaissé au titre de l'exercice** : 732 KMAD TTC.

2.5. Contrat de mandat de gestion conclu entre RISMA S.A. et la société ACCOR GESTION MAROC S.A. (AGM S.A.), tel que modifiée par l'avenant signé en date du 2 mars 2020 avec effet rétroactif à partir du 1er janvier 2019 :

• Personnes concernées

- Administrateurs ou dirigeants communs : Mme Sofia BENHAMIDA et Monsieur Mohammed Amine EGHCHERKI.

2.5.1. Refacturation des redevances de marque et de base respectivement de 1% et 1,75% du chiffre d'affaires, ainsi que les redevances sur le résultat d'exploitation :

- **Nature et objet de la convention** : Refacturation des différentes prestations de gestion réalisées (gestion des hôtels, des réservations, de la publicité et du centre d'appel) et d'assistance technique et informatique par AGM S.A.
- **Modalités essentielles** : Refacturation des différentes prestations de gestion dans le cadre de la gestion des hôtels de RISMA S.A par AGM S.A.
- **Montant des charges comptabilisées au titre de l'exercice 2023** :
 - o Redevances de base pour 14.814 KMAD HT,
 - o Redevances de marque pour 8.876 KMAD HT,
 - o Redevances sur le résultat d'exploitation pour 19.565 KMAD HT.

2.5.2. Refacturation aux hôtels des frais de gestion de réservation A/Club supportés par Accor France S.A. et facturés à AGM S.A. dans un premier temps :

- **Nature et objet de la convention** : Refacturation des différentes prestations de gestion réalisées (gestion des hôtels, des réservations, de la publicité et du centre d'appel) et d'assistance technique et informatique par AGM S.A.
- **Modalités essentielles** : Refacturation des différentes prestations de gestion dans le cadre de la gestion des hôtels de RISMA S.A par AGM S.A.
- **Montant comptabilisé en charges au titre de l'exercice 2023** : 9.347 KMAD HT.

2.5.3. Refacturation aux hôtels de missions ponctuelles d'assistance technique :

- **Nature et objet de la convention** : Refacturation des différentes prestations de gestion réalisées (gestion des hôtels, des réservations, de la publicité et du centre d'appel) et d'assistance technique et informatique par AGM S.A.
- **Modalités essentielles** : Refacturation des différentes prestations de gestion dans le cadre de la gestion des hôtels de RISMA S.A par AGM S.A.
- **Montant comptabilisé en charges au titre de l'exercice 2023** : Néant.

2.5.4. Refacturation des frais de gestion des réservations, de publicités et de prestations Informatiques :

- **Nature et objet de la convention** : Refacturation des différentes prestations de gestion réalisées (gestion des hôtels, des réservations, de la publicité et du centre d'appel) et d'assistance technique et informatique par AGM S.A.
- **Modalités essentielles** : Refacturation des différentes prestations de gestion dans le cadre de la gestion des hôtels de RISMA S.A par AGM S.A.
- **Montant comptabilisé en charges au titre de l'exercice 2023** : 6.687 KMAD HT.

2.5.5. Refacturation des frais de logiciel de comptabilité « Grand Back » :

- **Nature et objet de la convention** : Refacturation des différentes prestations de gestion réalisées (gestion des hôtels, des réservations, de la publicité et du centre d'appel) et d'assistance technique et informatique par AGM S.A.
- **Modalités essentielles** : Refacturation des différentes prestations de gestion dans le cadre de la gestion des hôtels de RISMA S.A par AGM S.A.
- **Montant comptabilisé en charges au titre de l'exercice 2023** : 552 KMAD HT.

2.5.6. Refacturation des frais des redevances internes :

- **Nature et objet de la convention** : Refacturation des différentes prestations de gestion réalisées (gestion des hôtels, des réservations, de la publicité et du centre d'appel) et d'assistance technique et informatique par AGM S.A.
- **Modalités essentielles** : Refacturation des différentes prestations de gestion dans le cadre de la gestion des hôtels de RISMA S.A par AGM S.A.
- **Montant comptabilisé en charges au titre de l'exercice 2023** : - 674 KMAD HT.

2.5.7. Refacturation des frais de publicité :

- **Nature et objet de la convention** : Refacturation des différentes prestations de gestion réalisées (gestion des hôtels, des réservations, de la publicité et du centre d'appel) et d'assistance technique et Informatique par AGM S.A.
- **Modalités essentielles** : Refacturation des différentes prestations de gestion dans le cadre de la gestion des hôtels de RISMA S.A par AGM S.A.
- **Montant comptabilisé en charges au titre de l'exercice 2023** : 5.224 KMAD HT.

2.5.8. Autres refacturations internes divers (Cluster, HELP LINE, Législation travail Search Brand) :

- **Nature et objet de la convention** : Refacturation des différentes prestations de gestion réalisées (gestion des hôtels, des réservations, de la publicité et du centre d'appel) et d'assistance technique et informatique par AGM S.A.
- **Modalités essentielles** : Refacturation des différentes prestations de gestion dans le cadre de la gestion des hôtels de RISMA S.A par AGM S.A.
- **Montant comptabilisé en charges au titre de l'exercice 2023** : 183 KMAD HT.

2.5.9. Frais de siège facturés :

- **Nature et objet de la convention** : Prestations d'organisation des services administratifs des hôtels (informatique).
- **Modalités essentielles** : Cette convention, renouvelable annuellement, prévoit la facturation de la société AGM S.A. des prestations d'organisation des services administratifs des hôtels (administration, comptabilité, informatique, gestion des ressources humaines, techniques).
- **Montant comptabilisé en charges au titre de l'exercice 2023** : 10 KMAD HT.

2.6. Convention non écrite relative à la répartition des ristournes des fournisseurs étrangers référencés :

- **Personnes concernées** (Administration ou dirigeant commun) : Monsieur Mohammed Amine ECHCHERKI et Mme. Sofia BENHAMIDA.
- **Nature et objet de la convention** : Reversement par la société AGM S.A. aux hôtels des ristournes versées par les fournisseurs étrangers référencés.
- **Modalités essentielles** : Dans le cadre des contrats signés avec les fournisseurs référencés, les ristournes versées par ces derniers sont réparties à hauteur de 70% pour les hôtels concernés et 30% pour AGM S.A.
- **Montant comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2023** : Néant

2.7. Convention de rémunération des comptes courants conclue entre la société RISMA S.A avec la société SAEMOG S.A.

• **Personnes concernées :**

- Monsieur Mohammed Amine ECHCHERKI en sa qualité de Président du directoire et président du conseil d'administration de la filiale SAEMOG S.A.
- Madame Sofia Lopez BENHAMIDA en sa qualité de Membre du directoire et administrateur de la filiale SAEMOG S.A.
- **Nature et objet de la convention** : Avances en comptes courants.
- **Modalités essentielles** : Les avances en comptes courants consenties ou reçues par RISMA S.A font l'objet d'une rémunération sur la base d'un taux annuel de 1.89% H.T.
- **Montant comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2023** : 786 KMAD H.T.
- **Montant encaissé au titre de l'exercice 2023** : Néant.

2.8. Convention de rémunération des comptes courants entre RISMA S.A et SMHE S.A :

• **Personnes concernées :**

- Monsieur Mohammed Amine ECHCHERKI en sa qualité de Président du directoire et président du conseil d'administration de la filiale SMHE S.A.
- Madame Sofia Lopez BENHAMIDA en sa qualité de Membre du directoire et administrateur de la filiale SMHE S.A.
- **Nature et objet de la convention** : Avances en comptes courants.
- **Modalités essentielles** : Les avances en comptes courants consenties ou reçues par RISMA S.A font l'objet d'une rémunération sur la base d'un taux annuel de 6% H.T.
- **Montant comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2023** : 472 KMAD H.T.
- **Montant encaissé au titre de l'exercice 2023** : Néant.

Casablanca, le 24 avril 2024

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON
FIDAROC GRANT THORNTON
Membre Réseau Grant Thornton
International
7 Bd. Orléans, Casablanca
Tél : 05 22 54 46 00 - Fax : 05 22 29 66 70

Faïçal MEKOUAR
Associé

MAZARS AUDIT ET CONSEIL

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
76, Bd. Abderrahmane
Résidence Koutoubia, 7ème Etage
Casablanca - Maroc
Tél : +212 522 423 423
www.mazars.ma

Abdou Souleye DIOP
Associé

